

RAPPORT
DU
COMITÉ SPÉCIAL
CONTRE L'*APARTHEID*

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 22 (A/37/22)



NATIONS UNIES

RAPPORT
DU
COMITÉ SPÉCIAL
CONTRE L'APARTHEID

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 22 (A/37/22)



NATIONS UNIES

New York, 1982

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le présent rapport a également été soumis au Conseil de sécurité sous la cote S/15783.

[14 octobre 1982]

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
LETTRE D'ENVOI		ix
I. INTRODUCTION	1 - 11	1
II. RECAPITULATION DES TRAVAUX DU COMITE SPECIAL	12 - 281	3
A. Mesures prises par l'Assemblée générale à sa trente-sixième session	12 - 29	3
B. Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud	30 - 39	9
C. Actes d'agression commis par l'Afrique du Sud contre les Etats voisins	40 - 45	11
1. Audition sur la menace contre la paix en Afrique australe et l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies visant à mettre fin à la collaboration militaire, nucléaire et autre avec l'Afrique du Sud	41 - 43	11
2. Autres activités	44 - 45	12
D. Collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud	46 - 52	13
E. Collaboration économique et autres avec l'Afrique du Sud	53 - 67	15
1. Embargo sur le pétrole	54 - 55	15
2. Collaboration économique	56 - 59	15
3. Admission de l'Afrique du Sud et du "Transkei" à l'Association médicale mondiale	60 - 64	16
4. Autres formes de collaboration	65 - 67	17
F. Activités contre l' <u>apartheid</u> dans les sports	68 - 87	17
1. Auditions sur les sports et l' <u>apartheid</u>	68 - 69	17
2. Liste des contacts sportifs avec l'Afrique du Sud, 1er avril-31 décembre 1981	70 - 76	18
3. Autres activités	77 - 87	19

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragaphes</u>	<u>Pages</u>
G. Activités contre l' <u>apartheid</u> dans le domaine culturel .	88 - 91	20
1. Promotion de la création d'un comité d'artistes du monde entier contre l' <u>apartheid</u>	88	20
2. Consultation avec M. Ian Hall, directeur musical au Union of London Choir	89 - 90	21
3. Autres activités	91	21
H. Femmes et enfants vivant sous le régime d' <u>apartheid</u> ...	92 - 104	22
1. Mission en Angola, en Zambie et en République-Unie de Tanzanie	93 - 97	22
2. Conférence internationale sur les femmes et l' <u>apartheid</u>	98 - 104	22
I. Bantoustans	105 - 106	24
J. Campagne contre la répression et pour la libération de tous les prisonniers politiques en Afrique du Sud ..	107 - 124	25
K. Assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération nationale	125	29
L. Consultations du Comité spécial	126 - 144	30
1. Consultation avec M. Vladimir N. Martynenko, ministre des affaires étrangères de la République socialiste soviétique d'Ukraine	126 - 128	30
2. Consultation avec M. Carlos P. Romulo, ministre philippin des affaires étrangères	129 - 130	31
3. Consultations avec Mohamed Sahnoun, Rapporteur général de la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, et M. Abdul Samad Minty, directeur de la Campagne mondiale contre la collaboration nucléaire et militaire avec l'Afrique du Sud	131 - 141	31
4. Consultations avec M. Romesh Chandra, président du Sous-Comité des ONG sur le racisme, la discrimination raciale, l' <u>apartheid</u> et la décolonisation et président du Conseil mondial de la paix	142 - 144	33

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
M. Missions auprès des gouvernements	145 - 183	34
1. Mission du Président en France, en Turquie et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	145 - 157	34
2. Mission de la délégation du Comité spécial dans les Etats de première ligne	158	36
3. Mission du Président du Koweït, dans les Emirats arabes unis, en Arabie saoudite, aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, en Norvège et en Finlande	159 - 172	36
4. Mission de la délégation du Comité spécial en Inde	173 - 177	38
5. Mission du Président aux Philippines, en Indonésie et en Inde	178 - 183	39
N. Séminaire international sur l'histoire de la résistance contre l'occupation, l'oppression et l' <u>apartheid</u> en Afrique du Sud	184 - 191	40
O. Conférence régionale pour une action en Asie contre l' <u>apartheid</u>	192 - 200	41
P. Promotion de l'action publique contre l' <u>apartheid</u>	201 - 221	43
1. Participation à la célébration du cinquante-troisième anniversaire du révérend Martin Luther King	201 - 204	43
2. Consultation avec les représentants d'organisations non gouvernementales	205 - 206	43
3. Action des jeunes et des étudiants contre l' <u>apartheid</u>	207 - 209	44
4. Conférence sur le thème "Afrique australe : il est temps de choisir"	210 - 215	45
5. Autres activités	216 - 221	45
Q. Célébration du soixante-dizième anniversaire de la fondation de l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC)	222 - 232	46
R. Séances de commémoration du trentième anniversaire de la campagne de résistance	233 - 234	49

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
S. Célébration de journées internationales	235 - 264	49
1. Célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains (11 octobre 1981)	235 - 243	49
2. Célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars 1982)	244 - 253	50
3. Célébration de la Journée de la libération de l'Afrique (25 mai 1982)	254 - 255	52
4. Célébration de la Journée internationale de solidarité avec la population en lutte d'Afrique du Sud (16 juin 1982)	256 - 260	53
5. Célébration de la Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie (9 août 1982)	261 - 264	53
T. Diffusion d'informations contre l'apartheid	265 - 269	55
U. Participation à des conférences et messages adressés à des conférences	270 - 272	55
1. Participation à des conférences	270 - 271	55
2. Messages adressés par le Comité spécial à des conférences internationales et nationales	272	58
V. Coopération avec les organes de l'ONU et avec d'autres organisations	273 - 277	60
W. Travaux des organes subsidiaires du Comité spécial	278 - 280	61
1. Travaux du Sous-Comité de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration avec l'Afrique du Sud	278	61
2. Travaux du Sous-Comité des pétitions et de l'information	279	61
3. Travaux des groupes d'étude	280	61
X. Liste des déclarations publiées par le Comité spécial .	281	62

TABLE DES MATIERES (suite)

	Paragraphe	Pages
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	282 - 498	66
A. Introduction	282 - 290	66
B. Le crime d' <u>apartheid</u> et l'ampleur des dangers qu'il présente	291 - 305	67
C. Les responsables du maintien de l' <u>apartheid</u>	306 - 343	69
D. L'heure du choix	344 - 348	76
E. Travaux du Comité spécial	349 - 352	77
F. Principaux faits nouveaux survenus pendant l'année écoulée	353 - 371	78
G. Réaffirmation de la politique et du rôle de l'Organisation des Nations Unies et des organismes apparentés	372 - 388	81
H. Sanctions et mesures connexes contre le régime raciste d'Afrique du Sud	389 - 432	83
1. Embargo sur les armes et cessation de toute collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud	396 - 409	85
2. Embargo sur le pétrole contre l'Afrique du Sud ...	410 - 417	86
3. Autres mesures économiques	418 - 424	87
4. Boycottage de l'Afrique du Sud dans les domaines culturel et sportif	425 - 429	88
5. Autres mesures	430 - 432	89
I. Assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale	433 - 438	89
J. Initiatives prises par le Comité spécial à propos de certaines questions qui ont retenu tout particulièrement son attention au cours de l'année écoulée ...	439 - 452	90
1. Campagne pour la libération des prisonniers politiques sud-africains	439 - 444	90
2. Les femmes vivant en régime d' <u>apartheid</u>	445 - 450	91
3. Solidarité avec le mouvement syndicaliste noir d'Afrique du Sud	451 - 452	91

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
K. Opinion mondiale et action du public contre l' <u>apartheid</u>	453 - 465	92
L. Programme de travail du Comité spécial	466 - 476	93
M. Services prêtés par le Centre contre l' <u>apartheid</u> et d'autres unités du Secrétariat de l'ONU	477 - 489	96
N. Conclusion	490 - 498	98

ANNEXES

I. Evolution de la situation en Afrique du Sud (depuis octobre 1981)	101
II. Liste des documents du Comité spécial contre l' <u>apartheid</u> ...	153

Le 17 septembre 1982

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel du Comité spécial contre l'apartheid qui a été adopté à l'unanimité par le Comité le 9 octobre 1981.

Ce rapport est soumis à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité conformément aux dispositions pertinentes des résolutions de l'Assemblée générale 2671 (XXV) du 8 décembre 1970 et 36/172 A à P du 17 décembre 1981.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Comité spécial
contre l'apartheid,

(Signé) Alhaji Yusuf MAITAMA-SULE

Son Excellence
Monsieur Javier Pérez de Cuéllar
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York

I. INTRODUCTION

1. Le Comité contre l'apartheid a été créé aux termes de la résolution 1761 (XXVII) de l'Assemblée générale en date du 6 novembre 1962, en tant que Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine. Dans sa résolution 2671 A (XXV), adoptée le 8 décembre 1970, l'Assemblée générale a prié le Comité spécial d'étudier constamment tous les aspects de la politique d'apartheid en Afrique du Sud et de ses répercussions internationales et de faire rapport de temps à autre, selon qu'il conviendrait, à l'Assemblée générale ou au Conseil de sécurité ou à ces deux organes.

2. Dans sa résolution 36/172 N du 16 décembre 1981, l'Assemblée a prié le Comité spécial de poursuivre et d'intensifier ses activités, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée et de s'attacher en toute priorité à :

a) Mobiliser l'appui en faveur de sanctions contre l'Afrique du Sud;

b) Examiner l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur l'apartheid, en particulier celles destinées à encourager et surveiller efficacement les embargos militaire et nucléaire et l'embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud;

c) Faire connaître au public tous les faits nouveaux concernant la collaboration militaire, nucléaire, économique, politique et autre avec le régime raciste de l'Afrique du Sud;

d) Promouvoir la campagne mondiale pour la libération inconditionnelle de toutes les personnes emprisonnées ou frappées d'interdiction pour leur opposition à l'apartheid.

3. Actuellement, le Comité spécial est composé des 18 Etats Membres ci-après :

Algérie	Inde	Pérou	République socialiste
Ghana	Indonésie	Philippines	soviétique d'Ukraine
Guinée	Malaisie	République arabe syrienne	Somalie
Haïti	Népal	République démocratique	Soudan
Hongrie	Nigéria	allemande	Trinité-et-Tobago

4. A sa 488ème séance, le 11 janvier 1982, le Comité spécial a réélu à l'unanimité Alhaji Yusuf Maitama-Sule (Nigéria) Président, M. Uddhav Deo Bhatt (Népal) et M. Vladimir Kravets (République socialiste soviétique d'Ukraine) Vice-présidents. A la même séance, il a élu M. Gervais Charles (Haïti) Rapporteur.

5. En outre, le Comité spécial a réélu M. James Victor Gbeho (Ghana) Président de son Sous-Comité de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration avec l'Afrique du Sud, et élu M. Abdel-Kader Messahel (Algérie) Président de son Sous-Comité des pétitions et de l'information.

6. Le Sous-Comité de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration avec l'Afrique du Sud est composé du Ghana

(Président), de la Hongrie, de l'Inde, du Pérou et du Soudan; le Sous-Comité des pétitions et de l'information est composé de l'Algérie (Président), du Népal, de la République démocratique allemande, de la Somalie et de la Trinité-et-Tobago.

7. Pour aider à promouvoir des mesures relatives à certains aspects de la campagne contre l'apartheid, le Comité spécial a créé deux équipes spéciales : a) l'Equipe spéciale pour les femmes et les enfants vivant sous l'apartheid, composée de l'Inde, des Philippines, du Soudan et de la Trinité-et-Tobago avec Mme Maria Lourdes Ramiro-Lopez (Philippines) comme présidente; b) l'Equipe spéciale des prisonniers politiques, composée de l'Inde, du Pérou, de la République démocratique allemande et de la Somalie, M. Vasant Vishnu Nevrekar (Inde) assumant les fonctions de Président.

8. Conformément à la résolution 36/172 M de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1981, le Comité spécial a établi et a porté à l'attention de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité un rapport spécial sur l'évolution récente des relations entre Israël et l'Afrique du Sud.

9. A sa 508ème séance, tenue le 17 septembre 1982, le Comité spécial a décidé à l'unanimité de soumettre le présent rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Ce rapport comprend les sections suivantes :

- a) Récapitulation des travaux du Comité spécial;
- b) Conclusions et recommandations du Comité spécial;
- c) Examen de l'évolution de la situation en Afrique du Sud au cours de la période considérée;
- d) Liste des documents du Comité spécial.

10. Le Comité spécial tient à exprimer sa gratitude au Secrétaire général pour l'intérêt constant qu'il porte à ses travaux. Il tient également à exprimer sa profonde reconnaissance aux Etats Membres de l'Organisation de l'unité africaine, aux Etats non alignés, aux Etats socialistes, aux institutions spécialisées des Nations Unies, aux deux mouvements de libération sud-africains, à savoir l'African National Congress d'Afrique du Sud et le Pan Africanist Congress of Azania, ainsi qu'à maintes organisations non gouvernementales pour l'appui qu'ils ont toujours accordé à ses travaux.

11. Le Comité spécial tient également à exprimer sa profonde gratitude au Directeur du Centre contre l'apartheid, au secrétariat du Comité spécial et à tous les autres membres du Centre contre l'apartheid pour leur efficacité et leur dévouement.

II. RECAPITULATION DES TRAVAUX DU COMITE SPECIAL

A. Mesures prises par l'Assemblée générale à sa trente-sixième session

12. A sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a examiné le point intitulé "Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain" au cours de neuf séances plénières, entre le 27 novembre et le 17 décembre 1982 (voir A/36/PV.75-79, 81, 101-103). Elle a adopté 16 résolutions concernant divers aspects de l'apartheid, fondées pour l'essentiel sur les recommandations du Comité spécial.

13. Dans sa résolution 36/172 A sur la situation en Afrique du Sud, l'Assemblée générale a condamné vigoureusement le régime d'apartheid d'Afrique du Sud pour ses actes de répression brutale ainsi que la torture et le massacre aveugles de travailleurs, d'écoliers et d'autres adversaires de l'apartheid, et les condamnations à mort prononcées contre les combattants de la liberté et s'est dit à nouveau fermement convaincue que le régime d'apartheid était encouragé à perpétrer ces actes criminels par la manière dont de grandes puissances occidentales le protègent contre des sanctions internationales en particulier par les déclarations, politiques et actes du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Elle a condamné, en particulier, les actions des Etats, surtout les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, qui ont accru leurs relations politiques, économiques et militaires avec le régime raciste d'Afrique du Sud malgré les appels répétés de l'Assemblée générale. Elle a prié instamment le Conseil de sécurité de déterminer que la situation en Afrique du Sud, et dans l'ensemble de l'Afrique australe, telle qu'elle résultait des politiques et actions du régime d'apartheid d'Afrique du Sud, constituait une menace grave et croissante à la paix et à la sécurité internationales, et d'imposer contre ce régime des sanctions globales et obligatoires en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Elle a engagé tous les Etats, notamment le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats-Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne, la France et Israël, à prendre d'urgence des mesures efficaces pour mettre un terme à toute collaboration avec l'Afrique du Sud dans les domaines politique, diplomatique, économique, commercial, militaire, nucléaire ou autre conformément aux résolutions appropriées de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale a réaffirmé la légitimité de la lutte que mènent le peuple opprimé de l'Afrique du Sud et son mouvement de libération nationale par tous les moyens à leur disposition, y compris la lutte armée, pour prendre le pouvoir et le donner au peuple, mettre fin au régime d'apartheid et garantir à l'ensemble du peuple sud-africain l'exercice du droit à l'autodétermination; proclamé à nouveau son plein appui au mouvement de libération nationale d'Afrique du Sud, en tant que représentant authentique du peuple sud-africain dans sa lutte légitime de libération; et a félicité les mouvements de libération, notamment l'African National Congress, ainsi que le peuple opprimé d'Afrique du Sud, d'avoir intensifié leur lutte armée contre le régime raciste. Elle a fait appel à tous les Etats pour qu'il fournissent au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale toute l'assistance humanitaire, éducative, financière ou autre dont ils ont besoin dans leur juste lutte.

14. Dans sa résolution 36/172 B, sur l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, l'Assemblée générale a approuvé la Déclaration de Paris sur des sanctions contre l'Afrique du Sud et l'a recommandée à

l'attention de tous les gouvernements et organisations; proclamé l'année 1982 Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud; invité tous les gouvernements ainsi que toutes les organisations et institutions intergouvernementales et non gouvernementales à participer effectivement à la célébration de l'Année en coopération avec l'Organisation des Nations Unies; et prié le Secrétaire général d'encourager la célébration la plus large possible de l'Année et de fournir toute l'assistance nécessaire au Comité spécial dans l'exercice de ses responsabilités.

15. Dans sa résolution 36/172 C, sur les actes d'agression commis par le régime d'apartheid contre l'Angola et d'autres Etats africains indépendants, l'Assemblée générale a condamné les actes d'agression commis sans provocation par le régime raciste d'Afrique du Sud contre l'Angola, les Seychelles et d'autres Etats africains indépendants; prié instamment le Conseil de sécurité d'adopter des mesures efficaces, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, visant à prévenir les ruptures de la paix et les actes d'agression du régime d'apartheid et à écarter ainsi la grave menace qui pèse sur la paix et la sécurité internationales; exigé le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes du régime d'apartheid d'Afrique du Sud du territoire de l'Angola; exigé que l'Afrique du Sud respecte pleinement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Angola et des autres Etats; et invité tous les Etats et toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à fournir un appui moral et matériel au Gouvernement et au peuple de l'Angola et des autres Etats africains indépendants en butte aux actes d'agression, de subversion et de terrorisme du régime d'apartheid.

16. Dans sa résolution 36/172 D, sur des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, l'Assemblée générale a approuvé les déclarations de la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud et les rapports de ses commissions politique et technique, de même que les déclarations des séminaires internationaux organisés par le Comité spécial contre l'apartheid, et les recommandations du Séminaire sur l'élaboration de mesures efficaces destinées à empêcher les sociétés transnationales et d'autres intérêts établis de collaborer avec le régime raciste d'Afrique du Sud, tenu à Genève du 29 juin au 3 juillet 1981. Elle a prié le Conseil de sécurité d'examiner d'urgence les déclarations et rapports susmentionnés en vue d'imposer des sanctions globales et obligatoires contre le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Elle a condamné la collaboration économique et autre que certains Etats occidentaux et autres, en particulier les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République fédérale d'Allemagne et Israël, continuaient d'apporter au régime raciste d'Afrique du Sud. Elle a demandé à tous les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait de rompre toutes relations diplomatiques, militaires, nucléaires, économiques, culturelles, universitaires, sportives et autres avec le régime d'apartheid d'Afrique du Sud; d'appliquer scrupuleusement l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud; d'interdire toute forme de collaboration nucléaire avec elle; de cesser tout commerce direct et indirect et toutes transactions commerciales avec l'Afrique du Sud, de cesser de lui accorder des prêts et d'y effectuer des investissements; de mettre fin à toute activité gouvernementale visant à promouvoir, aider ou faciliter le commerce avec l'Afrique du Sud ou des investissements dans ce pays; d'interdire la vente de Krugerrands; d'empêcher que

des sociétés et des particuliers relevant de leur juridiction ne collaborent avec le régime raciste d'Afrique du Sud; de cesser d'accorder toutes facilités aux compagnies aériennes et maritimes d'Afrique du Sud et d'empêcher leurs compagnies aériennes et maritimes nationales de desservir ce pays; de refuser de délivrer des visas et de fournir d'autres facilités aux athlètes, artistes, artistes de variétés et universitaires sud-africains et d'empêcher effectivement leurs ressortissants d'avoir des contacts culturels, universitaires et sportifs avec l'Afrique du Sud. L'Assemblée générale a invité et autorisé le Comité spécial à poursuivre et intensifier sa campagne en vue de recueillir un appui mondial à l'application de sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud; à renforcer sa coopération avec les syndicats et autres organisations afin de promouvoir des sanctions efficaces contre l'Afrique du Sud; à faire connaître les activités des sociétés transnationales, des institutions financières et autres intérêts qui collaborent avec le régime d'apartheid d'Afrique du Sud; et organiser des conférences et des séminaires et prendre des dispositions concernant la préparation d'études et de publications sur tous les aspects des sanctions contre l'Afrique du Sud et sur la collaboration persistante de gouvernements, sociétés et autres intérêts avec l'Afrique du Sud.

17. Dans sa résolution 36/172 E, sur la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud, l'Assemblée générale a condamné avec force la collusion que les gouvernements de certains pays occidentaux et d'autres Etats, en particulier les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République fédérale d'Allemagne et d'Israël, entretenaient avec le régime raciste d'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire et a engagé la France et tous les autres gouvernements à s'abstenir de fournir au régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud, directement ou indirectement, des installations qui pourraient permettre à ce régime de produire de l'uranium, du plutonium et d'autres matières nucléaires et de fabriquer des réacteurs ou du matériel militaire. Elle a condamné en outre les manœuvres visant à créer une organisation du Traité de l'Atlantique Sud avec le régime raciste d'Afrique du Sud et fait appel au Conseil de sécurité afin qu'il prenne les mesures nécessaires pour empêcher la constitution de cette sinistre organisation. Elle a condamné tous les Etats qui violaient l'embargo sur les armes et continuaient à collaborer avec l'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire, en particulier certains Etats occidentaux et Israël. Elle s'est déclarée profondément préoccupée par les informations concernant les entretiens qui avaient eu lieu récemment entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Afrique du Sud au sujet d'un resserrement de leur collaboration dans le domaine nucléaire et a prié instamment le Conseil de sécurité de prendre immédiatement des mesures pour assurer l'application scrupuleuse et intégrale de l'embargo sur les armes imposé par le Conseil dans sa résolution 418 (1977) ainsi que le contrôle efficace de cet embargo à la lumière du rapport du Comité du Conseil créé par la résolution 421 (1977) concernant la question de l'Afrique du Sud sur les moyens permettant de rendre plus efficace l'embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. L'Assemblée générale a prié à nouveau le Conseil de sécurité de prendre des mesures obligatoires pour renforcer l'embargo sur les armes et assurer la cessation immédiate de toute forme de collaboration avec le régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire. Elle a autorisé le Comité spécial à suivre de près la question du plan et de la capacité d'action de l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire; à poursuivre ses efforts pour promouvoir un embargo global et effectif sur toutes les formes de collaboration militaire et nucléaire

avec le régime raciste d'Afrique du Sud; et à continuer à oeuvrer pour dévoiler tous les faits nouveaux se rapportant à la collaboration militaire et nucléaire avec le régime raciste d'Afrique du Sud, en particulier : la fourniture, en contravention aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies, d'armes, de technologie et autres moyens essentiels, toute tentative visant à constituer une alliance militaire avec le régime raciste d'Afrique du Sud et l'établissement de nouveaux liens d'alliance avec le régime d'apartheid, dans le cadre d'une aggravation des tensions et des conflits sur le plan international.

18. Dans sa résolution 36/172 F concernant l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud l'Assemblée générale a prié instamment le Conseil de sécurité d'envisager l'adoption de mesures efficaces en vue de raffermir et de renforcer l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud, compte tenu des recommandations du Comité du Conseil créé par la résolution 421 (1977) concernant la question de l'Afrique du Sud, de la Déclaration de Paris sur des sanctions contre l'Afrique du Sud et de la Déclaration du Séminaire international relatif à la mise en oeuvre et le renforcement de l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud; invité tous les Etats à prendre des mesures efficaces pour assurer que les organisations gouvernementales et non gouvernementales relevant de leur juridiction cessent toute relation avec les forces militaires et forces de police, l'industrie militaire et les institutions nucléaires de l'Afrique du Sud; et prié tous les Etats concernés de prendre des mesures fermes pour empêcher toute coopération ou tout contact avec le régime d'Afrique du Sud par des alliances militaires auxquelles ils sont parties. Elle a prié tous les Etats d'élargir leur coopération avec le Comité spécial contre l'apartheid et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 (1977) concernant la question de l'Afrique du Sud dans l'accomplissement de leurs mandats respectifs.

19. Dans sa résolution 36/172 G concernant l'embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud, l'Assemblée générale a prié à nouveau le Conseil de sécurité d'envisager d'urgence un embargo obligatoire sur les livraisons de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et prié instamment tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait d'adopter des mesures législatives efficaces et d'autres mesures pour assurer l'application d'un embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud. Elle a prié tous les Etats concernés de prendre des mesures effectives à l'encontre des sociétés et des compagnies de pétroliers qui participaient à l'approvisionnement illégal de l'Afrique du Sud en pétrole et autorisé le Comité spécial contre l'apartheid à poursuivre ses efforts, notamment en entreprenant des missions, en organisant des séminaires et en publiant des études, pour promouvoir un embargo efficace sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud.

20. Dans sa résolution 36/172 H relative à la Conférence internationale de syndicats sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, l'Assemblée générale a invité et autorisé le Comité spécial contre l'apartheid à prendre toutes les mesures nécessaires, en coopération avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation de l'unité syndicale africaine, pour organiser en 1982 une Conférence internationale de syndicats sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, en vue d'élaborer un programme d'action pour l'application de sanctions contre l'apartheid.

21. Dans sa résolution 36/172 I sur le boycottage de l'Afrique du Sud dans les domaines universitaire, culturel et sportif, l'Assemblée générale a félicité le Comité spécial contre l'apartheid de ses efforts en vue de promouvoir un boycottage effectif de l'Afrique du Sud dans les domaines universitaire, culturel et sportif et de mobiliser les personnalités universitaires, culturelles et sportives dans la campagne contre l'apartheid. Elle a noté avec satisfaction la décision du Comité spécial de publier une liste des sportifs, artistes de variétés et autres personnalités se rendant en Afrique du Sud, afin de permettre aux gouvernements et aux organisations de prendre toutes les mesures qu'ils estimeraient appropriées. Elle a condamné les organisations sportives, les sportifs et les organisateurs de manifestations sportives qui collaboraient avec l'Afrique du Sud en violation des résolutions de l'Assemblée générale et de la Déclaration internationale contre l'apartheid dans les sports.

22. Dans sa résolution 36/172 J sur les prisonniers politiques en Afrique du Sud, l'Assemblée générale a exigé à nouveau que le régime raciste d'Afrique du Sud mette un terme à la répression exercée contre la population noire et les autres adversaires de l'apartheid; s'abstienne d'exécuter les personnes condamnées aux termes de ces lois répressives pour des actes motivés par leur opposition à l'apartheid; libère tous les prisonniers politiques en Afrique du Sud; et lève les interdictions frappant les organisations et les organes d'information opposés à l'apartheid. Elle a demandé instamment à tous les gouvernements et organisations intergouvernementales et non gouvernementales de prendre toutes les mesures appropriées en vue de la cessation de la répression et pour la mise en liberté de tous les prisonniers politiques en Afrique du Sud, et de prêter leur coopération au Comité spécial contre l'apartheid.

23. Dans sa résolution 36/172 K concernant les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid, l'Assemblée générale a invité tous les gouvernements et organisations à célébrer chaque année le 9 août en tant que Journée de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie; encouragé le Comité spécial contre l'apartheid à intensifier ses activités en faveur des femmes et des enfants opprimés par l'apartheid et l'a autorisé à organiser des conférences, des séminaires et des missions à cette fin, et fait appel à tous les gouvernements et organisations pour qu'ils offrent des contributions généreuses aux projets des mouvements de libération nationale et des Etats de première ligne destinés à aider les femmes et les enfants réfugiés d'Afrique du Sud.

24. Dans sa résolution 36/172 L sur l'information et l'action du public contre l'apartheid et le rôle des organes d'information dans la lutte contre l'apartheid, l'Assemblée générale a recommandé la Déclaration du Séminaire international sur la publicité et le rôle que les organes d'information peuvent jouer pour mobiliser l'opinion internationale contre l'apartheid, tenu à Berlin du 31 août au 2 septembre 1981, et prié le Secrétaire général de prendre des mesures pour assurer la plus large diffusion possible de la Déclaration de Berlin. Elle a prié le Comité spécial contre l'apartheid de prendre toutes les mesures appropriées en vue de l'application des recommandations du Séminaire international sur la publicité et le rôle que les organes d'information peuvent jouer pour mobiliser l'opinion internationale contre l'apartheid, y compris la publication d'études d'experts et l'organisation de séminaires nationaux et régionaux destinés aux journalistes et prié le Secrétaire général et le Comité spécial de veiller tout particulièrement à

encourager l'action des organisations non gouvernementales et des organes d'information dans la campagne internationale contre l'apartheid. Elle a demandé à toutes les organisations non gouvernementales qui ne l'avaient pas encore fait de renoncer à toute forme de collaboration avec le régime d'apartheid et les institutions fondées sur la discrimination raciale en Afrique du Sud et prié le Secrétaire général de prêter sa coopération au Comité spécial dans ses efforts pour s'informer et informer le public de la collaboration de certaines organisations non gouvernementales avec le régime et les institutions d'apartheid d'Afrique du Sud, et les persuader de renoncer à cette collaboration.

25. Dans sa résolution 36/172 M sur les relations entre Israël et l'Afrique du Sud, l'Assemblée générale a considéré que la collaboration entre les deux pays, notamment dans les domaines militaire et nucléaire, constituait un obstacle sérieux à l'action internationale en vue de l'élimination de l'apartheid, un encouragement au régime raciste d'Afrique du Sud à persister dans sa politique criminelle d'apartheid et un acte hostile à l'encontre du peuple opprimé d'Afrique du Sud et de tout le continent africain, et qu'elle représentait une menace à la paix et la sécurité internationales. Elle a condamné énergiquement la collaboration continue et croissante d'Israël avec le régime raciste d'Afrique du Sud, surtout dans les domaines militaire et nucléaire; exigé qu'Israël renonce et mette fin immédiatement à toutes les formes de collaboration avec l'Afrique du Sud, en particulier dans les domaines militaire et nucléaire, et respecte scrupuleusement les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité; et prié le Comité spécial contre l'apartheid de garder la question constamment à l'étude et de faire rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité selon qu'il conviendrait.

26. Dans sa résolution 36/172 N sur le programme de travail du Comité spécial contre l'apartheid, l'Assemblée générale a réaffirmé le mandat du Comité spécial contre l'apartheid concernant la promotion de la campagne internationale contre l'apartheid conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et approuvé le rapport du Comité spécial à l'Assemblée lors de sa trente-sixième session, en particulier les recommandations du Comité sur son programme de travail. Elle a prié tous les gouvernements, les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations, de coopérer avec le Comité spécial dans l'accomplissement de ses tâches.

27. Dans sa résolution 36/172 O sur les investissements en Afrique du Sud, l'Assemblée générale a prié de nouveau instamment le Conseil de sécurité d'examiner la question à une date rapprochée en vue de prendre des mesures efficaces pour mettre un terme à de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud et à de nouveaux prêts financiers à ce pays.

28. Dans sa résolution 36/172 P sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, l'Assemblée générale a félicité le Secrétaire général et le Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud des efforts qu'ils déployaient pour accroître l'assistance humanitaire et juridique fournie aux personnes qui sont persécutées en vertu d'une législation répressive et discriminatoire en Afrique du Sud et en Namibie, ainsi que pour aider les familles de ces personnes et les réfugiés venus d'Afrique du Sud et lancé un appel pour que des contributions généreuses et accrues soient versées au Fonds d'affectation spéciale.

29. A sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a également adopté un certain nombre d'autres résolutions ayant trait à la question de l'apartheid. On mentionnera en particulier les résolutions 36/8, 36/9, 36/11, 36/12, 36/13, 36/51, 36/52, 36/53, 36/68, 36/69, 36/80, 36/86, 36/121 et 36/162.

B. Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud

30. Tout au long de l'année passée, le Comité spécial s'est efforcé dans toute la mesure du possible de planifier et de promouvoir la célébration effective de l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud. Son programme de travail a été constamment orienté vers cette fin. Le 11 janvier 1982, il a tenu une réunion spéciale afin de marquer le début de l'Année internationale.

31. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Oleg Troyanovsky (URSS), Président du Conseil de sécurité, M. Francis Kasina (Kenya), représentant du Président de l'Organisation de l'unité africaine, et M. J. Dennis Akumu, Secrétaire général de l'Organisation de l'unité syndicale africaine, ont fait des déclarations ainsi que le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine, au nom des pays socialiste représentés au Comité spécial, et le Président du Comité spécial (A/AC.105/SR.488).

32. Dans sa déclaration, le Président du Comité spécial a notamment affirmé :

"Il n'a fallu à l'Assemblée générale des Nations Unies que deux semaines pour proclamer l'année 1982 Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud.

En prenant cette mesure exceptionnelle, l'Assemblée générale et les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont insisté sur l'urgence d'une action collective des gouvernements, des organisations et des particuliers afin de faire face à la grave situation créée par la politique et les actes du régime de Pretoria, notamment par son oppression inhumaine de la grande majorité du peuple sud-africain et la multiplication de ses actes de terrorisme, de subversion, de déstabilisation et d'agression contre des Etats africains indépendants.

Pour quiconque a suivi avec une grande objectivité l'évolution de la situation en Afrique australe l'an dernier, il est manifeste qu'il est nécessaire d'entreprendre, d'urgence, une action collective. Il suffit de mentionner ici l'agression massive et continue contre la République populaire d'Angola, la grave menace à la sécurité de la Zambie, du Zimbabwe, du Mozambique et du Lesotho, ainsi que la tentative de priver 1,5 million d'Africains de leur citoyenneté par la proclamation de la prétendue 'indépendance' du Ciskei.

La Conférence internationale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud, tenue à Paris en 1981, a démontré que des Etats de toutes les régions du monde et ayant des idéologies différentes appuyaient massivement l'adoption de sanctions.

Cette conférence a mis en relief la nécessité de mobiliser les gouvernements, les organisations et les particuliers pour exiger des sanctions obligatoires et globales contre l'Afrique du Sud. Elle a également encouragé les Etats et groupes d'Etats à prendre des mesures unilatérales en attendant une action du Conseil de sécurité.

La Conférence de Paris a souligné que les défenseurs de la liberté en Afrique du Sud représentaient l'immense majorité de l'humanité. Ils ont le pouvoir, par un effort concerté, d'entreprendre une action internationale efficace.

Nous devons constamment offrir aux puissances qui continuent à refuser de prendre des sanctions contre l'Afrique du Sud ainsi qu'à leur population le choix entre la crédibilité et l'hypocrisie, entre la sympathie pour un système d'apartheid condamné et l'amitié avec la plus grande partie de l'humanité ..."

33. A l'occasion du lancement de l'Année internationale, des messages ont été reçus de M. Ismat T. Kittani (Iraq), président de l'Assemblée générale, de M. Salim A. Salim, ministre des affaires étrangères de la République-Unie de Tanzanie et président de la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, ainsi que de l'archevêque Trevor Huddleston, président du British Anti-Apartheid Movement (Mouvement anti-apartheid britannique).

34. Le 16 février 1982, le Comité spécial a exprimé sa profonde satisfaction devant la décision prise par le Comité paritaire de l'Assemblée consultative des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et de la Communauté économique européenne (CEE), lors de sa réunion de Salisbury, d'encourager la participation la plus large possible à la célébration de l'Année internationale, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies.

35. Le 17 février 1982, le Président du Comité spécial a adressé une lettre à tous les représentants permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies, appelant l'attention de leurs gouvernements sur le programme de l'Année internationale et les invitant à participer efficacement à la célébration de cette année.

36. Le Président a également adressé une lettre aux institutions spécialisées des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales afin d'appeler leur attention sur le programme de l'Année internationale.

37. Le même jour, le Président a adressé une lettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le priant de donner pour instructions à tous les services intéressés du Secrétariat, et plus particulièrement au département de l'information et à tous les bureaux des Nations Unies d'accorder une haute priorité à la promotion d'activités dans le cadre de l'Année internationale et de coopérer avec le Comité spécial. Il a également prié le Secrétaire général d'encourager les institutions spécialisées à célébrer l'Année et de coordonner les plans des organismes des Nations Unies.

38. En célébrant la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité spécial a souligné les objectifs de l'Année internationale.

39. Pendant toute l'année, à l'occasion de toutes ses missions et consultations, et dans le cadre d'autres activités, le Comité spécial a pris des mesures en vue d'encourager la célébration effective de l'Année internationale.

C. Actes d'agression commis par l'Afrique du Sud contre les Etats voisins

40. Le Comité spécial a continué d'appeler l'attention de la communauté internationale sur la gravité de la situation régnant en Afrique australe, du fait de la politique d'agressiuon du régime sud-africain. Il a souligné que les actes commis en Afrique australe constituaient non seulement une menace contre la paix internationale mais des ruptures répétées de la paix et des actes d'agression contre des Etats africains indépendants.

1. Audition sur la menace contre la paix en Afrique australe et l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies visant à mettre fin à la collaboration militaire, nucléaire et autre avec l'Afrique du Sud

41. Le Comité spécial a tenu, le 14 juin 1982, une audition sur "la menace contre la paix en Afrique australe et l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies visant à mettre fin à la collaboration militaire, nucléaire et autre avec l'Afrique du Sud". Un certain nombre de personnes et experts de renom ont participé à l'audition. Il s'agit des personnalités ci-après : le général Costa Gomez, ancien président du Portugal; M. Abdul Samad Minty, directeur de la Campagne mondiale contre la collaboration nucléaire et militaire avec l'Afrique du Sud; M. Ulrich Albrecht, professeur à l'Université libre de Berlin-Ouest; M. Allan S. Krasse, professeur au Hampshire College, Amherst (Massachusetts); M. Ronald Walters, professeur à l'Université Howard (Washington D.C.); Mlle Gay McDougall, directrice du Southern Africa Project (Lawyers'Committee for Civil Rights under Law) (Washington D.C.), M. Romesh Chandra, président du Conseil mondial de la paix; M. Abdullaye Diallo, membre du Conseil présidentiel de la République de Guinée et M. James Lamond, membre du Parlement britannique (A/AC.115/SR.499 et 500).

42. A l'issue de cette audition, le Comité spécial a adopté une déclaration qui a été portée à l'attention de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, et du Conseil de sécurité.

43. Cette déclaration stipulait notamment ce qui suit :

"Le Comité spécial appelle de nouveau instamment l'attention de la communauté internationale sur les actes d'agression, de subversion, de terrorisme et de déstabilisation que ne cesse de perpétrer le régime raciste d'Afrique du Sud contre des Etats africains indépendants ainsi que sur l'oppression brutale dont est victime le peuple sud-africain. Cette situation représente non seulement une menace contre la paix mais aussi des ruptures constantes de la paix et, en fait, une guerre larvée contre toute la région.

Le renforcement récent des forces militaires sud-africaines et les efforts frénétiques du régime d'apartheid pour acquérir une capacité nucléaire et brandir la menace nucléaire soulignent les très graves dangers que court la paix en Afrique, dans l'océan Indien et dans l'Atlantique sud et en fait dans le monde entier.

Le Comité spécial note avec la plus grande inquiétude qu'un certain nombre de gouvernements, de sociétés et d'institutions, en violation des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, continuent à collaborer avec l'Afrique du Sud, dans les domaines militaires et nucléaires et que les Etats-Unis d'Amérique notamment ont relâché leur embargo sur les armes, et leur embargo nucléaire.

Le Comité spécial demande que soient prises d'urgence des sanctions efficaces contre l'Afrique du Sud, dans les domaines militaire, nucléaire et autres et que l'opinion publique mondiale soit mobilisée à cette fin" (voir A/S-12/AC.1/21; S/15247, annexe).

2. Autres activités

44. Après avoir maintes fois refusé d'admettre qu'il commettait des actes d'agression continus contre la République populaire d'Angola, le régime de Pretoria a reconnu qu'il avait lancé, en décembre 1981, une vaste offensive militaire contre ce pays, que ses troupes avaient pénétré jusqu'à quelque 240 km à l'intérieur du territoire angolais et que l'invasion avait duré 18 jours. Le 10 décembre 1981, dans une déclaration condamnant cet acte d'agression, le Président du Comité spécial a dit :

"Le Comité spécial a fait observer que ce dont la communauté internationale était témoin en Afrique australe n'était pas seulement une menace contre la paix internationale mais des ruptures répétées de la paix et des actes d'agression. Les puissances occidentales ont toujours refusé de reconnaître cette menace, donnant des interprétations peu convaincantes de ce terme. Toutefois, après que le régime de Pretoria eut reconnu les faits, qui peut contester que la République populaire d'Angola a été victime d'un nouvel acte d'agression cynique et qu'il y a eu une nouvelle rupture de la paix? ...

J'espère qu'il sera possible, même à cette heure tardive, de convaincre les Etats occidentaux membres permanents du Conseil de sécurité de reconnaître la nécessité impérieuse de prendre des mesures efficaces en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et d'assumer les responsabilités solennelles qui leur incombent en vertu de la Charte."

45. A sa 495ème séance, le Comité spécial a entendu une déclaration du représentant de la République démocratique allemande, en sa qualité de membre de la mission auprès des Etats de première ligne (voir aussi les paragraphes 93 à 97), qui a appelé l'attention du Comité sur la gravité de la situation provoquée en Afrique australe par la politique d'agression menée par l'Afrique du Sud. Il a déclaré que le régime raciste maintenait une pression constante sur la frontière angolaise par ses violations de l'espace aérien du pays et par des incursions de troupes hélicoptérées appuyées par des attaques de l'infanterie et des unités de véhicules blindés. Il procédait aussi au minage de champs, de routes et de ponts et à la destruction de toutes sortes de ressources naturelles et de moyens de production. Le représentant a ajouté :

"Les actes brutaux d'agression constamment perpétrés par le régime raciste d'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola, qui posent

une très grave menace à la paix et à la sécurité internationales, confirment une fois de plus que l'Assemblée générale des Nations Unies était fondée, à sa trente-sixième session, de noter dans sa résolution 36/172 que le régime d'apartheid avait été encouragé à se livrer à ces actes criminels par la protection apportée par de grandes puissances occidentales contre les sanctions internationales, en particulier par les déclarations, politiques et actions du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique."

D. Collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud

46. Le Comité spécial n'a cessé de souligner que toute aide permettant à l'Afrique du Sud d'accroître son arsenal militaire, constituait un acte hostile à l'encontre du peuple opprimé d'Afrique du Sud et des Etats africains indépendants.

47. Le 14 décembre 1981, le Comité spécial a appris que le Ministre israélien de la défense s'était rendu en Namibie. Le Président du Comité spécial a publié le même jour une déclaration (GA/AP/1277) condamnant cette visite; il a notamment affirmé :

6 "Au nom du Comité spécial, je dois également dire à quel point j'ai été choqué d'apprendre que le Ministre israélien de la défense a demandé, en même temps que de nombreux analystes militaires américains et de l'OTAN qu'on livre des armes plus modernes à l'Afrique du Sud. Le Gouvernement américain et l'OTAN ont maintes fois assuré le Comité spécial qu'ils ne collaboraient pas sur le plan militaire avec l'Afrique du Sud. La communauté internationale est donc en droit de leur demander une explication immédiate."

48. Le Président a ajouté que les constants démentis opposés par le Gouvernement israélien au sujet de sa collaboration avec l'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire, dénégations reprises par le représentant de ce pays à l'Assemblée générale le 30 novembre 1981, s'étaient révélés de nouveaux entièrement faux.

49. Apprenant que le Gouvernement des Etats-Unis avait relâché son embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud, le Président a publié le 1er mars 1982, une déclaration (GA/AP/1298) dans laquelle il a affirmé que, ce faisant, les Etats-Unis, sous prétexte d'autoriser, la vente de fournitures prétendument non militaires aux cadres militaire sud-africaine, ne pouvaient qu'encourager le régime de Pretoria à poursuivre ses crimes. Le Président a rappelé que le 17 décembre 1981, l'Assemblée générale avait adopté, à une majorité écrasante de 138 voix contre zéro, avec 7 abstentions, une résolution relative à un embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud dans laquelle elle avait prié instamment le Conseil de sécurité d'envisager l'adoption de mesures efficaces en vue de raffermir et de renforcer l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud. L'Assemblée avait par ailleurs proclamé l'année 1982 Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud afin de promouvoir une action internationale efficace visant à éliminer l'apartheid et à écarter la menace croissante contre la paix et la sécurité internationales. Le Président a exprimé l'espoir qu'il serait possible de convaincre le Gouvernement des Etats-Unis de revenir sur sa regrettable décision et de se joindre à une action internationale efficace contre l'apartheid.

50. En mai, l'attention du Comité du spécial a été appelée sur les informations selon lesquelles le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aurait pris de nouvelles mesures afin d'autoriser l'exportation de matériel nucléaire à double usage vers l'Afrique du Sud. Le 21 mai 1982, le Président par intérim a publié une déclaration (GA/AP/1342) dans laquelle il a exprimé, au nom du Comité spécial, son indignation devant les tentatives du Gouvernement des Etats-Unis de renforcer sa collaboration avec le régime d'apartheid dans les domaines militaire et nucléaire. Il a déclaré qu'en commettant cet acte monstrueux, ce gouvernement contrevenait aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. En outre, a-t-il ajouté, un éminent physicien nucléaire américain se serait rendu en Afrique du Sud sur l'invitation du Council of Scientific and Industrial Research (Conseil de la recherche scientifique et industrielle). Pendant son séjour en Afrique du Sud, il aurait fait une communication au sujet de l'influence de la technologie sur la guerre au XXe siècle.

51. Le Président par intérim a ajouté :

"Je lance un appel à toutes les forces éprises de paix, aux Etats-Unis et dans le monde entier, pour qu'elles appuient, dans toute la mesure du possible, le Comité spécial et l'Assemblée générale qui exigent que le régime raciste d'Afrique du Sud soit totalement isolé, afin d'empêcher notamment que le régime d'apartheid ne poursuive sa politique d'aventurisme militaire, et ne renforce son arsenal nucléaire."

52. Le 8 juin 1982, le Président par intérim a envoyé un message au Séminaire international sur la situation militaire en Namibie et en ce qui concerne la Namibie. Il a fait observer que le Comité spécial avait à maintes reprises condamné les actes d'agression que continuait de commettre le régime d'apartheid contre des Etats africains indépendants. L'Afrique du Sud avait utilisé du territoire international qu'elle occupait illégalement, comme base d'opérations d'où elle multipliait les actes d'agression, entraînant des pertes massives en vies humaines et la destruction des infrastructures économiques. Le Président par intérim a déclaré que le régime d'apartheid portait la responsabilité des nombreuses ruptures de la paix qui constituaient une menace de plus en plus grave contre la paix et la sécurité internationales. Ce régime avait en outre continué à se procurer du matériel militaire, la technologie et les connaissances techniques nécessaires pour développer son industrie d'armement et se doter d'une capacité nucléaire. Le Président a ajouté :

"Dans ce processus, le régime raciste a notamment fait appel à la coopération d'Israël et de Taïwan. Dans sa résolution 36/172 E, l'Assemblée générale a condamné la coopération actuelle avec l'Afrique du Sud dans les domaines nucléaire et militaire et engagé tous les gouvernements à s'abstenir de fournir au régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud, directement ou indirectement, des installations qui pourraient permettre à ce régime de produire de l'uranium, du plutonium et d'autres matières nucléaires et de fabriquer des réacteurs et d'autres matériels militaires. Au nom du Comité spécial, je prie instamment les gouvernements et les organisations de prendre immédiatement des mesures pour assurer l'application scrupuleuse et intégrale de l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 418 (1977). Le Conseil doit prendre des mesures obligatoires pour

renforcer l'embargo sur les armes et assurer la cessation immédiate de toute forme de collaboration avec le régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire. La communauté internationale doit manifester une plus grande solidarité tant sur le plan matériel que moral, avec les mouvements de libération nationale d'Afrique australe et les Etats de première ligne victimes de la politique d'agression du régime sud-africain."

E. Collaboration économique et autres avec l'Afrique du Sud

53. Le Comité spécial a continué de suivre l'évolution de la situation en ce qui concerne la collaboration économique et autre avec l'Afrique du Sud. Il a condamné à de nombreuses reprises la collaboration continue de certains Etats occidentaux et d'Israël, ainsi que des sociétés transnationales avec l'Afrique du Sud, en ce qu'elle constitue une des causes essentielles de l'escalade des actes d'agression de l'Afrique du Sud contre des Etats africains indépendants, de la continuation de sa politique d'oppression contre le peuple sud-africain et son mouvement de libération nationale et de son occupation illégale de la Namibie. Lors de ses réunions, au cours de ses missions, et dans le cadre de conférences et séminaires internationaux auxquels il s'était fait représenter et d'autres façons appropriées, le Comité spécial a déploré l'attitude des Etats qui poursuivaient et renforçaient leur collaboration avec l'Afrique du Sud.

1. Embargo sur le pétrole

54. Cette année, le Comité spécial a accordé une attention particulière conformément à la résolution 36/172 G de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1981, aux consultations visant à promouvoir un embargo efficace sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud, compte tenu des dispositions du paragraphe 5 de cette résolution autorisant le Comité spécial, "en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les pays exportateurs de pétrole à organiser s'il y a lieu, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une conférence des pays exportateurs de pétrole qui ont imposé un embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud, afin d'envisager des arrangements nationaux et internationaux de nature à assurer l'application effective de l'embargo sur le pétrole qu'ils ont décrété."

55. A cet égard, le Président a tenu de nombreuses consultations au cours de la mission qu'il a entreprise au Moyen-Orient et en Europe occidentale en avril 1982.

2. Collaboration économique

56. Dans une déclaration publiée le 17 septembre 1981, le Président a exprimé sa profonde satisfaction de l'annonce du Conseil oecuménique des églises qui a fait savoir qu'il rompait toute relation avec l'Union de banques suisses, la Société de banque suisse et la Dresdner Bank de la République fédérale d'Allemagne, en raison de l'appui financier important qu'elles accordaient au régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Dans un télégramme envoyé le même jour, le Président a félicité le Conseil oecuménique pour cette action énergique.

57. Le 8 octobre 1981, le Président a adressé une lettre au Secrétaire général, appelant son attention sur des informations selon lesquelles l'agence de voyage

Thomas Cook et la compagnie aérienne United Airlines avaient créé une société à Johannesburg pour promouvoir les voyages entre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis. Il a prié le Secrétaire général de mener une enquête sur cette affaire et de prendre des mesures appropriées conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

58. Dans une réponse datée du 12 octobre 1981, le Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion a déclaré, au nom du Secrétaire général, qu'il avait pris les mesures nécessaires pour enquêter d'urgence sur cette affaire.

59. Dans une lettre datée du 10 février 1982, le Président a appelé l'attention du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur des rapports de presse selon lesquels le régime sud-africain aurait pris des dispositions en vue d'emprunter 222,6 millions de rands (soit plus de 250 millions de dollars) au Fonds monétaire international. Le Président a déclaré :

"Je me permets de vous rappeler que, dans sa résolution 36/172 D du 17 décembre 1981, l'Assemblée générale a prié à nouveau les Etats membres du Fonds monétaire international de prendre les mesures nécessaires pour refuser toute assistance et facilités commerciales ou autres au régime raciste d'Afrique du Sud. Elle a prié en outre le Secrétaire général d'entamer d'urgence des consultations avec le Fonds monétaire international pour le convaincre d'observer les résolutions réitérées de l'Organisation des Nations Unies concernant la collaboration avec le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session.

Le Comité spécial estime que l'octroi par le FMI d'un crédit important au régime sud-africain, si peu de temps après l'adoption de cette résolution soulève un grave problème."

Le Président a prié le Secrétaire général de prendre toutes les mesures appropriées.

3. Admission de l'Afrique du Sud et du "Transkei" à l'Association médicale mondiale

60. Lors de son assemblée annuelle, qui s'est tenue à Lisbonne du 28 septembre au 2 octobre 1981, l'Association médicale mondiale (AMM) a décidé d'admettre parmi ses membres la Medical Association of South Africa (MASA) et la Medical Association du prétendu "Transkei". Le Comité spécial, qui a lancé un appel à l'AMM pour qu'elle s'abstienne de prendre une telle mesure, a dénoncé la décision de l'Association et demandé aux gouvernements et organisations de prendre des dispositions appropriées.

61. Ultérieurement, le Président du Sous-Comité de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration avec l'Afrique du Sud, représentant le Comité spécial à une réunion du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le 27 janvier 1982 a demandé à l'Organisation de cesser toute relation officielle avec l'AMM.

62. Le Conseil exécutif a décidé que l'OMS n'entretiendrait plus de relations officielles avec l'AMM tant que l'Association n'aurait pas expulsé la MASA et la

Medical Association du Transkei. Seuls les Etats-Unis d'Amérique ont voté contre cette décision et le Japon s'est abstenu. Le Comité spécial a pris note avec satisfaction de la décision de l'OMS.

63. Le 7 avril 1982, le Comité spécial a tenu une consultation avec la délégation de la région africaine de l'AMM. La délégation était composée du Dr O. O. Adkunle (Nigéria), du Dr Albert Boohene (Ghana), du Pr J. N. Togba (Libéria) et du Dr Dali Raffat Mrad (Tunisie) (A/AC.115/SR.496).

64. Le Dr O. O. Adekunle a annoncé lors de cette réunion que les sept associations africaines membres de l'AMM avaient décidé de se retirer de cet organisme car son mode de votation favorisait nettement certaines associations et parce que la Medical Association of South African (MASA) ne satisfaisait pas aux critères d'admission à l'Association. Le Dr Adekunle a demandé que des mesures efficaces soient également prises afin de réagir contre l'attitude de l'AMM qui est disposée à accepter la MASA et la Medical Association du Transkei parmi ses membres. Il a suggéré un retrait massif de l'AMM et la création d'une autre association médicale mondiale.

4. Autres formes de collaboration

65. L'attention du Comité spécial a également été appelée sur le fait que la Fédération internationale des hôpitaux (FIH) avait admis parmi ses membres l'Afrique du Sud ainsi que les Etats soi-disant "indépendants du Transkei" et du "Bophuthatswana". La Fédération ayant tenu son congrès à Sydney (Australie), le Président a adressé, le 14 septembre 1981, une lettre au représentant permanent de ce pays dans laquelle il a exprimé l'espoir du Comité spécial que le Gouvernement australien prendrait les mesures nécessaires pour refuser toute forme de reconnaissance aux bantoustans prétendument "indépendants" et n'établir aucune relation avec eux.

66. Le Comité spécial a appris que la 11ème conférence de l'Association internationale de la recherche sur la pollution des eaux se tiendrait au Cap (Afrique du Sud) du 29 mars au 2 avril 1982. Dans une communication datée du 15 janvier 1982 qu'il a adressée au Président de cette association, le Président du Comité spécial a demandé à l'Association de s'abstenir de toute forme de collaboration avec le régime de l'apartheid et ses institutions. Il lui a demandé instamment d'annuler la conférence susmentionnée.

67. Dans une lettre datée du 18 février 1982 qu'il a adressée au président de CBS News, le Président a exprimé son inquiétude au sujet du programme de CBS intitulé "60 minutes", qui a diffusé un documentaire spécial sur l'Etat soi-disant "indépendant" du Bophuthaswana.

F. Activités contre l'apartheid dans les sports

1. Auditions sur les sports et l'apartheid

68. Le 11 mai 1982, le Comité spécial a tenu une audition sur les sports et l'apartheid à laquelle ont participé, à son invitation, les personnes ci-après : Mme Evelyn Herberg, athlète de la République démocratique allemande;

M. Bishen Singh Bedi, joueur de cricket indien; M. Noel Carroll, athlète irlandais; M. Clive Lloyd, joueur de cricket guyanien; M. John Conteh, boxeur britannique; Dr. Richard Logan, joueur de rugby américain; M. Paul Stephenson, organisateur sportif britannique et M. Sam Ramsammy, président du South African Non-Racial Olympic Committee (A/AC.115/SR.497).

69. Dans sa déclaration, le Président a affirmé qu'il ne pouvait pas y avoir d'égalité dans les sports ni de collaboration avec l'Afrique du Sud tant que l'apartheid n'était pas totalement éliminé et tant que la population tout entière ne jouissait pas de droits égaux et de possibilités égales dans les domaines économique, social et politique. Le boycottage des sports doit s'intensifier et doit être maintenu jusqu'à ce que l'apartheid soit totalement éliminé.

2. Liste des contacts sportifs avec l'Afrique du Sud,
1er avril-31 décembre 1981

70. On se rappellera que le Comité spécial avait décidé en 1980 de publier une liste des contacts sportifs avec l'Afrique du Sud afin d'encourager la pleine application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies pour que cessent tous les échanges sportifs avec l'Afrique du Sud.

71. Le Comité a noté que, si la plupart des gouvernements et des organismes sportifs internationaux avaient pris des mesures pour boycotter le régime d'apartheid dans le domaine des sports, certains sportifs, organisateurs et d'autres particuliers ou organisations collaboraient activement avec des organismes sportifs d'apartheid, leur permettant de poursuivre leurs rencontres internationales.

72. La liste était dressée pour faire prendre conscience aux personnes concernées de la répugnance que ressent la majeure partie de l'humanité à l'égard de l'apartheid et de ses partisans. Les nombreux sportifs, organismes sportifs et organisateurs qui étaient attirés en Afrique du Sud par l'attrait du gain, résultant de l'exploitation brutale des Noirs, savaient que s'ils fraternisaient avec le régime de l'apartheid et en obtenaient des avantages, ils ne pouvaient espérer fraterniser avec les sportifs de nombreux autres pays ni gagner de l'argent dans ces pays.

73. Le Comité spécial a noté avec satisfaction que la première liste publiée le 15 mai 1981 a été accueillie avec un très grand intérêt et a permis de mettre l'accent sur les violations des résolutions de l'Organisation des Nations Unies demandant le boycottage du régime de l'apartheid dans les sports 1/. Les sportifs ont été moins nombreux à concourir en Afrique du Sud après la publication de ce document. Un certain nombre de sportifs ont fait connaître leur intention de ne pas participer à des rencontres en Afrique du Sud et d'autres reconsidéreraient leur position de crainte d'être exclus des compétitions dans de nombreux pays, sinon du fait d'une opposition résolue au régime d'apartheid. L'Afrique du Sud a été contrainte d'organiser des tournées sportives clandestines pour éviter d'attirer davantage l'attention de l'opinion publique.

74. L'Assemblée générale, dans sa résolution 36/172 I du 17 décembre 1981, a noté avec satisfaction la décision du Comité spécial de publier cette liste "afin de permettre aux gouvernements et aux organisations de prendre toutes les mesures qu'ils estimeraient appropriées."

75. Le Comité spécial a publié le 1er mars 1982 la deuxième liste des contacts sportifs avec l'Afrique du Sud, portant sur la période du 1er avril au 31 décembre 1981. Cette liste était composée de deux parties :

- a) Une récapitulation des échanges sportifs avec l'Afrique du Sud classés par catégorie;
- b) Une énumération des sportifs et sportives ayant participé à des rencontres sportives en Afrique du sud, classés par pays.

76. Le 31 mars 1982, le Président a communiqué cette liste aux diverses organisations participant à la lutte contre l'apartheid.

3. Autres activités

77. Le 14 septembre 1981, le Président a fait une déclaration dans laquelle il a exprimé sa préoccupation au sujet de la tournée aux Etats-Unis de l'équipe de rugby sud-africaine des Springboks. Il a vivement déploré, au nom du Comité spécial, que le Gouvernement des Etats-Unis n'ait pris aucune mesure pour empêcher la tournée de cette équipe d'apartheid, malgré les appels lancés par le Comité spécial, par les Etats africains et par le président du Comité international olympique.

78. Le Président a également adressé des télégrammes à M. Hugh Carey, Gouverneur de l'Etat de New York ainsi qu'à M. Peter Korn, Administrateur de la ville de Rochester, leur demandant instamment de s'efforcer d'annuler les rencontres prévues à Albany et à Rochester. Ayant appris qu'Albany ne recevrait pas l'équipe des Springboks, le Président a envoyé un autre télégramme au Gouverneur Hugh Carey lui exprimant sa gratitude pour cette décision.

79. Le 14 septembre, le Président a publié une déclaration au sujet de la tournée de l'équipe de rugby sud-africaine en Nouvelle-Zélande. Il a notamment affirmé :

"Je me dois d'exprimer à nouveau ... la déception du Comité spécial devant l'attitude du Gouvernement néo-zélandais qui, tout en se déclarant opposé à cette tournée, s'est abstenu, en dépit des nombreux appels lancés par le Comité spécial et par d'autres organismes, de prendre des mesures appropriées pour empêcher cette tournée. Il a par contre constamment attaqué le mouvement anti-apartheid, fourni des services de police pour protéger, à grands frais, l'équipe sud-africaine, et autorisé le recours à la violence contre des manifestants qui, agissant selon leur conscience, intervenaient individuellement et collectivement pour empêcher la venue de l'équipe sud-africaine sur le territoire néo-zélandais.

J'espère que le Gouvernement néo-zélandais tirera les leçons de cette expérience et révisera sa politique en reconnaissant la profondeur des convictions de la majorité du peuple néo-zélandais et du reste de l'humanité."

80. Le 23 octobre, le Président a adressé une lettre au représentant permanent des Pays-Bas, appelant son attention sur une brochure publiée par la compagnie aérienne nationale (KLM) et distribuée dans les organisations et les clubs sportifs d'Afrique du Sud réservés aux Blancs, dans le but de les aider à participer à des

compétitions internationales. Il a demandé au Gouvernement néerlandais de prendre d'urgence des mesures à cet égard.

81. Dans sa réponse datée du 12 novembre 1981, le représentant permanent des Pays-Bas a déclaré que la direction de la compagnie KLM avait déjà demandé à son agence en Afrique du Sud d'arrêter la distribution de cette brochure et de faire renvoyer les exemplaires déjà distribués. Depuis lors, KLM n'a participé à l'organisation d'aucune tournée sportive.

82. Le 8 décembre, le Président a publié une déclaration félicitant la Welsh Rugby Union d'avoir annulé la tournée qu'elle projetait en Afrique du Sud.

83. Lors de la réunion que le Comité spécial a tenue le 10 février 1982, le Président a lancé un appel au Gouvernement des Etats-Unis pour qu'il prenne d'urgence des mesures afin d'empêcher qu'un arrêté d'expulsion ne soit pris contre M. Dennis Brutus, professeur de littérature africaine à l'Université Northwestern, Illinois, et dirigeant de mouvements sportifs non raciaux en Afrique du Sud depuis 20 ans.

84. Le 3 mars 1982, le Président a publié une déclaration (GA/AP/1300/Rev.1) condamnant la tournée des joueurs de crickets britanniques en Afrique du Sud, qui constitue un affront au peuple opprimé d'Afrique du Sud.

85. L'attention du Comité spécial a été appelée sur le fait que les Harlem Globetrotters de New York envisageaient de se rendre en Afrique du Sud. Dans un télégramme daté du 11 mai 1982, qu'il a adressé au président de cette équipe, le Président a demandé instamment aux Harlem Globetrotters d'annuler cette visite et de renoncer à tout autre contact avec le régime de l'apartheid.

86. Le 14 mai 1982, le Comité spécial a appris avec une grande satisfaction que les Harlem Globetrotters avaient annulé leur tournée prévue en Afrique du Sud. Dans une lettre qu'il a adressée à son président, le Président par intérim a exprimé la satisfaction du Comité spécial.

87. Dans une lettre datée du 1er avril 1982, le Président a exprimé sa profonde satisfaction au Gouvernement danois pour avoir refusé de délivrer des visas aux joueurs de tennis sud-africains qui envisageaient de participer aux Championnats danois de tennis en salle de 1982.

G. Activités contre l'apartheid dans le domaine culturel

1. Promotion de la création d'un comité d'artistes du monde entier contre l'apartheid

88. Le Comité spécial a encouragé l'initiative de M. Ernest Pignon-Ernest, un peintre français, qui désire promouvoir l'établissement d'un comité d'artistes du monde entier contre l'apartheid et organiser une exposition internationale contre l'apartheid. Le Comité l'a invité à participer à des consultations en octobre 1981 pour examiner de quelle manière il pouvait contribuer à l'organisation de cette exposition. Le Comité des artistes du monde entier, qui comprend des artistes éminents de nombreux pays a été créé le 10 décembre 1981. A cette occasion, le Président du Comité spécial a envoyé le message suivant :

"Au nom du Comité spécial contre l'apartheid, je me félicite de tout coeur de la création à Paris du Comité d'artistes du monde entier contre l'apartheid ...

Le Comité spécial estime que les artistes et autres intellectuels peuvent jouer un rôle important dans le soutien de la lutte pour la liberté et la dignité humaine en Afrique du Sud."

2. Consultation avec M. Ian Hall, directeur musical au Union of London Choir

89. Le 19 février 1982, le Comité spécial s'est entretenu avec M. Ian Hall, directeur musical du Union of London Choir.

90. M. Ian Hall a souligné l'importance de l'Année internationale et a demandé que des mesures efficaces soient prises pour isoler l'Afrique du Sud dans le domaine culturel (A/AC.115/SR.491). Il a dit notamment :

"En tant qu'artiste noir spécialisé dans le domaine de la musique, je suis convaincu que les arts peuvent être l'arme la plus puissante qui soit dans la mise en oeuvre du plan de sanctions. La preuve en est que l'Afrique du Sud a récemment multiplié ses activités dans le domaine de la culture pour s'assurer une place au sein de la communauté artistique et culturelle des nations. Ceux qui ont suivi la question au cours des derniers mois auront remarqué que le régime de Pretoria a dépensé des millions de dollars pour attirer des artistes en Afrique du Sud, contrairement aux objectifs de ce Comité. Ceci m'amène à penser que l'une des façons de déjouer ces manoeuvres est d'utiliser nous aussi les arts pour mobiliser l'opinion publique contre le racisme et la discrimination raciale, en particulier en nous adressant aux artistes les plus jeunes qui, faute d'être pleinement informés de la situation réelle, se laissent souvent tentés par ces offres lucratives.

Le Comité se félicite en particulier de l'initiative du Comité des artistes d'organiser en coopération avec l'Organisation des Nations Unies une exposition d'art internationale contre l'apartheid en 1982 pour témoigner que les artistes se préoccupent de la grave situation qui règne en Afrique du Sud et qu'ils soutiennent les aspirations et la lutte légitime du peuple opprimé sud-africain."

Le Comité spécial a depuis pris des mesures pour encourager cette exposition.

3. Autres activités

91. A la réunion du Comité spécial tenue le 31 août 1982, le Président a félicité les O'Jays, groupe de chanteurs américains, qui avaient lancé un appel en faveur du boycottage de l'Afrique du Sud dans le domaine culturel.

H. Femmes et enfants vivant sous le régime d'apartheid

92. Le Comité spécial et son Groupe de travail sur les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid a continué à s'intéresser tout particulièrement à la vie des femmes et des enfants sous le régime de l'apartheid compte tenu de la résolution de l'Assemblée générale 36/172 K.

1. Mission en Angola, en Zambie et en République-Unie de Tanzanie

93. En mars 1982, le Comité spécial a envoyé une mission de consultation auprès des gouvernements des Etats de première ligne - Angola, Zambie et République-Unie de Tanzanie - ainsi qu'auprès des dirigeants de l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud, du Pan Africanist Congress (PAC) d'Azanie et de la South West Africa People's Organization (SWAPO) de Namibie, pour discuter des projets d'assistance aux femmes opprimées d'Afrique du Sud et de Namibie.

94. La Mission était dirigée par Mme Jeanne-Martin Cissé, Ministre guinéen des affaires sociales et Présidente du Comité international de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie. Les autres membres de la Mission étaient M. Gerhard Schröter (République démocratique allemande), et M. Vasant Nevrekar (Inde), membre du Comité spécial contre l'apartheid, et Mme Anne-Marie Lizin (Belgique), membre du Parlement européen et du Comité international de solidarité.

95. A Luanda, à Lusaka et à Dar es-Salam, la Mission a eu des discussions très utiles avec les dirigeants gouvernementaux sur la situation en Afrique australe, sur l'agression sud-africaine contre des Etats voisins indépendants, notamment contre le Mozambique et l'Angola ainsi que sur l'occupation illégale de la Namibie.

96. La Mission a eu également des consultations fructueuses avec les dirigeants des mouvements nationaux de libération sud-africain et namibien. Elle a examiné certains des projets organisés par ces deux mouvements dans les pays hôtes. En Angola, la Mission a visité à Matala (province de Huila) un camp d'Angolais chassés de leur province d'origine, le Cunene, la plus gravement touchée par l'agression sud-africaine.

97. Au cours de sa visite, la Mission a été reçue par S. Exc. M. Kenneth Kaunda, président de la République de Zambie, S. Exc. M. Julius Nyerere, président de la République-Unie de Tanzanie, et par les Ministres des affaires étrangères d'Angola, de Zambie et de la République-Unie de Tanzanie 2/.

2. Conférence internationale sur les femmes et l'apartheid

98. La Conférence internationale sur les femmes et l'apartheid a été organisée par le Comité spécial contre l'apartheid, en collaboration avec le Comité international de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie : cette conférence a eu lieu à Bruxelles (Belgique), du 17 au 19 mai 1982 3/.

99. Elle avait pour but de mieux faire connaître la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie et d'obtenir l'assistance de la communauté internationale sur les plans humanitaire, éducatif et politique en leur faveur et en faveur de leurs

mouvements de libération nationaux et des Etats de première ligne. Le rapport de la mission envoyée par le Comité spécial auprès des Etats de première ligne, qui contient des détails sur les projets d'assistance présentés par les mouvements de libération nationaux, était le document principal dont était saisie la Conférence (voir aussi par. 93 à 97).

100. L'ordre du jour de la Conférence était le suivant : examen de la situation en Afrique Australe en particulier la répression des femmes en Afrique du Sud et en Namibie et leur participation à la lutte pour la libération nationale compte tenu du danger extrême qui menace la paix et la sécurité de cette région et du monde entier; conséquences de la militarisation et de la nucléarisation de l'Afrique du Sud; conséquences des actes d'agression commis par l'Afrique du Sud contre les Etats voisins; examen des conséquences de l'apartheid; moyens de faire connaître la situation des femmes en Afrique du Sud et en Namibie et leur lutte de libération nationale; moyens d'obtenir un supplément d'assistance pour les femmes d'Afrique du Sud et de Namibie, en particulier pour les projets intéressant les sections féminines des mouvements de libération nationaux, les femmes et enfants réfugiés, la formation de femmes cadres et les besoins de la lutte de libération; mesures de solidarité à prendre en faveur des femmes vivant sous le régime de l'apartheid et pour soutenir leur lutte de libération nationale; adoption de la déclaration et des recommandations.

101. Trois cents personnes ont participé à la Conférence, notamment des membres du Comité spécial, des représentants des organes des Nations Unies concernés et autres organisations intergouvernementales, des Etats de première ligne, des Etats membres de la Communauté européenne et autres Etats invités par le Comité spécial, des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation des Nations Unies, des organisations non gouvernementales internationales et des mouvements anti-apartheid, syndicats, associations religieuses et de développement. Un certain nombre d'autorités internationales ont participé à la Conférence sur l'invitation du Comité spécial.

102. La Conférence a commencé par une réunion consacrée à l'audition de témoignages de femmes appartenant aux mouvements de libération nationaux d'Afrique du Sud et de Namibie ainsi que d'Angola. A l'issue de cette réunion, le Président du Comité spécial contre l'apartheid a ouvert une exposition de photographies ayant pour thème l'agression contre l'Angola. La Conférence a été ouverte par Alhaji Yusuff Maitama-Sule, président du Comité spécial contre l'apartheid. Une minute de silence a été observée au début de la Conférence, en souvenir de toutes les femmes et de tous les enfants qui ont sacrifié leur vie dans la lutte pour la liberté et la dignité humaine en Afrique australe. Après l'allocution d'ouverture du Président du Comité spécial, la Conférence a élu comme présidente Mme Jeanne-Martin Cissé, ministre guinéen des affaires sociales. Après l'allocution de la Présidente, des déclarations ont été faites par M. Pieter Dankert, président du Parlement européen; Mme Leticia Shahani, représentante du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui a lu un message du Secrétaire général; le représentant du Gouvernement belge, le gouvernement du pays hôte et par un certain nombre de personnalités invitées.

103. La Conférence a adopté par consensus une déclaration dans laquelle elle rend hommage au courage et à l'héroïsme des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie dans

leur lutte légitime de libération. Elle a également rendu hommage aux Etats de première ligne qui soutiennent cette lutte. La Conférence a demandé que soient prises des mesures internationales efficaces conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies pour l'élimination de l'apartheid, l'indépendance de la Namibie et la création d'une société démocratique en Afrique du Sud.

104. La déclaration continuait ainsi :

"La Conférence déplore l'action des gouvernements, multinationales et groupes d'intérêts divers qui continuent à collaborer avec le régime d'apartheid et, s'appuyant sur les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, elle fait appel à tous les pays en question pour qu'ils mettent un terme à cette collaboration.

La Conférence réaffirme son soutien des résolutions adoptées par la Conférence mondiale de 1980 sur la Décennie des Nations Unies pour la femme qui s'est tenue à Copenhague et qui condamnent l'expansion militaire et le développement de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, qui constitue une menace pour la stabilité et la paix mondiale et demandent que soient appliquées les décisions de l'Organisation des Nations Unies et autres organes internationaux relatives à l'embargo sur les armes, y compris les armes nucléaires et sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud.

La Conférence condamne les actes d'agression et d'intimidation perpétrés par le Gouvernement sud-africain contre les Etats de première ligne et en particulier contre l'Angola et demande le retrait immédiat et inconditionnel des troupes sud-africaines du territoire de la République populaire d'Angola...

La Conférence souligne à cet égard qu'il est urgent de faire connaître aussi largement que possible la situation des femmes en Afrique du Sud et en Namibie et leur résistance contre le régime d'apartheid et d'accroître considérablement l'assistance internationale qui leur est apportée pour améliorer leur sort et leur permettre de participer davantage à la lutte de libération.

Elle fait appel en particulier à la générosité des gouvernements, organisations et particuliers pour qu'ils accordent leur assistance aux mouvements de libération nationaux et des Etats de première ligne."
(A/37/26-S/15150)

La Conférence a également adopté un certain nombre de décisions 4/.

I. Bantoustans

105. Le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud a proclamé la prétendue "indépendance" du Ciskei le 4 décembre 1981 en dépit de la dénonciation par le monde entier de l'"indépendance" fictive des batoustans du Transkei, du Bophuthatswana et de Venda et de la politique de "bantoustanisation".

106. Le 10 novembre 1981, le Président a publié une déclaration condamnant les plans du régime raciste visant à créer un autre bantoustan "indépendant". Au nom

du Comité spécial il a invité tous les gouvernements et organisations à dénoncer la prétendue "indépendance" du Ciskei et à s'abstenir de toute reconnaissance, directe ou indirecte du bantoustan ainsi que de tous rapports avec ses autorités. Le texte de la déclaration a été transmis à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité (A/36/708).

J. Campagne contre la répression et pour la libération de
tous les prisonniers politiques en Afrique du Sud

107. Le 27 novembre 1981, le Président du Comité spécial a exprimé l'indignation soulevée par l'assassinat brutal, à Durban, de M. Griffith Mxenge, avocat respecté qui avait défendu un certain nombre de prisonniers politiques en Afrique du Sud. Il a prié instamment tous les gouvernements, organisations et particuliers à dénoncer ce crime.

108. Dans un télégramme daté du 27 novembre 1981 le Président a présenté ses condoléances à la famille de M. Mxenge.

109. Dans une déclaration publiée le 27 novembre 1981 (GA/AP/1270), le Président du Comité spécial a exprimé l'émotion suscitée par la mort en détention d'un autre prisonnier politique. Il a déclaré en substance :

"J'ai été ému d'apprendre la mort la semaine dernière de Tshifhiwa Muofhe, un des dirigeants de la Black People's Convention, association noire bannie en 1977. M. Muofhe qui était en bonne santé au moment de son arrestation par les autorités du prétendu Etat "indépendant" de Venda est mort après deux jours de garde à vue."

110. Le 1er décembre, le Président du Comité spécial a publié une déclaration (GA/AP/1272) dénonçant l'arrestation d'un grand nombre de dirigeants syndicaux, de chefs d'associations estudiantines et autres, ainsi que les perquisitions effectuées dans les maisons de plusieurs ministres de culte. Plus de 30 syndicalistes ont été arrêtés y compris Mme Emma Mashinini, secrétaire générale de la Commercial, Catering and Allied Workers' Union, M. Sam Kikine, secrétaire général de la South African Allied Workers' Union et M. Samson Ndou, président de la General and Allied Workers' Union. Le régime a également arrêté M. Pravin Gordham et Mme Unus Mahomed, dirigeants de la Natal Indian Congress, ainsi que plusieurs dirigeants d'associations estudiantines y compris M. Firoz Cachalia. La police a fait des descentes dans les maisons de M. Geoff Davies et de M. Cedric Mayson, chefs d'organisations religieuses.

111. Le Président a déclaré :

"Ces détentions et ces descentes de police prouvent que la propagande du régime sur les réformes dans le domaine du travail ne sont qu'une mascarade destinée à tromper l'opinion mondiale et à freiner la reprise du mouvement syndicaliste noir en visant de nouveaux moyens. Elles prouvent également que le régime est déterminé à se venger des dirigeants de la communauté indienne qui ont monté une campagne en vue de boycotter les élections au Conseil indien, institution du système d'apartheid; un dixième seulement des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes.

Le régime d'apartheid a été ébranlé par la résistance croissante que la grande majorité de la population oppose à ses politique ainsi que par les activités toujours plus nombreuses des combattants de la liberté. Refusant d'entendre raison, il multiplie les mesures de répression dans le vain espoir de vaincre la volonté farouche du peuple d'accéder à la justice et à la liberté."

Le Président a de nouveau demandé à tous les gouvernements et organisations de redoubler d'efforts pour mettre un terme à la répression en Afrique du Sud et empêcher ainsi le régime d'apartheid de provoquer un conflit généralisé.

112. Le 8 décembre 1981, le Président du Comité spécial a exprimé la profonde préoccupation suscitée par les rapports indiquant qu'un certain nombre de prisonniers politiques à Robben Island faisaient une grève de la faim. Il a noté que de nombreux dirigeants du mouvement de libération nationale d'Afrique du Sud et de nombreux militants de la lutte de libération étaient emprisonnés à Robben Island dans des conditions déplorables. Le Commissaire des prisons du régime d'apartheid aurait annoncé la suspension des visites que les familles des prisonnières faisaient à Robben Island. Au nom du Comité spécial, le Président a prié instamment tous les gouvernements et organisations de prendre d'urgence des mesures pour que la sécurité des prisonniers politiques soit assurée et qu'ils soient libérés sans condition comme n'ont cessé de l'exiger unanimement les Membres de l'Organisation des Nations Unies (GA/AP/1274).

113. Dans une déclaration en date du 8 février 1982 (GA/AP/1287), le Président a exprimé la vive émotion causée par la mort en détention de M. Neil Aggett, secrétaire de l'African food and canning workers Union, au Transvaal. Il a déclaré que le meurtre de M. Aggett, médecin et dirigeant syndical, offrait une preuve supplémentaire que, face à l'opposition croissante des travailleurs et d'autres secteurs de la population, le régime avait recours à une escalade de la terreur. Le Comité spécial partageait l'inquiétude ressentie pour la sécurité des nombreuses personnes en détention, notamment des dirigeants syndicaux. Le Président a demandé instamment à tous les gouvernements, syndicats et autres organisations de prendre d'urgence des mesures, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, pour exiger la libération inconditionnelle de toutes les personnes emprisonnées ou soumises à des restrictions du fait de leur opposition à l'apartheid, pour exiger la cessation immédiate de la persécution exercée contre les syndicalistes sud-africains, pour condamner la décision du Gouvernement sud-africain d'imposer de nouvelles restrictions à la presse, pour dénoncer la propagande mensongère concernant les prétendues "réformes" et "améliorations" en Afrique du Sud et pour appuyer l'adoption de sanctions globales contre le régime d'apartheid d'Afrique du Sud.

114. A la réunion du Comité spécial tenue le 19 février 1982, le Président du Groupe d'étude sur les prisonniers politiques a appelé l'attention sur la répression croissante et la violation flagrante des droits de l'homme en Afrique du Sud. Il a demandé instamment d'intensifier la campagne en faveur de la libération des prisonniers politiques en Afrique du Sud compte tenu de la déclaration publiée par le Comité spécial à l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques en Afrique du Sud; il a déclaré :

"Il est nécessaire d'inscrire entièrement la présente campagne dans le cadre de l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud; les sanctions constituent à n'en plus douter le moyen le plus efficace que la communauté internationale puisse prendre pour appuyer la lutte légitime en Afrique du Sud et nul n'ignore qu'une solution pacifique ou relativement pacifique en Afrique du Sud passe nécessairement par la libération des prisonnières politiques."

115. Le 19 février, le Président a adressé à la Commission des droits de l'homme un télégramme dans lequel il a appelé l'attention de la Commission sur la mort de M. Neil Aggett. Il a rappelé que six combattants de la liberté condamnés à mort attendaient toujours les résultats de leur appel et que de nombreux autres risquaient d'encourir des sentences de mort. Il a prié la Commission de prendre d'urgence les mesures appropriées.

116. Dans une déclaration publiée le 25 février (GA/AP/1295), le Président s'est référé aux nouvelles alarmantes parvenues de sources diverses au sujet du traitement infligé aux syndicalistes et autres personnes détenues par le régime raciste d'Afrique du Sud. Il a mentionné en particulier un télégramme émanant de M. Alfred Nzo, secrétaire général du African National Congress of South Africa (ANC), dont le texte figure ci-après :

"Selon les renseignements les plus récents, plusieurs personnes actuellement détenues par la police sud-africaine courent le risque d'être assassinées par ces tueurs autorisés. Thomazile Gqwetha, président de la South African Allied Workers Union, détenu depuis le 8 décembre 1981, figure en bonne place sur la liste des personnes immédiatement menacées. La semaine dernière, il a été secrètement admis à la section psychiatrique de l'hôpital de Johannesburg. Son frère Robert, qui l'a vu par la suite, a dit de lui qu'il était méconnaissable, qu'il souffrait de maux de tête aigus à l'occiput, de dépression grave et d'anxiété, qu'il avait énormément perdu du poids, avait du mal à parler et souffrait d'une perte partielle de la mémoire. Tout cela résulte de la torture physique et psychologique systématique à laquelle l'on soumis ses geoliers racistes.

Selon des informations récentes, Yunus Mohamed, magistrat exerçant normalement à Durban, et emprisonné depuis le 27 novembre 1981, est également dans un état physique critique. On signale également que Luyanda Mphahlwa arrêté lui aussi l'année dernière, a subi des sévices analogues. On ne dispose pas actuellement de renseignements récents sur les autres détenus mais il est clair qu'ils sont soumis à des brutalités identiques à celles qui ont causé la mort de M. Aggett.

Si la communauté internationale n'élève pas la voix pour exiger la cessation des tortures et la libération immédiate de tous les détenus en Afrique du Sud, de nombreux opposants au régime d'apartheid continueront à être assassinés dans le secret des cachots de Pretoria."

Le Président s'est joint à M. Nzo pour inviter à mobiliser l'opinion mondiale en vue de sauver la vie de ces patriotes et d'obtenir la libération immédiate de tous les détenus politiques sud-africains.

117. Le 21 mars 1982, le Comité spécial a publié une déclaration signée par environ 1 500 maires de villes du monde entier qui demandaient au Gouvernement sud-africain de libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues pour leurs opinions politiques en vertu des lois d'apartheid. La déclaration dont l'initiative a été prise par le Lord Provost de Glasgow, le Très Honorable M. David Kelly, à la suite de son passage devant le Comité spécial le 12 octobre 1981, demandait en particulier la libération immédiate de Nelson Mandela, un des dirigeants du African National Congress of South Africa (ANC) qui purge une peine de prison à vie à Robben Island depuis 1964.

118. Le texte de la déclaration est le suivant :

"Je soussigné, maire de ..., convaincu de la nécessité de mettre fin à la pratique de l'apartheid en Afrique du Sud, lance un appel au Gouvernement sud-africain pour qu'il libère immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues pour leurs opinions politiques en vertu des lois d'apartheid. La libération de ces prisonniers condamnés à de longues années d'emprisonnement permettra de promouvoir un esprit de réconciliation. Je proclame par la présente mon soutien aux prisonniers politiques en Afrique du Sud et mes sentiments de solidarité à leur égard et je demande en particulier la libération immédiate de Nelson Mandela."

119. Le Comité spécial a été informé début avril 1982 que la Cour d'appel avait rejeté les appels interjetés contre les sentences de mort prononcées en 1980 contre trois jeunes combattants de la liberté de l'African National Congress of South Africa (ANC), Ncimbithi Johnson Lubisi, Petrus Tsepo Mashigo et Maphtali Manana.

120. Dans une déclaration publiée le 7 avril 1982, le Président par intérim a rappelé la déclaration publiée en 1981 par le Président du Conseil de sécurité, déclaration par laquelle celui-ci avait, au nom du Conseil, demandé au Gouvernement sud-africain de "tenir compte des préoccupations exprimées pour la vie de ces trois jeunes gens en vue d'éviter toute aggravation de la situation en Afrique du Sud". Au nom du Comité spécial, le Président par intérim a exprimé la profonde préoccupation et la vive indignation suscitées par le refus des autorités sud-africaines de répondre à cet appel du Président du Conseil de sécurité, ainsi que les inquiétudes ressenties par l'ensemble de la communauté internationale. Il a déclaré :

"J'invite tous les gouvernements et organisations à prendre d'urgence des mesures en vue d'empêcher l'exécution imminente de ces trois jeunes patriotes sud-africains. Je leur demande de redoubler d'efforts pour que le statut de prisonniers de guerre soit accordé à tous les combattants de la liberté arrêtés."

A la suite de protestations venues du monde entier, les peines ont été commuées en mai 1982.

121. A sa réunion du 8 avril 1981, le Comité spécial a observé une minute de silence pour rendre hommage à la mémoire de Solomon Mahlangu, combattant de la liberté sud-africain, à l'occasion du troisième anniversaire de son exécution par le régime sud-africain.

122. A sa réunion du 11 mai 1982, le Président du Comité spécial a appelé l'attention de la communauté internationale sur le fait que trois syndicalistes sud-africains, M. Thozamile Gqweta, M. Sisa Njikelana et M. San Kikine ont été de nouveau arrêtés et détenus à la prison de la place John Vorster, celle-là même où Neil Aggett était mort en détention. Il a rappelé que M. Gqweta, dirigeant de la South Africa Allied Workers' Union, avait été persécuté de façon inhumaine par les autorités raciste d'Afrique du Sud et leurs collaborateurs du bantoustan du Ciskei. Le Président a lancé un appel à l'aide aux syndicalistes noirs d'Afrique du Sud et a demandé instamment à tous les syndicats de prendre toutes les mesures appropriées.

123. A sa réunion du 14 juin 1982, le Comité spécial a pris note d'une résolution adoptée par le Conseil exécutif de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) qui dénonçait la répression exercée contre les syndicalistes noirs en Afrique du Sud. Le Président par intérim a, à cette occasion, adressé une lettre de félicitations à la CISL.

124. Le 4 août 1982, le Président a fait une déclaration à l'occasion du vingtième anniversaire de l'arrestation de Nelson Mandela. Celui-ci, a-t-il dit, restait le symbole de la résistance et le dirigeant respecté du peuple d'Afrique du Sud. Beaucoup d'organisations et de dirigeants avaient réclamé l'élargissement sans condition de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers politiques. Le Président a ajouté :

"Ils reconnaissent que Nelson Mandela et ses collègues sont les véritables chefs du peuple, loyaux aux aspirations les plus chères de l'humanité, alors que les dirigeants de l'Afrique du Sud pratiquent la politique infâme de l'apartheid, qui est un crime contre l'humanité. Ils reconnaissent en outre qu'il ne peut y avoir de solution pacifique en Afrique du Sud sans la libération et la direction de Nelson Mandela.

Le Comité spécial contre l'apartheid lancera une campagne mondiale pour la libération de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers politiques à l'occasion du vingtième anniversaire de son emprisonnement."

K. Assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération nationale

125. Le 14 mars 1982, des bombes ont été lancées contre le bureau de l'African National Congress of South Africa à Londres. Le Président du Comité spécial a, le même jour, envoyé le message suivant au Secrétaire général de l'ANC, M. Alfred Nzo :

"L'attaque à la bombe du bureau de l'ANC à Londres est un acte méprisable qui mérite d'être condamné par tous les hommes dignes de ce nom. Je suis convaincu que cet acte de terrorisme est la réponse de l'ennemi acculé au désespoir par les importants succès remportés par la lutte pour la libération sous la conduite de l'ANC et sa réaction à l'appui croissant qu'apporte la communauté internationale à votre organisation.

Je voudrais vous assurer ainsi que vos collègues que le terrorisme ne nous détournera pas de notre objectif et que le Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid ne fera que redoubler d'efforts pour susciter un appui maximal à votre mouvement de libération nationale."

Le Comité spécial a appuyé l'appel lancé par les dirigeants britanniques et le mouvement anti-apartheid en vue de rassembler des contributions destinées à reconstruire le bureau de l'ANC à Londres.

L. Consultations du Comité spécial

1. Consultation avec M. Vladimir N. Martynenko, ministre des affaires étrangères de la République socialiste soviétique d'Ukraine

126. Le 9 octobre 1981, le Comité spécial a tenu une réunion de consultation avec M. Vladimir N. Martynenko, ministre des affaires étrangères de la République socialiste soviétique d'Ukraine.

127. Le Président a appelé l'attention sur la contribution importante apportée par la RSS d'Ukraine à l'oeuvre du Comité spécial et à la lutte pour la libération du peuple sud-africain, et dont témoignent son appui matériel aux mouvements de libération nationale, son assistance à des centaines de jeunes Sud-Africains dans le domaine de l'enseignement et ses condamnations répétées de l'apartheid. A cet égard, il a noté qu'une délégation du Comité spécial s'était rendue en RSS d'Ukraine en 1974 pour rendre hommage au Gouvernement et au peuple de cette République. Il a également rappelé l'appui apporté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans son ensemble aux sanctions contre l'Afrique du Sud et son assistance aux mouvements de libération et aux Etats de première ligne.

128. Dans une déclaration (A/AC.115/L.557), M. Vladimir N. Martynenko a dit notamment :

"Notre délégation a pleinement appuyé à Paris la Déclaration finale et la Déclaration spéciale sur la Namibie par lesquelles les signataires expriment leur solidarité avec la lutte légitime des peuples d'Afrique australe, dénoncent la coopération politique, économique et militaire qu'entretiennent un certain nombre d'Etats occidentaux et leurs sociétés transnationales avec le régime d'Afrique du Sud et soulignent qu'une telle coopération représente le principal obstacle à l'éradication du système criminel d'apartheid en Afrique du Sud et à la proclamation de l'indépendance en Namibie. La RSS d'Ukraine souhaite qu'il soit rapidement mis fin à l'occupation illégale de ces territoires et que tous les pouvoirs soient transférés à la South West Africa People's Organization qui a été reconnue par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) comme le seul représentant authentique du peuple namibien.

Nous estimons que le Comité spécial devrait accorder une attention particulière à la collaboration qu'un certain nombre de pays occidentaux et Israël continuent d'entretenir avec l'Afrique du Sud en particulier dans le domaine nucléaire; cette situation pourrait avoir des conséquences d'une

portée incalculable non seulement pour l'Afrique indépendante mais pour le monde entier. Nous devons, à l'avenir, et aussi dans le cadre du projet d'une Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, continuer d'orienter nos efforts vers la dénonciation des ambitions nucléaires de Pretoria qui sont encouragées par certains pays occidentaux. Comme par le passé, le Comité spécial doit lutter résolument pour une stricte application de l'embargo décrété par le Conseil de sécurité sur la livraison d'armes à l'Afrique du Sud."

2. Consultation avec M. Carlos P. Romulo, ministre philippin des affaires étrangères

129. Le 17 novembre 1981, le Comité spécial a tenu une réunion de consultations avec M. Carlos P. Romulo, ministre philippin des affaires étrangères. Le Président a rendu hommage à la contribution des Philippines à la lutte contre l'apartheid et a reconnu l'appui apporté par les nations d'Asie à la lutte menée par les pays africains pour leur liberté. Il a en particulier rendu hommage à la contribution de M. Romulo.

130. M. Romulo a déclaré notamment (A/AC.115/L.560) :

"Face aux condamnations répétées des Nations Unies, l'Afrique du Sud continue de défier le monde. En fait, l'Afrique du Sud ne s'en tient pas là : dans un geste de suprême arrogance, elle a lancé des attaques armées de grande envergure dans des pays voisins, tout particulièrement au Mozambique au début de cette année et de nouveau en Angola un peu avant le début de la présente session de l'Assemblée. Pour aggraver encore cette situation de rupture de la paix, l'Afrique du Sud - les preuves pour cela ne manquent pas - aide activement des groupes de résistance mineurs tant au Mozambique qu'en Angola dans l'espoir de renverser les régimes en place dans ces pays.

Les conséquences des actes d'agression impardonnables de l'Afrique du Sud sont prévisibles. L'Afrique noire, poussée à bout, s'est réunie à Paris au mois de mai dernier et a vigoureusement condamné l'Afrique du Sud; elle a demandé au Conseil de sécurité d'imposer une gamme étendue des sanctions contre l'Afrique du Sud dans un effort global pour faire prendre conscience à ce pays des erreurs de sa politique."

3. Consultations avec M. Mohamed Sannoun, rapporteur général de la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, et M. Abdul Samad Minty, directeur de la Campagne mondiale contre la collaboration nucléaire et militaire avec l'Afrique du Sud

131. Le 9 septembre 1981, le Comité spécial a tenu une séance de consultations avec M. Mohamed Sannoun, rapporteur général de la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, et avec M. Abdul Samad Minty, directeur de la Campagne mondiale contre la collaboration nucléaire et militaire avec l'Afrique du Sud (voir A/AC.115/SR.481).

132. M. Mohamed Sahnoun a dit que la décision d'organiser la Conférence à Paris était de bon augure. D'après lui, il s'agissait d'une étape importante dans la lutte contre le colonialisme et l'apartheid, et ses résultats devaient être largement diffusés. Il fallait donner une image positive de l'imposition de sanctions présentées au public sous un jour négatif et comme susceptibles de porter préjudice à l'économie des pays africains.

133. Cette conférence était la première réunion sur l'Afrique du Sud à se tenir en Europe méridionale et elle avait eu des conséquences qui méritaient d'être analysées. Des artistes, des journalistes et des écrivains qui s'étaient tenus jusque-là à l'écart s'étaient engagés à soutenir activement la cause de la libération en Afrique du Sud et des partis politiques, des syndicats, des mouvements de jeunesse et des écoles avaient cherché à mieux se renseigner sur la situation dans ce pays.

134. M. Mohamed Sahnoun a également attribué en partie le succès de la Conférence à la présence en France d'un nouveau gouvernement et aux partis politiques qui l'appuyaient au Parlement. D'après lui, le Comité devrait tenir compte des événements récemment survenus en Europe lors de l'élaboration de la stratégie en vue de l'élimination de l'apartheid.

135. M. Sahnoun a dit que l'Afrique du Sud et avec elle, les Etats qui l'appuyaient, devraient endosser la responsabilité de la politique d'apartheid. Il importait que le Conseil de sécurité ne diffère pas indéfiniment l'application de ses décisions. Les participants à la Conférence souhaitaient vivement savoir, par exemple, ce que faisait exactement le Comité créé en application de la résolution 421 (1977) du Conseil de sécurité. Le Comité spécial devrait donc demander le maximum de renseignements sur les travaux de ce Comité.

136. En conclusion, M. Sahnoun a dit que l'assistance aux mouvements de libération d'Afrique australe et aux réfugiés de cette région ainsi qu'aux Etats voisins devrait constituer une priorité, et que telle avait été l'opinion unanime de la Conférence de Paris.

137. M. Minty a souligné la nécessité d'observer effectivement l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud, actuellement violé par de nombreux pays et sociétés. Il a exprimé son inquiétude devant le fait que l'invasion de l'Angola par l'Afrique du Sud avait été de toute évidence prévue et préméditée depuis longtemps. Il ne faisait aucun doute que l'Afrique du Sud était l'agresseur et qu'elle était déterminée à déstabiliser les Etats africains de la région.

138. La dangereuse politique d'apartheid constituait une menace d'autant plus importante que le Gouvernement des Etats-Unis ne cessait de souligner le rôle d'allié joué par l'Afrique du Sud et de soutenir que ce pays revêtait une "importance stratégique". Si les Etats-Unis devaient apporter leur appui et leur soutien à l'ennemi No 1 de l'Afrique, il s'ensuivrait de lourdes conséquences. M. Minty a dit que les Etats-Unis avaient accepté de former les gardes-côtes sud-africains et qu'il était de plus en plus question de la création d'une organisation du traité de l'Atlantique sud.

139. D'après lui, le Comité spécial devrait prendre note de la coopération croissante entre l'Afrique du Sud et des gouvernements comme ceux d'Israël, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay, et les autorités de Taïwan. Le Ministre israélien des finances avait déclaré en août 1981 qu'Israël souhaitait porter le montant de ses exportations à plus de 2 milliards de dollars en augmentant ses ventes d'armes à des régions politiquement sensibles telles que Taïwan et l'Afrique du Sud.

140. M. Minty a informé le Comité des activités du Mouvement anti-apartheid britannique visant à appuyer l'embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud et à s'opposer aux actes d'agression de ce pays.

141. En conclusion, M. Minty a déclaré que la non-application de l'embargo sur les armes risquait de créer un précédent qui pourrait faire échouer la mise en oeuvre d'autres mesures contre l'Afrique du Sud. Il convenait donc de mettre un terme à toute collaboration militaire avec ce pays. M. Minty a également demandé qu'un embargo pétrolier soit appliqué contre l'Afrique du Sud. Il a dit que, sans pétrole, l'Afrique du Sud aurait été incapable d'envahir l'Angola.

4. Consultations avec M. Romesh Chandra, président du Sous-Comité des ONG sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation et président du Conseil mondial de la paix

142. Le 17 novembre 1981, le Comité spécial a tenu une séance de consultations avec M. Romesh Chandra, président du Conseil mondial de la paix et président du Sous-Comité des ONG sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation.

143. M. Chandra a dit que la Déclaration de Paris sur des sanctions contre l'Afrique du Sud préconisait une vaste mobilisation de gouvernements, de peuples, d'organisations non gouvernementales, de syndicats et de médias pour lever les obstacles qui s'opposent à l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud. D'après lui, la lutte de libération avait atteint son point culminant et s'était engagée dans la phase finale de son offensive. Tous les pays qui collaboraient économiquement, financièrement, politiquement et diplomatiquement avec l'Afrique du Sud devraient comprendre que l'opinion publique mondiale, tout comme l'énorme majorité des gouvernements, souhaitaient l'élimination de l'apartheid. L'imposition de sanctions conformément au Chapitre VII de la Charte représentait le seul moyen d'atteindre cet objectif. M. Chandra a déclaré qu'en 1982, le Conseil mondial de la paix commémorerait le soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'African National Congress (ANC). Le Conseil et le Sous-Comité essayaient d'appeler l'attention mondiale sur la question des prisonniers politiques. A ce propos, l'année 1982 devait marquer le vingtième anniversaire de l'emprisonnement de Nelson Mandela; cette circonstance semblait tout indiquée pour entreprendre une vaste campagne en faveur de la libération de tous les prisonniers politiques. M. Chandra a poursuivi en disant que la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre, qui marquerait le vingtième anniversaire de l'octroi du prix Nobel à Albert Luthuli, pourrait être une occasion de lancer un nouvel appel en faveur de sanctions contre l'Afrique du Sud et d'annoncer les projets prévus pour l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud. Le vingtième anniversaire de la première résolution de l'Organisation des

Nations Unies sur des sanctions contre l'Afrique du Sud pourrait également être observé en 1982.

144. Le Président du Comité spécial a rendu hommage à la précieuse contribution apportée par le Conseil mondial de la paix à la lutte visant à libérer les peuples de l'oppression du colonialisme, du racisme et de l'apartheid et à son appui en faveur de tous ceux qui aspirent à une paix durable et véritable dans le monde. Il a également pris acte de la coopération qu'entretiennent le Sous-Comité des ONG et le Conseil mondial de la paix avec le Comité spécial depuis de nombreuses années (voir A/AC.115/SR.487).

M. Missions auprès des gouvernements

1. Mission du Président en France, en Turquie et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1-15 mars 1982) 5/

a) France

145. Le Président du Comité spécial contre l'apartheid et M. Mohamed Bedjaoui (Algérie) se sont rendus à Paris du 1er au 3 mars sur l'invitation du Gouvernement français. Ils ont rencontré des membres du gouvernement, des dirigeants de partis politiques et de syndicats, des membres de groupes anti-apartheid, des artistes, etc.

146. La délégation a été reçue par le Ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, par le Ministre de la coopération et du développement, M. Jean-Pierre Cot et par le Ministre de la culture, M. Jack Lang, ainsi que par le conseiller du Président pour les affaires africaines et malgaches, M. Guy Penne.

147. La mission a également rencontré le vice-président de l'Assemblée nationale, M. Pierre Guidoni, et plusieurs membres du Parlement; le Secrétaire général du parti socialiste, M. Lionel Jospin; le Secrétaire général du parti communiste, M. Georges Marchais; le responsable des questions internationales de la Confédération française du travail (CFDT), M. Jacques Chérèque; le Secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT), M. Georges Seguy; les dirigeants de groupes anti-apartheid; et de nombreux artistes, professeurs et intellectuels.

148. Les représentants du Gouvernement français ont informé la délégation que la France respecterait rigoureusement l'embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud. Ils ont également donné à la délégation l'assurance que, bien qu'ils aient hérité du gouvernement précédent un contrat avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire, ils n'en signeraient dorénavant plus d'autres. En raison de la politique du gouvernement précédent, la France a noué des liens regrettables avec l'Afrique du Sud, notamment pour ce qui est des importations de charbon et d'autres minerais. Le gouvernement actuel a informé la délégation qu'il s'efforcerait dans la mesure du possible de rechercher d'autres sources d'approvisionnement dans des pays africains indépendants.

149. Le Gouvernement français a également assuré la délégation de son appui à l'exposition artistique internationale qui avait été projetée.

150. La délégation a tenu de nombreuses consultations avec les partis politiques, les syndicats et d'autres groupes qui appuient le gouvernement. Ils ont tous donné à la délégation l'assurance qu'ils feraient tout en leur pouvoir pour fournir l'encouragement nécessaire au gouvernement et pour mobiliser l'opinion publique en faveur d'une action contre l'apartheid. Le Secrétaire général du parti socialiste, M. Lionel Jospin, a affirmé aux membres de la mission que le parti socialiste s'emploierait au mieux, tant en France qu'au sein de l'Internationale Socialiste, à défendre la liberté en Afrique australe. Le parti socialiste avait déjà établi des relations avec l'ANC et la SWAPO, et les avait invités à son dernier congrès, en octobre.

151. M. Georges Marchais, Secrétaire général du parti communiste, a assuré la délégation de l'entier appui de son parti. Les dirigeants des deux principales confédérations syndicales ont informé la délégation de leurs efforts en vue de sensibiliser l'opinion publique au problème de l'apartheid et de leur participation à des campagnes anti-apartheid. Les groupes anti-apartheid ont fait connaître leurs projets au Comité spécial et la délégation s'est informée des moyens de poursuivre la coopération entre le Comité spécial et ces groupes.

b) Turquie

152. La visite du Président en Turquie, sur l'invitation du Gouvernement turc, était destinée à exprimer à ce gouvernement la satisfaction du Comité spécial devant l'appui vigoureux manifesté dans ce pays en faveur de l'action contre l'apartheid.

153. Au cours de sa brève visite à Ankara, le Président a pu rencontrer le professeur Ilhan Oztrak, ministre par intérim des affaires étrangères, ainsi que le Sous-Secrétaire et le Sous-Secrétaire adjoint au ministère des affaires étrangères, et s'entretenir avec eux. Le Gouvernement turc a assuré le Président de l'entier appui apporté par la Turquie à tous les efforts entrepris par le Comité spécial pour l'élimination de l'apartheid.

c) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

154. Une délégation dirigée par le Président du Comité spécial s'est rendue au Royaume-Uni en vue essentiellement de participer à la conférence "Afrique australe : Il est temps de choisir", organisée par le Mouvement anti-apartheid britannique en coopération avec le Comité spécial (voir aussi les paragraphes 210 à 215).

155. Au cours de la Conférence, la délégation du Comité spécial a eu deux réunions avec les mouvements anti-apartheid et de solidarité de près de 20 pays pour échanger des renseignements sur les activités entreprises et envisager des moyens d'accroître la coopération.

156. Pendant cette visite, le Président a rencontré lord Carrington, Secrétaire d'Etat aux relations étrangères et avec le Commonwealth et M. Richard Luce, ministre d'Etat, pour des consultations sur une action internationale contre l'apartheid.

157. Il a également rencontré le Secrétaire général du Commonwealth, M. Shridath S. Ramphal, et le Secrétaire général adjoint, M. E. C. Anyaoku; il leur a fait part de la satisfaction du Comité spécial et a eu des consultations avec eux. Il a souligné en particulier la portée du communiqué publié par les chefs d'Etat et de gouvernement du Commonwealth à Melbourne, en 1981, et l'importance d'une application effective des dispositions de ce communiqué en ce qui concerne l'Afrique australe.

2. Mission de la délégation du Comité spécial dans les Etats de première ligne

158. Les détails de cette mission se trouvent dans le chapitre intitulé "Mission en Angola, en Zambie et en République-Unie de Tanzanie", section H, paragraphes 92 à 96.

3. Mission du Président au Koweït, dans les Emirats arabes unis, en Arabie saoudite, aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, en Norvège et en Finlande

a) Mission au Koweït, aux Emirats arabes unis et en Arabie saoudite

159. Sur l'invitation du Vice-Premier Ministre et du Ministre des affaires étrangères et de l'information du Koweït, Sheikh Sabah Al-Ahmad Aljaber Alsabah, le Président du Comité spécial a participé à la Réunion extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés sur la question de Palestine, qui s'est tenue au Koweït du 5 au 8 avril 1982. Lors de la séance plénière de cette conférence, il a prononcé une déclaration dans laquelle il a mis l'accent sur la relation étroite qui existe entre le Comité spécial et le mouvement des pays non alignés. Il a établi un parallèle entre la situation au Moyen-Orient, marquée par les actes constants d'agression de la part d'Israël, et la situation créée par le régime de Pretoria en Afrique australe par des actions du même type. Il a évoqué la préoccupation profonde causée au Comité spécial par la collaboration croissante entre Israël et l'Afrique du Sud, notamment dans les domaines militaire et nucléaire. Il a dit que les échanges d'information entre les régimes de Tel-Aviv et de Pretoria, ainsi que les encouragements qu'ils avaient tous deux reçus de la part d'un ou de plusieurs pays membres du Conseil de sécurité, posaient un grave problème à la communauté internationale.

160. Au cours de son séjour au Koweït, le Président a eu des entretiens avec plusieurs dirigeants du pays hôte, notamment à propos de l'application effective d'un embargo pétrolier à l'encontre de l'Afrique du Sud.

161. Il a également rencontré les Ministres des affaires étrangères de l'Algérie, de l'Indonésie et de l'Iraq, et les chefs de délégation du Bahreïn, d'Oman et du Qatar, et mené des consultations au sujet de l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud et des travaux du Comité spécial. Il a eu également un entretien très fructueux avec le Secrétaire général de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), le Dr Ali Attiqa, et de hauts responsables de cette organisation.

162. Du Koweït, le Président s'est rendu dans les Emirats arabes unis, où il a rencontré le directeur général du Ministère des affaires étrangères, M. Yacoub Alkindy. Celui-ci a donné au Président l'assurance de l'appui des

Emirats arabes unis aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour imposer des sanctions globales, notamment un embargo pétrolier, à l'encontre de l'Afrique du Sud.

163. Le Président s'est ensuite rendu en Arabie saoudite. Il a fait part de la satisfaction du Comité spécial au Gouvernement d'Arabie saoudite au sujet de l'embargo pétrolier imposé à l'encontre de l'Afrique du Sud et de l'appui apporté par l'Arabie saoudite à la résolution de l'OPAEP relative au renforcement de cet embargo.

b) Pays-Bas

164. Aux Pays-Bas, le Président a été reçu par le Directeur général adjoint pour la coopération internationale et par d'autres hauts fonctionnaires du Gouvernement néerlandais, avec lesquels il a eu d'utiles discussions sur tous les aspects de la campagne contre l'apartheid.

165. Le Président a eu des entretiens avec le Comité hollandais sur l'Afrique australe, le Groupe de travail Kairos, le Mouvement anti-apartheid et avec d'autres groupes qui s'emploient d'une façon digne d'éloges à mobiliser le peuple des Pays-Bas en faveur d'un appui à la libération de l'Afrique du Sud. Il a eu également des contacts avec le Shipping Research Bureau (SHIREBU), groupe non gouvernemental qui a fait des travaux de recherche intéressants sur les pétroliers qui approvisionnent l'Afrique du Sud, violant ainsi fréquemment les lois des pays exportateurs de pétrole.

166. A La Haye, le Président a inauguré le Comité national pour l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud.

c) Pays nordiques

167. Le Président a commencé sa visite dans les pays nordiques en adressant un message spécial à tous les gouvernements et peuples nordiques, dans lequel il a rendu hommage à l'appui qu'ils apportent à la lutte pour la liberté et pour la dignité humaine en Afrique australe (GA/AP/1327).

168. Pendant sa visite, il a été reçu par les Ministres des affaires étrangères du Danemark, de Suède, de Norvège et de Finlande, et a eu des entretiens avec de hauts responsables des Ministères des affaires étrangères et des organismes d'aide. Il a rencontré des dirigeants de divers partis politiques et des comités parlementaires des affaires étrangères. Il a mené des consultations avec M. Olaf Palme, dirigeant du parti social démocrate suédois, et avec M. Ordvar Nordli, ancien premier ministre et actuel président du Parlement norvégien. Il a eu également des entretiens avec les membres de fédérations syndicales, de groupes anti-apartheid et d'autres organisations non gouvernementales.

169. Lors de ses rencontres avec les gouvernements des pays nordiques, le Président a demandé une intensification de la campagne menée dans le monde occidental pour une action contre l'apartheid. Il les a invités à l'aider à persuader d'autres pays occidentaux d'apporter leur coopération à une action internationale effective. Dans l'ensemble de ces pays, il s'est entretenu des moyens d'assurer

l'application et le renforcement de l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud. Tous les pays nordiques ont exprimé leur intérêt pour les efforts déployés par le Comité spécial en vue de faire appliquer et de surveiller de façon efficace les mesures d'embargo imposées contre l'Afrique du Sud par la plupart des pays exportateurs de pétrole. Le Président du Comité spécial a mené également des consultations avec les pays nordiques à propos d'autres sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

170. Au cours de son séjour en Suède, le Président s'est rendu à Uppsala le 23 avril et a déposé une couronne sur la tombe de Dag Hammarskjöld, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il a également rencontré les dirigeants de plusieurs organisations dont le siège est à Uppsala.

171. A Oslo, le Président a mené des consultations avec M. Abdul Samad Minty, directeur de la Campagne mondiale contre la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud et secrétaire honoraire du Mouvement anti-apartheid britannique, à propos du problème de la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud, compte tenu notamment des actes constants d'agression et des menaces d'une agression de plus grande envergure encore de la part du régime de Pretoria.

172. Dans son rapport sur cette mission (voir A/AC.115/SR.498), le Président a conclu, au nom du Comité spécial, qu'il convenait d'assurer une application réelle de l'embargo pétrolier et de rechercher la coopération des pays exportateurs et transporteurs de pétrole, des syndicats et des organisations et experts non gouvernementaux, de prendre des mesures d'urgence pour mettre un terme à la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud et d'encourager les pays occidentaux à entreprendre une action même partielle pour imposer des sanctions économiques.

4. Mission de la délégation du Comité spécial en Inde (21-26 avril 1982)

173. La délégation du Comité spécial qui a participé à la Conférence mondiale sur l'océan Indien en tant que zone de paix à New Delhi du 23 au 25 avril 1982, a également mené des consultations avec des responsables du Gouvernement indien et d'organisations non gouvernementales. Cette délégation était dirigée par M. Vladimir A. Kravets (RSS d'Ukraine), vice-président, et comprenait également M. Hernan Couturier (Pérou) et M. Keshav Raj Jha (Népal).

174. Elle a fait part au gouvernement et au peuple indiens de la grande satisfaction du Comité spécial pour leur importante contribution à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid, ainsi que de sa gratitude pour l'assistance et l'appui apportés par l'Inde aux mouvements de libération nationale d'Afrique australe.

175. La délégation a tenu une réunion avec des organisations internationales et nationales qui participaient à la Conférence mondiale. Diverses organisations l'ont informée des activités qu'elles poursuivaient dans le cadre de la lutte contre les conséquences néfastes de l'apartheid. La délégation a félicité ces organisations de leurs initiatives et de leurs actions dans la lutte contre le régime raciste d'apartheid et les a assurées de l'entier appui du Comité spécial.

176. La délégation a eu également des consultations avec le Président et d'autres responsables du Conseil mondial de la paix, qui l'ont informé des mesures prises par cette organisation pour marquer l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud et commémorer le 70ème anniversaire de l'ANC.

177. Lors de son entretien avec l'Organisation indienne de paix et de solidarité, la délégation a noté avec satisfaction les efforts faits par cette organisation dans le cadre de la campagne contre l'apartheid.

5. Mission du Président aux Philippines, en Indonésie et en Inde
(24 mai-1er juin 1982)

a) Philippines

178. Au cours de la Conférence régionale pour une action en Asie contre l'apartheid, qui s'est tenue à Manille (Philippines) du 24 au 26 mai 1982, le Président a eu des entretiens avec le Ministre des affaires étrangères, M. Carlos P. Romulo, et de hauts fonctionnaires du Ministère sur la campagne internationale contre l'apartheid. La délégation du Comité spécial a été reçue par le Président de la République des Philippines, M. Ferdinand E. Marcos (voir par. 192-200).

b) Indonésie

179. Après la Conférence de Manille, le Président a effectué une visite en Indonésie pour exprimer la satisfaction du Comité spécial au Gouvernement et au peuple indonésiens.

180. Au cours de cette visite, il a rencontré le Président et le Vice-Président du Parlement, ainsi que le Ministre par intérim des affaires étrangères, et a eu des entretiens avec le Directeur général et de hauts fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères.

181. Le Président a été reçu par le Chef de l'Etat indonésien, le Président Suharto, qui lui a donné l'assurance que l'Indonésie, en étroite coopération avec les pays du Sud-Est asiatique et d'Afrique, ferait tout son possible en faveur de la liberté de l'Afrique australe.

c) Inde

182. A l'invitation du Gouvernement indien, le Président a effectué une visite en Inde du 29 mai au 1er juin 1982. Il a été reçu par le Ministre des finances en l'absence du Ministre des affaires étrangères et par le Ministre adjoint de l'information et de la radiodiffusion. Le Président a également eu des entretiens approfondis avec les hauts fonctionnaires du Ministère des affaires extérieures. Il a été reçu par le Président de la Chambre basse du Parlement (Lok Sabha) et par le Vice-Président de la Chambre haute (Rajya Sabha). Il a été invité à prendre la parole lors d'une réunion des membres du Parlement. Il a prononcé une allocution au Centre international indien et s'est entretenu avec un certain nombre d'organisations.

183. Au cours de cette visite, le Président a été reçu par le Premier Ministre indien, S. Exc. Mme Indira Ghandi. Il a saisi cette occasion pour rendre hommage à l'Inde et à ses éminents dirigeants pour leur contribution historique à la lutte pour la liberté en Afrique du Sud.

N. Séminaire international sur l'histoire de la résistance contre l'occupation, l'oppression et l'apartheid en Afrique du Sud

184. Le Séminaire international sur l'histoire de la résistance contre l'occupation, l'oppression et l'apartheid en Afrique du Sud a été organisé par le Comité spécial en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Ce séminaire s'est tenu au siège de l'Unesco à Paris, du 29 mars au 2 avril 1982, en application de la résolution 36/172 N de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 17 décembre 1981.

185. L'ordre du jour de ce séminaire était le suivant : la résistance du peuple africain contre l'occupation et la dépossession de 1652 à 1912; le développement du mouvement national pour le droit à une véritable autodétermination grâce à une résistance politique organisée (de la création du South African Native Congress, en 1912, au massacre de Sharpeville et à l'interdiction de l'African National Congress et du Pan Africanist Congress of Azania, en 1960); enfin, la phase la plus récente de la lutte pour la libération.

186. Les participants au Séminaire comprenaient des historiens et des experts venant de toutes les régions du monde, des représentants du Comité spécial contre l'apartheid, de la South West Africa People's Organization (SWAPO), d'instituts africains et d'autres organisations universitaires.

187. Le Séminaire a élu président M. Bethwell Ogot, président du Département d'histoire de l'Université de Nairobi (Kenya); il a élu vice-président M. Elleck K. Mashingaidze, représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies, ancien professeur d'histoire de l'Université nationale du Lesotho, et rapporteur M. Bernard Magubane, du Département d'anthropologie de l'Université du Connecticut (Etats-Unis d'Amérique).

188. A sa séance de clôture, le 2 avril 1982, ont été adoptées par consensus la déclaration et les recommandations du Séminaire. Sur la recommandation du Président, le Séminaire a décidé que la déclaration prendrait le nom de "Déclaration de Paris sur l'histoire de la résistance en Afrique du Sud".

189. Dans cette déclaration, le Séminaire international a insisté sur le fait que la lutte pour la libération en Afrique du Sud et en Namibie était une véritable lutte de libération nationale. Il a estimé que la politique d'agression du régime illégitime d'apartheid était le principal facteur de déstabilisation en Afrique australe et une menace croissante à l'encontre de la paix et de la sécurité dans cette région. Le Séminaire a souligné que le mouvement de libération nationale d'Afrique du Sud méritait d'être mis à l'honneur pour sa persévérance et les efforts incessants qu'il déploie pour unifier les forces de résistance en Afrique du Sud, ainsi que pour la façon dont il mène cette lutte armée légitime en faisant preuve d'un sens aigu de ses responsabilités, comme en témoignent les pertes peu élevées parmi la population civile.

190. Le Séminaire a demandé aux historiens, aux spécialistes et à la communauté universitaire dans son ensemble de marquer, par leurs écrits et leurs autres activités, le 70ème anniversaire de l'African National Congress, dont le Comité spécial contre l'apartheid a décidé d'encourager la commémoration, et de célébrer en 1982 l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud. Le Séminaire a lancé un appel aux historiens et aux spécialistes de l'Afrique australe et, d'une façon plus générale, aux communautés universitaires et culturelles du monde entier, pour que soient respectés les boycottages culturels et universitaires recommandés par l'Assemblée générale des Nations Unies à l'encontre du régime d'apartheid d'Afrique du Sud et a instamment demandé au Comité spécial contre l'apartheid de publier dès que possible la liste des personnalités du monde culturel et universitaire qui passent outre aux boycottages dirigés contre l'Afrique du Sud.

191. Le Séminaire a proposé un certain nombre de recommandations à l'attention de l'Organisation des Nations Unies, de l'Unesco, des instituts africains, des autres institutions universitaires et culturelles et des diverses organisations concernées.

O. Conférence régionale pour une action en Asie contre l'apartheid

192. La Conférence régionale pour une action en Asie contre l'apartheid a été organisée par le Comité spécial contre l'apartheid, en coopération avec le Gouvernement philippin, et s'est tenue à Manille du 24 au 26 mai 1982.

193. L'ordre du jour de la Conférence comprenait l'examen des mesures prises par les gouvernements et les peuples d'Asie et d'Océanie pour marquer leur solidarité avec la lutte de libération en Afrique du Sud, la question de la poursuite des relations de l'Afrique du Sud avec les pays de cette région et l'étude de l'action future des gouvernements, des organisations et de l'ONU.

194. A l'invitation du Comité spécial, la Conférence a réuni des représentants des gouvernements d'Asie et d'Océanie, des organes pertinents de l'ONU et d'autres organisations intergouvernementales, des mouvements de libération nationale reconnus par l'ONU, des organisations internationales non gouvernementales et d'un certain nombre d'organisations nationales non gouvernementales de la région. Plusieurs dirigeants éminents de la campagne contre l'apartheid ont également assisté à la Conférence.

195. La Conférence a élu président honoraire M. Carlos P. Romulo, ministre des affaires étrangères des Philippines et elle a élu président M. Leandro I. Verceles, ministre adjoint pour l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales au Ministère des affaires étrangères des Philippines. Elle a élu cinq vice-présidents et un rapporteur, M. Vasant Vishnu Nevrekar, représentant de l'Inde au Comité spécial.

196. La Conférence a été ouverte par Alhaji Yusuff Maitama-Sule, président du Comité spécial contre l'apartheid. Celui-ci a invité M. Viacheslav A. Ustinov à donner lecture d'un message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il représentait. Des allocutions ont été prononcées par M. Carlos P. Romulo, ministre des affaires étrangères des Philippines, par Mme Jeanne-Martin Cissé, ministre des affaires sociales de Guinée, par

M. Ahmed Hassan Daria, ambassadeur de la République-Unie de Tanzanie et par M. Othy Kaakungu, représentant de la SWAPO, au nom des mouvements de libération nationale. Le Président du Comité spécial a prononcé une allocution.

197. A sa séance de clôture, le 26 mai 1982, la Conférence a adopté une déclaration par consensus et par acclamation. Sur la proposition du représentant de l'Indonésie, Président du Comité de rédaction, la Conférence a décidé que la déclaration prendrait le nom de Déclaration de Manille pour une action contre l'apartheid 6/.

198. Dans la Déclaration de Manille, la Conférence a reconnu que l'apartheid était un crime contre le peuple opprimé d'Afrique du Sud et de Namibie et, en fait, contre toute l'humanité. Elle a également reconnu le caractère légitime de la lutte pour l'élimination de toutes les formes de racisme et pour l'exercice du droit à l'autodétermination de toute la population du pays, sans distinction de race, de couleur ou de croyance. Elle a déclaré que la communauté internationale avait tout spécialement la responsabilité d'aider le peuple opprimé d'Afrique du Sud et ses mouvements de libération nationale. La Conférence a réaffirmé que le peuple opprimé d'Afrique du Sud et de Namibie avait le droit de choisir ses moyens de lutte pour la libération. Face à la répression brutale du régime de Pretoria contre lui-même et ses mouvements de libération nationale, à son intransigeance et à son mépris de la communauté internationale, le peuple opprimé n'avait eu d'autre recours que la lutte armée.

199. La Conférence a lancé un appel aux gouvernements et aux peuples d'Asie et d'Océanie pour les inviter à intensifier leur assistance sous toutes les formes possibles, aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et de Namibie et à leurs mouvements de libération nationale, en coopération étroite avec l'Organisation de l'unité africaine. La Conférence a condamné les actes d'agression, de sabotage, de terrorisme et de déstabilisation commis par le régime de Pretoria contre les Etats africains indépendants, en particulier les Etats de première ligne, et a estimé que la situation constituait une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. La Conférence a noté avec une grave préoccupation que le régime sud-africain, qui avait considérablement renforcé sa puissance militaire depuis 1960, avait entrepris une nouvelle expansion cette année.

200. A cet égard, le texte de la Déclaration (voir A/37/265-S/15157) est le suivant :

"Ses efforts visant à s'intégrer au système occidental de défense et de sécurité dans les mers australes présenteront, s'ils aboutissent, de graves dangers pour la paix et la sécurité de la région de l'Atlantique sud et de l'océan Indien. la Conférence demande instamment à tous les Etats de la région de faire preuve de toute la vigilance possible et de mettre en oeuvre toute leur influence pour faire en sorte que les desseins de l'Afrique du Sud à cet égard soient mis en échec.

La Conférence s'inquiète de constater qu'en dépit de la capacité nucléaire bien connue de l'Afrique du Sud, plusieurs gouvernements continuent et certains développent même leur collaboration avec elle dans ce domaine. Elle demande une cessation immédiate et totale de toute forme de collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud.

Elle souligne la nécessité d'appliquer intégralement l'embargo obligatoire sur les armes imposé par l'Organisation des Nations Unies contre l'Afrique du Sud; d'appliquer effectivement l'embargo imposé par les pays exportateurs de pétrole pour éviter que l'Afrique du Sud soit alimentée en pétrole; de cesser les prêts et les investissements en Afrique du Sud et d'appliquer les autres mesures économiques recommandées par l'Organisation des Nations Unies; de boycotter l'Afrique du Sud dans les domaines des sports, de la culture, etc.

Ayant passé en revue les actions entreprises par les gouvernements et les organisations d'Asie et d'Océanie contre l'apartheid, la Conférence condamne énergiquement les autorités d'Israël et de Taïwan pour leur collaboration croissante avec le régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines économique et militaire, en particulier nucléaire."

P. Promotion de l'action publique contre l'apartheid

1. Participation à la célébration du cinquante-troisième anniversaire du révérend Martin Luther King

201. A l'invitation de Mme Coretta Scott King, présidente du Martin Luther King, Jr. Centre for Non-Violent Change, une délégation du Comité spécial a pris part à la célébration du cinquante-troisième anniversaire de la naissance du révérend Martin Luther King.

202. Cette délégation se composait du Président du Comité spécial, Alhaji Yusuff Maitama-Sule (Nigéria), du vice-président, M. Vladimir A. Kravets (République socialiste soviétique d'Ukraine), ainsi que des représentants permanents de l'Inde, de la Somalie et de la Trinité-et-Tobago.

203. Les membres de la délégation ont participé à des séminaires et à d'autres manifestations marquant l'anniversaire du révérend Martin Luther King. Ils ont également rencontré plusieurs personnalités pour discuter de l'action à mener contre l'apartheid pendant l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud. Le 14 janvier 1982, ils ont été reçus par le maire d'Atlanta, M. Andrew J. Young, et ont tenu avec lui des consultations sur les moyens de promouvoir une action publique contre l'apartheid.

204. Le 15 janvier 1982, les membres de la délégation ont déposé une couronne au nom du Comité spécial sur la tombe de Martin Luther King. Ils ont assisté à un service oecuménique en l'église baptiste Ebenezer et à l'inauguration du Freedom Hall Complex du Martin Luther King, Jr. Centre for Non-Violent Social Change (voir A/AC.115/SR.490).

2. Consultations avec les représentants d'organisations non gouvernementales 7/

205. Le 6 avril 1982, le Comité spécial a tenu une réunion et des consultations avec les représentants d'organisations non gouvernementales.

206. Il a entendu des déclarations de M. Michael Terry, secrétaire exécutif de l'Anti-Apartheid Movement britannique (Londres), de M. Toine Eggenhuizen, secrétaire administratif du Comité international contre l'apartheid, le racisme et le colonialisme en Afrique australe (ICSA) (Londres), de Mme Melba Koositsile, Comité de permanence de la Conférence de solidarité avec la lutte de libération des peuples d'Afrique australe (New York) et de M. Joshua Nessen, coordonnateur des étudiants à l'American Committee on Africa (New York). Ces personnalités ont informé le Comité spécial des actions qu'ils avaient entreprises ou prévues pour l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud (voir A/AC.115/SR.495).

3. Action des jeunes et des étudiants contre l'apartheid

207. Le Comité spécial a attaché une grande importance à l'action menée par les étudiants et les jeunes en solidarité avec la lutte héroïque des étudiants et des peuples opprimés d'Afrique du Sud et de Namibie. Il a collaboré et a participé à la Conférence internationale de solidarité des jeunes et des étudiants avec les peuples, les jeunes et les étudiants d'Afrique australe, qui s'est tenue à Luanda, en Angola, en novembre 1981 8/.

208. Le Comité spécial a également encouragé les groupes d'étudiants qui, aux Etats-Unis d'Amérique, ont organisé "Deux semaines d'action à l'appui des mouvements de libération d'Afrique australe" du 20 mars au 3 avril 1982. Le 22 mars 1982, le Président a publié une déclaration dans laquelle on peut lire notamment :

"Le Comité spécial accueille avec satisfaction les efforts entrepris par des étudiants des Etats-Unis, à un moment très opportun pour intensifier, développer et mieux coordonner leur campagne. De puissants intérêts s'efforcent, depuis peu, d'intensifier leurs relations avec le régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines politique, économique, militaire et autres et ceci constitue un phénomène très alarmant et dangereux. Ces manoeuvres sont en violation directe des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et font fi des appels lancés notamment par les Etats africains et non alignés."

209. Le 4 juin 1982, le Président a adressé un message à la onzième Assemblée de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique. Il a dit que le Comité spécial attachait une grande importance à l'action que mène la jeunesse en solidarité avec la lutte héroïque du peuple opprimé d'Afrique du Sud et de Namibie. Il a loué les efforts réalisés par la FMJD dans la campagne contre l'apartheid.

4. Conférence sur le thème "Afrique australe : il est temps de choisir"

210. Le Comité spécial a coopéré avec l'Anti-Apartheid Movement du Royaume-Uni pour organiser la Conférence sur le thème "Afrique australe : il est temps de choisir", qui s'est tenue à Londres, du 11 au 13 mars 1982.

211. La Conférence a cherché à déterminer dans quelle mesure la Grande-Bretagne était responsable de la grave situation provoquée en Afrique australe par l'intensification de la répression et la multiplication des actes d'agression de la part du régime d'apartheid d'Afrique du Sud, et d'examiner les conséquences inquiétantes des projets nucléaires de ce pays, ainsi que les progrès de la lutte, y compris la lutte armée, que menait le peuple opprimé pour se libérer.

212. M. Alex Ekwueme, vice-président du Nigéria, a prononcé l'allocution liminaire. Il a souligné que les Etats d'Afrique et l'immense majorité de la communauté internationale avaient réclamé l'imposition de sanctions contre le régime raciste d'Afrique du Sud.

213. Parmi les personnalités qui ont pris la parole à la Conférence, il convient de citer Alhaji Yussuf Maitama-Sule, président du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid, des dirigeants du parti travailliste et du parti libéral britanniques (M. Michael Foot et M. David Steel), des représentants des Etats de première ligne, M. Shridash Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, M. Jacques Hodoul, ministre des affaires étrangères des Seychelles, M. Mohammed Sahnoun (Algérie), Rapporteur général de la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud (Paris, mai 1981), M. Tom Jackson, président du Comité international du Trade Union Congress, M. Alfred Nzo, secrétaire général de l'African National Congress d'Afrique du Sud, M. David Meroro, président de la South West Africa People's Organization (SWAPO), des représentants de nombreuses organisations et des experts de Grande-Bretagne et d'autres pays occidentaux.

214. Dans ces allocutions et dans les débats de la Conférence, on a souligné l'extrême gravité de la situation en Afrique du Sud qui était le théâtre d'un conflit de plus en plus violent, la légitimité de la lutte que menaient les mouvements de libération nationale d'Afrique du Sud et de Namibie, la nécessité d'entreprendre une action au niveau international pour assurer la libération de l'Afrique du Sud et de la Namibie, et la responsabilité de la Grande-Bretagne et de l'Occident.

215. La Conférence s'est achevée par l'adoption d'une Déclaration (A/AC.115/L.568).

5. Autres activités

216. Dans un télégramme daté du 13 octobre 1981 et adressé à l'Anti-Apartheid Movement britannique, le Président du Comité spécial a félicité les Anti-Apartheid Movements britannique, irlandais et autres, d'avoir pris l'initiative d'organiser, au cours de ce mois, une semaine d'action syndicale pour isoler l'Afrique du Sud. Le 13 octobre 1981, le Président a adressé un télégramme à Mme Simone Veil, présidente du Parlement européen, lui adressant ses félicitations pour l'ouverture, au Parlement européen, de l'exposition "Nelson Mandela : la lutte de ma vie".

217. Le 30 novembre 1981, le Président a reçu M. Kurt Seibt, président du Comité de solidarité de la République démocratique allemande. M. Kurt Seibt a présenté un calendrier pour l'année 1982, publié par le Comité de solidarité de la République démocratique allemande en coopération avec le Centre des Nations Unies contre l'apartheid. Ce calendrier, intitulé "Lutte pour la liberté en Afrique du Sud", est illustré de photographies, oeuvres de M. Eli Weinberg, qui retracent certains événements de la lutte de libération en Afrique du Sud pendant la période comprise entre l'arrivée au pouvoir du régime d'apartheid en 1948 et l'interdiction de l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC). Ces photographies montrent notamment les actions de masse menées par l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC) et le South African Congress of Trade Unions (SACTU), auquel appartenait M. Weinberg.

218. Le Président a vivement félicité le Comité de solidarité pour sa précieuse contribution à la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud et sa coopération avec le Comité spécial.

219. Le 24 février 1982, le Président a envoyé un message à la Conférence nationale de solidarité pour l'indépendance et la souveraineté de l'Afrique australe, tenue à Rome, les 26 et 27 février.

220. Dans un message daté du 10 mai 1982, adressé au Congrès annuel du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) (Paris), le Président a félicité le MRAP pour le soutien actif et résolu qu'il apporte à la lutte du peuple sud-africain contre le système inhumain de l'apartheid. Le Président a rappelé que le MRAP s'efforce de dénoncer les violations flagrantes des droits de l'homme en Afrique du Sud et d'obtenir que la France cesse de collaborer avec le régime raciste dans les domaines militaire, économique, sportif et culturel.

221. Le 10 mai 1982, le Président a adressé des lettres de félicitations au Président du Conseil mondial de la paix et à tous les autres organisateurs de la Conférence mondiale sur l'océan Indien déclaré zone de paix, qui s'est tenue à New Delhi, du 23 au 25 avril 1982. Il a exprimé sa satisfaction de constater que la Conférence avait porté une attention spéciale à la militarisation et la nucléarisation de l'Afrique du Sud et avait condamné les intentions agressives de ce régime. Il a félicité les organisations de leur contribution active à la lutte contre le régime raciste d'Afrique du Sud et de leur profonde solidarité politique, morale et matérielle avec les mouvements de libération d'Afrique australe.

Q. Célébration du soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC)

222. Le Comité spécial a décidé, en août 1981, de proposer la date du 8 janvier 1982 pour célébrer le 70ème anniversaire de la création du South African Native National Congress (nommé par la suite African National Congress d'Afrique du Sud), et la date du 16 décembre 1981 pour célébrer le vingtième anniversaire de Umkhonto we Sizwe, organe militaire de l'ANC.

223. Le 11 novembre 1981, le Président du Comité spécial a lancé à l'occasion de ces anniversaires, un appel (voir A/36/708), en faveur d'une action internationale pour appuyer la juste lutte de l'African National Congress d'Afrique du Sud. Il a rappelé qu'au cours des soixante-dix dernières années, ce mouvement avait lutté avec persévérance, détermination et courage pour les droits inaliénables des Africains. Il avait fait de grands sacrifices et dans ses rangs avaient surgi d'éminents dirigeants qui méritaient le respect du monde entier. Il était devenu le fer de lance de la lutte de toutes les populations opprimées d'Afrique du Sud, ainsi que des hommes et des femmes de conscience qui luttent pour une société démocratique où tous les habitants du pays, sans distinction de race, de couleur ou de religion, jouissent de la liberté, de l'égalité des droits et de la dignité humaine. Face à la brutalité impitoyable des régimes minoritaires racistes qui s'étaient succédés, le mouvement avait toujours défendu deux principes : le non-racisme et une autodétermination véritable.

224. Le Président a poursuivi en ces termes :

"Tout en adressant nos vœux au peuple sud-africain à l'occasion de cet anniversaire, nous devons faire connaître à l'opinion publique mondiale la lutte héroïque pour la libération menée en Afrique du Sud et les forces qui l'ont empêchée de triompher. Nous devons mobiliser tous les gouvernements ainsi que tous les hommes et les femmes de bonne volonté dans un effort déterminé pour isoler le régime d'apartheid et aider le peuple sud-africain dans sa juste lutte.

Nous assistons aujourd'hui à un vaste mouvement dans tout le pays, du peuple opprimé d'Afrique du Sud - ouvriers et paysans, femmes et enfants, hommes d'Eglise et journalistes - pour la libération nationale, et à une lutte courageuse menée par les combattants de la liberté contre le régime tyrannique. L'action internationale doit venir soutenir cette étape finale et cruciale de la lutte pour l'élimination de l'apartheid.

L'anniversaire de l'ANC coïncidera avec l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud. Rendons hommage à l'héroïque peuple sud-africain par une action internationale efficace de solidarité avec sa lutte."

225. Pour célébrer le soixante-dixième anniversaire de l'African National Congress d'Afrique du Sud et le vingtième anniversaire de son aile militaire, l'Umkhonto we Sizwe, le Groupe des Etats d'Afrique à l'Organisation des Nations Unies a tenu une séance extraordinaire le 16 décembre 1981, sous la présidence de Alhaji Yusuff Maitama-Sule, président du Comité spécial.

226. Au nom du Comité spécial, le Président a présenté ses vœux à l'African National Congress et à son président, M. Oliver R. Tambo, ainsi qu'à M. Nelson Mandela, fondateur et chef de l'Umkhonto we Sizwe, qui purgeait sa vingtième année de prison. Le Président a déclaré que Nelson Mandela était devenu un symbole à la fois de la résistance pure et dure contre l'apartheid et de l'espoir d'une transition pacifique vers une société démocratique. Le Comité spécial continuerait donc à appuyer la campagne menée par le peuple sud-africain en faveur de la libération de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers politiques et intensifierait cet appui.

227. Le même jour, le Président du Comité spécial a envoyé un message de félicitations au Président de l'African National Congress d'Afrique du Sud, M. Oliver R. Tambo.

228. Le 12 janvier 1982, le Comité spécial a tenu une séance extraordinaire pour entendre M. Oliver R. Tambo, président de l'African National Congress, dans le cadre de la célébration du vingtième anniversaire de l'ANC et du lancement de l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud.

229. Dans sa déclaration, M. Tambo a accueilli avec satisfaction la décision de l'Assemblée générale de désigner 1982 l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud. Il a souligné que 1982 marquait à la fois l'Année internationale et l'"Année de l'unité d'action" célébrée par l'ANC à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire. Dans la même optique, M. Tambo a déclaré qu'en 1982, la lutte de libération menée sans discontinuer pendant 70 ans par son peuple rejoignait l'effort concerté que les Nations Unies ont déployé dans le même but tout au long des 35 dernières années.

230. M. Tambo a poursuivi en ces termes :

"Aujourd'hui, nous en sommes au point, où le régime raciste, dans son offensive armée, terrorise toute la région de l'Afrique australe - avec invasions armées, massacres, assassinats, sabotage économique, infiltration dans des Etats indépendants, de bandits armés se livrant à des actes de déstabilisation et occupant à l'heure actuelle une partie du territoire de la République populaire d'Angola - nous sommes témoins d'un crime contre toute l'Afrique, d'une atteinte au principe même d'indépendance nationale et d'intégrité territoriale. Cette agression est en partie une stratégie de défense contre l'offensive croissante des mouvements de libération, dont l'objectif - la libération nationale - jouit du soutien de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale. Cette stratégie du régime raciste vise en partie à invalider les avantages révolutionnaires obtenus par les peuples d'Afrique australe, en renversant leurs gouvernements légitimes et en les remplaçant par ses propres fantoches. Cette offensive ne peut que prendre plus d'ampleur à mesure que la lutte armée en Namibie et en Afrique du Sud s'intensifiera, ce qui est inévitable. C'est dans ce contexte qu'il est devenu à la fois impératif et urgent d'imposer des sanctions globales et obligatoires, si l'on veut arrêter l'évolution vers une guerre régionale et si l'on veut limiter la durée de la situation de conflit en isolant effectivement le régime raciste de la communauté internationale."

231. Le Président a félicité M. Tambo à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la fondation de son organisation et a fait observer que l'Assemblée générale des Nations Unies avait décidé, geste sans précédent, de présenter ses vœux à l'ANC à cette occasion. Le Comité spécial a activement encouragé la célébration dans tout le pays de cet anniversaire, qui marque un événement très important de l'histoire de la lutte du peuple africain et de tous les peuples opprimés pour la libération. Les 70 années de lutte de l'ANC constituent une épopée qu'il faut faire mieux connaître dans le monde entier, à la fois pour rendre hommage à ce mouvement et

pour mobiliser une aide plus grande pour la victoire finale de cette juste et légitime lutte. Le Comité spécial fera sa part dans cette tâche. Le Président a dit combien il admirait les grands progrès de la lutte en Afrique du Sud l'année passée et a rendu hommage aux nombreux héros qui sont tombés pour la liberté dans ce combat.

232. Le Président du Comité spécial a envoyé un certain nombre de messages aux réunions nationales qui ont été organisées à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de l'ANC.

R. Séances de commémoration du trentième anniversaire de la campagne de résistance

233. Le 24 juin 1982, le Comité spécial a tenu une séance en commémoration du trentième anniversaire de la campagne de résistance lancée par le peuple d'Afrique du Sud pour protester contre les lois racistes. Il a rappelé que c'est au cours de cette campagne que l'Assemblée générale des Nations Unies a commencé l'examen de la question de l'apartheid sur la demande des Etats d'Asie et d'Afrique.

234. Sont intervenus au cours de cette séance, MM. M. B. Yengwa et Peter Molotsi, participants à la campagne de résistance; M. George Houser, ancien directeur exécutif du Comité américain pour l'Afrique, Mme Valentina Tereshkova, présidente du Comité des femmes soviétiques, Mme Paulette Pierson-Mathy, secrétaire du Comité belge contre le colonialisme et l'apartheid; M. Haidongo, représentant de l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques et M. Jan Lonn du Mouvement international de la jeunesse et des étudiants pour les Nations Unies.

S. Célébration de journées internationales

1. Célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains (11 octobre 1981)

235. Le 24 septembre 1981, le Président du Comité spécial a demandé que soit célébrée une journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains (GA/AP/1259).

236. Le 12 octobre 1981, le Comité spécial a tenu deux séances pour célébrer la Journée de solidarité avec la participation de délégations d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, de mouvements de libération et d'organisations non gouvernementales ainsi que d'invités spéciaux.

237. Des déclarations ont été faites par le Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président du Conseil de sécurité, le Président du Comité spécial des Vingt-Quatre, le Président du Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, les présidents des groupes régionaux à l'Organisation des Nations Unies, le représentant de Cuba en qualité de représentant du Président du Mouvement des pays non alignés, le

représentant du Royaume-Uni, au nom des dix Etats membres des Communautés européennes, le représentant du Danemark, au nom des pays nordiques, le représentant du Kenya au nom de l'actuel Président de l'Organisation de l'unité africaine, et le représentant du Mozambique.

238. Sur l'invitation du Président, le secrétaire général de l'African National Congress, le Président du Pan Africanist Congress of Azania et l'observateur de la South West Africa People's Organization ont fait des déclarations.

239. Sur l'invitation du Président, des déclarations ont aussi été faites par les invités spéciaux du Comité spécial : le très honorable Michael Kelly, lord-maire de Glasgow, M. Keba M'Baye, ministre de la justice de la République du Sénégal, M. Ernest Pignon-Ernest, artiste français, et MM. Khoti Andrew Mulotsane et Hamilton Keke, syndicalistes sud-africains.

240. Des représentants des organisations non gouvernementales suivantes ont fait des déclarations : Fonds international de défense et d'aide pour l'Afrique australe, Organisation internationale pour le progrès, Confédération internationale des syndicats libres, Lawyers' Committee for Civil Rights under the Law (voir A/AC.115/PV.484 et 485).

241. Le Comité spécial a reçu un certain nombre de messages d'Etats Membres, d'institutions spécialisées, d'organisations non gouvernementales et de comités de solidarité. Les représentants de la Guinée et du Pakistan ont donné lecture de messages de leurs chefs d'Etat respectifs (A/AC.115/L.559 et Add.1).

242. Au cours de cette séance, le Comité spécial a adopté une déclaration à l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains, dans laquelle il lançait un appel à tous les gouvernements, organisations et particuliers pour qu'ils dénoncent la répression brutale en Afrique du Sud, exigent l'amnistie immédiate et inconditionnelle pour toutes les personnes emprisonnées, frappées d'interdiction, bannies ou exilées en raison de leur opposition à l'apartheid, réclament et mobilisent de l'aide pour les nobles idéaux auxquels ils ont consacré leur vie, rendent hommage comme il se doit aux martyrs et aux dirigeants de la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud; et appuient la lutte de libération en appliquant toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies pour l'isolement du régime criminel d'apartheid et fournissent toute l'aide nécessaire au mouvement de libération nationale.

243. Le Comité spécial a communiqué cette déclaration à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité (voir A/36/592-S/14724).

2. Célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars 1982)

244. Le 4 mars 1982, le Président du Comité spécial a fait une déclaration (GA/AP/1303) demandant que la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale soit célébrée aussi largement que possible.

245. Le 22 mars 1982, le Comité spécial a tenu deux séances solennelles pour célébrer cette Journée.

246. Des déclarations ont été faites par le Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président du Comité spécial des Vingt-Quatre, le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, le Président du Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, la Présidente de la Commission de la condition de la femme, le Président du Sous-Comité préparatoire de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et des représentants de groupes régionaux à l'Organisation des Nations Unies.

247. Sur l'invitation du Président, Mme Siobhan McKenna, célèbre actrice irlandaise, et M. Chinguis Aytmatov, écrivain soviétique renommé, ont fait des déclarations en tant qu'invités spéciaux du Comité spécial.

248. Le représentant du Kenya a donné lecture d'un message de l'actuel Président de l'Organisation de l'unité africaine et le représentant de Cuba a donné lecture d'un message de l'actuel Président de la Conférence des pays non alignés. Les représentants des pays suivants ont lu des messages de leurs chefs d'Etat ou de gouvernement respectifs : Afghanistan, Algérie, Australie, Bahamas, Bangladesh, Brésil, Chypre, Guinée, Haïti, Indonésie, Jamaïque, Kampuchea démocratique, Maldives, Népal, Nigéria, Pakistan, République arabe syrienne, Sénégal, Suriname, Tunisie, Turquie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique et Yougoslavie. L'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine a lu un message du Président de l'OLP.

249. Sur l'invitation du Président, les observateurs de l'African National Congress d'Afrique du Sud, du Pan Africanist Congress of Azania et de la South West Africa People's Organization ont fait des déclarations.

250. Le Président du Comité spécial a également fait une déclaration (voir A/AC.115/PV.492 et 493).

251. Outre les messages des chefs d'Etat ou de gouvernement, le Comité spécial a reçu des messages des Ministres des affaires étrangères des pays suivants : Barbade, Belgique, Chine, Hongrie, Inde, Iraq, Japon, Malaisie, Malte, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Philippines, République centrafricaine, Thaïlande et Trinité-et-Tobago, ainsi que du Représentant permanent de l'Argentine et du Ministre des affaires étrangères de la République de Corée.

252. Des messages ont aussi été reçus de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation internationale du Travail, du Comité soviétique de solidarité afro-asiatique, du Comité polonais de solidarité avec les peuples d'Asie et d'Afrique, du Comité tchécoslovaque de solidarité avec les peuples d'Afrique et d'Asie, ainsi que du Comité pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale de la République démocratique allemande et de son Comité de solidarité. Un message a aussi été reçu de l'ancien maire de Genève (voir A/AC.115/L.567).

253. Le Président du Groupe d'étude sur les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid du Comité spécial a participé à la célébration de la Journée internationale à l'Office des Nations Unies à Genève et a donné lecture d'un message du Président du Comité spécial.

3. Célébration de la Journée de la libération de l'Afrique (25 mai 1982)

254. Au cours de la Conférence régionale pour une action contre l'apartheid en Asie, le Comité spécial et tous les participants à la Conférence ont tenu une séance solennelle afin de célébrer la Journée de la libération de l'Afrique.

255. Après une minute de silence en mémoire de tous ceux qui ont donné leur vie à la juste lutte pour la liberté, l'indépendance et l'égalité des droits en Afrique, des déclarations ont été faites par le représentant des Philippines qui a donné lecture du message du Chef d'Etat des Philippines, le Président du Comité spécial contre l'apartheid, et des représentants de la République démocratique allemande, du Conseil mondial de la paix, du HART - le mouvement anti-apartheid de Nouvelle-Zélande, et des mouvements de libération nationale d'Afrique du Sud, de Namibie et de Palestine.

4. Célébration de la Journée internationale de solidarité avec la population en lutte d'Afrique du Sud (16 juin 1982)

256. Le Comité spécial a tenu une séance extraordinaire le 16 juin 1982 pour célébrer la Journée internationale de solidarité avec la population en lutte d'Afrique du Sud. Au début de cette séance extraordinaire, le Comité spécial a observé une minute de silence en mémoire des victimes de Soweto et de toutes les autres victimes de l'apartheid.

257. Le Président par intérim du Comité spécial a donné lecture d'un message reçu du Président de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité a donné lecture d'un message du Secrétaire général. Des déclarations ont été faites par le Président du Comité des Vingt-Quatre, le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, le représentant du Kenya au nom du Président de l'Organisation de l'unité africaine, le représentant de Cuba qui a donné lecture d'un message du Président de la Conférence des pays non alignés, et les présidents de groupes régionaux à l'Organisation des Nations Unies.

258. Le révérend L. John Collins, Président du Fonds international de défense et d'aide pour l'Afrique australe, a fait une déclaration en tant qu'invité spécial du Comité.

259. Sur l'invitation du Président, les observateurs de l'African National Congress d'Afrique du Sud, du Pan Africanist Congress of Azania et de la South West Africa People's Organization ont aussi fait des déclarations.

260. A l'occasion de la Journée internationale, le Comité spécial a reçu un message de S. Exc. M. Pham Van Dong, Président du Conseil des ministres de la République socialiste du Viet Nam, S. Exc. M. Ahmed Sékou Touré, Président de la République de

Guinée, S. Exc. le général Mohammed Zia-ul-Haq, Président de la République islamique du Pakistan, et M. Khien Samphan, Président du Présidium d'Etat du Kampuchea démocratique. Le Comité spécial a aussi reçu des messages du Ministre des affaires étrangères de la Barbade, du Premier Ministre adjoint et du Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne, de la Junte de reconstruction nationale du Gouvernement du Nicaragua, du Représentant permanent de l'Argentine, du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et du Comité pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale de la République démocratique allemande et de son Comité de solidarité (pour les textes, voir A/AC.115/L.572).

5. Célébration de la Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie (9 août 1982)

261. Le 9 août 1982, le Comité spécial a tenu une réunion spéciale pour marquer la Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie (A/AC.115/PV.584).

262. Sur l'initiative du Président, des déclarations ont été faites par Mme Jeanne-Martin Cissé, ministre des affaires sociales de Guinée; Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme (France); Mme Flerida Ruth P. Romero, directrice du Centre de droit de l'Université des Philippines (Philippines); Mme Edith Oeser, Humboldt Universitat zu Berlin (République démocratique allemande); Mme Luisa Chongolola, représentante de l'Organisation des femmes de l'Angola; Mme Ifigenia Martinez, ambassadeur du Mexique, Ministère des affaires étrangères; Mme Dorothy Height, présidente du National Council for Negor Women of Greater New York (Etats-Unis d'Amérique); Mme Barbara Masakela, représentante de l'ANC; Mme Nombulelo Maphoyi, représentante du PAC; Mme Lucia Hamutenya, représentante de la SWAPO.

263. Le Président a fait une déclaration au nom du Comité spécial.

264. Les participants ont observé une minute de silence en hommage aux femmes courageuses qui avaient sacrifié leur vie pour la liberté de leur pays.

T. Diffusion d'informations contre l'apartheid

265. Au cours de la période à l'étude, le Comité spécial a continué d'encourager et de promouvoir la diffusion d'informations contre l'apartheid par l'intermédiaire du Centre contre l'apartheid et du Département de l'information, ainsi que d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales, grâce à des publications en plusieurs langues et à de la documentation audio-visuelle.

266. Le Comité spécial a continué au cours de l'année à encourager le versement de contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour la diffusion d'informations contre l'apartheid, créé conformément à la résolution 3151 C (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1973. Les contributions reçues entre le 1er janvier et le 31 juillet 1982 se sont réparties comme suit :

Dollars des Etats-Unis

Autriche	4 500
Brésil	20 000
Chypre	225
Finlande	11 004
Grèce	2 000
Inde	500
Japon	10 000
Malaisie	500
Norvège	55 000
Philippines	500
République arabe syrienne	1 000
Suède	26 087
Suriname	1 000
Trinité-et-Tobago	1 000
Turquie	1 500
Venezuela	1 000

267. Depuis sa création en 1975, le Fonds d'affectation spéciale a reçu des contributions des 45 gouvernements suivants :

Algérie	2 000
Arabie saoudite	10 000
Argentine	4 000
Autriche	24 500
Bahamas	1 500
Barbade	1 500
Belgique	42 698
Bénin	227
Brésil	140 000
Chypre	1 259
Egypte	4 000
Emirats arabes unis	4 000
Ethiopie	5 000
Finlande	69 890
Ghana	3 610
Grèce	9 500
Guinée	500
Haïti	700
Inde	4 000
Irlande	11 912
Jamahiriya arabe libyenne	35 000
Japon	70 000
Koweït	20 000
Malaisie	2 500
Mali	1 767
Maurice	2 000
Mauritanie	912
Mexique	1 000
Niger	501
Nigéria	40 000

Norvège	315 000
Nouvelle-Zélande	6 500
Ouganda	1 351
Papouasie-Nouvelle-Guinée	200
Philippines	3 500
République arabe syrienne	9 000
Soudan	500
Suède	48 825
Suriname	2 000
Togo	613
Trinité-et-Tobago	6 500
Tunisie	15 000
Turquie	4 500
Venezuela	5 000
Zambie	3 120

268. En outre, les Gouvernements de la République démocratique allemande, de l'Inde et des Philippines, ainsi que plusieurs organisations ont aidé le Centre contre l'apartheid, en sortant des publications en coopération avec lui.

269. Des subventions modestes du Fonds d'affectation spéciale ont été utilisées par le Centre contre l'apartheid, en consultation avec le Comité spécial, pour produire du matériel d'information, acheter et distribuer des films, organiser des concours de rédaction et des expositions d'art, par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies et des organisations non gouvernementales compétentes.

U. Participation à des conférences et messages adressés à des conférences

1. Participation à des conférences

270. Au cours de la période considérée, le Comité spécial a envoyé des représentants ou des messages à un certain nombre de conférences nationales et internationales consacrées au problème de l'apartheid.

271. Le Comité spécial s'est fait représenter aux conférences suivantes :

- i) Réunion du Comité préparatoire de la Conférence mondiale de solidarité des jeunes et des étudiants avec les peuples, les jeunes et les étudiants en lutte d'Afrique australe.
Helsinki (Finlande), 26 et 27 septembre 1981.
M. Kennedy F. Apoe (Nigéria)
- ii) United States National Student Anti-Apartheid Strategy Conference
(Conférence nationale des étudiants des Etats-Unis sur une stratégie de lutte contre l'apartheid), New York, 2 et 3 octobre 1981.
M. Kennedy F. Apoe (Nigéria)
- iii) Congrès mondial des femmes, Prague (Tchécoslovaquie), 8-13 octobre 1981.
Mme Maria Lourdes Ramiro Lopez (Philippines)

- iv) Conference in Solidarity with the Liberation Struggle of the Peoples of Southern Africa (Conférence de solidarité avec la lutte de libération des peuples d'Afrique australe), New York (Etats-Unis d'Amérique), 9-11 octobre 1981.
M. John O. Aje (Nigéria)
- v) Conférence de l'Irish Anti-Apartheid Movement, Dublin (Irlande), 24 octobre 1981.
M. James Victor Gbeho (Ghana)
- vi) Semaine d'action syndicale contre l'apartheid, Irlande et Royaume-Uni, 24-31 octobre 1981.
M. James Victor Gbeho (Ghana)
- vii) Conférence mondiale de solidarité des jeunes et des étudiants avec les peuples, les jeunes et les étudiants en lutte d'Afrique australe, Luanda (Angola), 13-15 novembre 1981.
M. Izhar Ibrahim (Indonésie)
M. Kennedy F. Apoe (Nigéria)
- viii) Célébration du cinquante-troisième anniversaire de Martin Luther King, Jr, Atlanta (Etats-Unis d'Amérique), 13-15 janvier 1982.
Alhaji Yusuff Maitama-Sule (Nigéria), président
M. Natarajan Krishnan (Inde)
M. Ahmed Mohamed Adan (Somalie)
M. Frank Owen Abdullah (Trinité-et-Tobago)
M. Vladimir Alekseyewich Kravets (RSS d'Ukraine).
- ix) Réunion du Sous-Comité des organisations non gouvernementales sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation, Genève, (Suisse), 25 janvier 1982.
Mme Maria Lourdes Ramiro Lopez (Philippines)
- x) Réunion préparatoire de la Conférence internationale sur les femmes et l'apartheid, Bruxelles (Belgique), 26 et 27 janvier 1982.
M. János Matus (Hongrie)
Mme Maria Lourdes Ramiro Lopez (Philippines)
- xi) Réunion du Conseil d'administration de l'OMS, Genève (Suisse), 21 janvier 1982.
M. James Victor Gbeho (Ghana)
- xii) Ouverture d'une série de conférences organisées, dans le cadre de l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, par l'Africa Centre et l'Anti-Apartheid Movement, Londres (Royaume-Uni)
M. James Victor Gbeho (Ghana)

- xiii) Conférence de l'Anti-Apartheid Movement britannique sous le thème "Afrique australe : il est temps de choisir", organisée en coopération avec le Comité spécial, Londres (Royaume-Uni), 11-13 mars 1982.
Alhaji Yusuff Maitama-Sule (Nigéria), président
M. Wirjono Sastrohendojo (Indonésie)
M. Luis Sandiga (Pérou)
M. Vladimir Khandogy (RSS d'Ukraine)

- xiv) Comité préparatoire pour la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale de 1983, New York, 15-26 mars 1982.
M. Alhaji Yusuff Maitama-Sule (Nigéria), président

- xv) Cinquième Séminaire des Nations Unies sur les droits des Palestiniens, New York, 15-19 mars 1982.
M. Gervais Charles (Haïti), rapporteur

- xvi) Réunion spéciale marquant la Semaine de solidarité avec les peuples en lutte contre le racisme et la discrimination raciale, organisée par le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies, en coopération avec le Comité spécial et plusieurs organisations non gouvernementales, New York, 25 mars 1982.
M. Alhaji Yusuff Maitama-Sule (Nigéria), président

- xvii) Séminaire international sur la résistance contre l'occupation, l'oppression et l'apartheid en Afrique du Sud, organisé par le Comité spécial en coopération avec l'Unesco, Maison de l'Unesco, Paris (France), 29 mars-2 avril 1982.
M. Gervais Charles (Haïti)
M. János Matus (Hongrie)
M. Yadab K. Silwal (Népal)

- xviii) Réunion d'urgence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, Koweït, 6-8 avril 1982.
M. Alhaji Yusuff Maitama-Sule (Nigéria), président

- xix) Comité préparatoire de la Conférence internationale de solidarité avec les Etats de première ligne, Lisbonne (Portugal), 17 et 18 avril 1982.
M. Babiker Khalifa (Soudan)
M. Vladimir Khandogy (RSS d'Ukraine)

- xx) Forum consacré à l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, Bermudes, 19 avril 1983
M. Abdelkader Messahel (Algérie)

- xxi) Conférence mondiale sur l'océan Indien en tant que zone de paix, New Delhi (Inde), 23-25 avril 1982.
M. Vladimir A. Kravets (RSS d'Ukraine)
M. Hernan Couturier (Pérou)
M. Kehsav Raj Jha (Népal)

- xxii) Conférence canadienne de solidarité avec la lutte de libération des peuples d'Afrique australe, Ottawa (Canada), 7-9 mai 1982.
M. Bassy Camara (Guinée)
Mlle Olajumoke Oladayo Abafemi (Nigéria)
- xxiii) Réunion plénière extraordinaire du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, Arusha (République-Unie de Tanzanie), 10-14 mai 1982.
M. James Victor Gbeho (Ghana)
- xxiv) Conférence internationale sur les femmes et l'apartheid, organisée par le Comité spécial en coopération avec le Comité international de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie, Bruxelles (Belgique), 17-19 mai 1982.
Alhaji Yusuff Maitama-Sule (Nigéria)
M. Ferenc Somogyi (Hongrie)
Mme Maria Lourdes Ramiro Lopez (Philippines)
- xxv) Conférence régionale pour une action contre l'apartheid en Asie, organisée par le Comité spécial en coopération avec le Gouvernement des Philippines, Manille (Philippines), 24-26 mai 1982.
Tous les membres du Comité spécial
- xxvi) Réunion préparatoire de la Conférence internationale de solidarité avec les Etats de première ligne, Lisbonne (Portugal), 28-31 mai 1982.
M. Hilary Kuwzle Ziniel (Ghana)
- xxvii) Réunion du Bureau de coordination des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, La Havane (Cuba), 31 mai-4 juin 1982.
M. James Victor Gbeho (Ghana)
- xxviii) Réunion du Sous-Comité des organisations non gouvernementales sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation, Genève (Suisse), 15 juillet 1982.
M. Djebel Coumbassa (Guinée)
- xxix) Séminaire international sur l'action des étudiants pour la paix et la libération nationale, Addis-Abeba (Ethiopie), 7-10 juillet 1982
M. Vladimir D. Khandogy (RSS d'Ukraine)
- xxx) Réunion du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe, Commission des droits de l'homme, Londres (Royaume-Uni), 12-16 juillet 1982
M. Yusuf Ismail Khalaf (Somalie)

2. Messages adressés par le Comité spécial à des conférences internationales et nationales

272. Le Président du Comité spécial a adressé des messages aux conférences suivantes :

- a) Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains, organisée par plusieurs organisations françaises, 11 octobre 1981.

- b) Semaine d'action syndicale contre l'apartheid, Bermudes, 25-31 octobre 1981.
- c) Congrès du Mouvement français contre l'apartheid (CAO), Paris, 31 octobre et 1er novembre 1981.
- d) Deuxième séminaire du Comité international de la lutte contre l'apartheid, la discrimination raciale et le colonialisme en Afrique australe sur l'aide matérielle, Francfort, (République fédérale d'Allemagne) 6-8 novembre 1981.
- e) Conférence sur l'apartheid et la santé, Brazzaville (Congo), 16-20 novembre 1981.
- f) Dixième réunion du Présidium de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques, Kaboul (Afghanistan), 18-22 novembre 1981.
- g) Rencontre organisée à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de l'ANC par l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et le Mouvement anti-apartheid (MAA), Paris (France), 8 janvier 1982.
- h) Message au Lord-Maire de Glasgow à l'occasion de l'inauguration d'une exposition consacrée à Nelson Mandela, 8 janvier 1982.
- i) Message aux églises de Glasgow (Royaume-Uni), à l'occasion de la Journée de prière pour les prisonniers politiques en Afrique du Sud qu'elles ont organisée le 10 janvier 1982.
- j) Message à l'African Students Association (Association des étudiants africains) à New Delhi (Inde), à l'occasion du Festival Africana, dédié aux combattants de la liberté de Namibie et marquant le soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'ANC.
- k) Réunion du Comité permanent des ONG du Conseil exécutif de l'OMS, Genève (Suisse), 24 janvier 1982.
- l) Conférence nationale de solidarité pour l'indépendance et la souveraineté de l'Afrique australe, Rome (Italie), 26 et 27 février 1982 (GA/AP/1296).
- m) Session du Conseil des ministres de l'OUA, Addis-Abeba (Ethiopie), 22 février-1er mars 1982.
- n) Réunion pour célébrer le soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'ANC, organisée par le Comité anti-apartheid belge, Bruxelles (Belgique), 5 mai 1982.

- o) Congrès du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Paris (France), 8 et 9 mai 1982.
- p) Onzième Assemblée de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, Prague (Tchécoslovaquie), 3-9 juin 1982.
- q) Séminaire international sur la situation militaire en Namibie et relative à ce pays, organisé par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, Autriche, 8-11 juin 1982.
- r) Réunion du Conseil des ministres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole, Tunis (Tunisie), 14-16 juin 1982.
- s) Séminaire sur l'apartheid organisé par le Conseil indien des affaires mondiales, Lucknow (Inde), 24 août 1982.
- t) Conférence internationale "La jeunesse contre le déstabilisation de l'Afrique du Sud dans le sous-continent" (organisée par le Comité d'action et de solidarité pour les étudiants d'Afrique australe), Maseru (Lesotho), 8-11 septembre 1982.

V. Coopération avec les organes de l'ONU et avec d'autres organisations

273. Le Comité spécial a maintenu des rapports de coopération étroits avec d'autres organes de l'ONU oeuvrant en faveur de l'Afrique australe, notamment le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et le Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud. Il les a invités à participer à plusieurs réunions extraordinaires et conférences du Comité spécial et a envoyé des représentants assister à leurs réunions spéciales et à y prendre la parole.
274. Le Comité spécial a continué de coopérer avec la Commission des droits de l'homme et son Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe.
275. L'Organisation de l'unité africaine étant présente aux réunions du Comité spécial en tant qu'observateur et ses représentants ont été expressément invités à plusieurs reprises, à participer aux réunions extraordinaires et aux conférences du Comité spécial et à y prendre la parole.
276. Le Comité spécial a continué de maintenir des rapports de coopération étroits avec le Mouvement des pays non alignés. Il a invité le représentant du Président de la Conférence des pays non alignés à assister à ses réunions extraordinaires et à ses conférences.
277. A sa 487ème séance, le représentant de l'Unesco a présenté au Comité spécial une publication intitulée "l'Afrique du Sud et les bantoustans". Le Président a félicité l'Unesco de sa précieuse contribution à la lutte contre l'apartheid.

W. Travaux des organes subsidiaires du Comité spécial

1. Travaux du Sous-Comité de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration avec l'Afrique du Sud

278. Le Sous-Comité de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration avec l'Afrique du Sud a tenu un certain nombre de réunions pour examiner les questions relatives à la collaboration des gouvernements, des sociétés transnationales et des personnes privées avec le régime raciste d'Afrique du Sud ainsi que l'application des résolutions des Nations Unies sur la question de l'Afrique du Sud. Conformément aux recommandations du Sous-Comité, le Comité spécial a décidé de publier en tant que document le rapport sur les sociétés transnationales ayant des investissements importants en Afrique du Sud (A/AC.115/L.574) et de présenter à l'Assemblée générale un rapport spécial sur l'évolution récente des relations entre Israël et l'Afrique du Sud (A/37/36/Add.1).

2. Travaux du Sous-Comité des pétitions et de l'information

279. Le Comité des pétitions et de l'information a tenu un certain nombre de réunions et a examiné des communications reçues d'organisations non gouvernementales opposées à l'apartheid. Il s'est maintenu en liaison étroite avec les mouvements anti-apartheid et d'autres organisations non gouvernementales afin de promouvoir une campagne internationale pour l'élimination de l'apartheid.

3. Travaux des groupes d'étude

280. Le Groupe d'étude sur les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid et le Groupe d'étude sur les prisonniers politiques ont tenu plusieurs réunions durant la période considérée, et présenté des recommandations au Comité spécial sur les points suivants :

a) Préparation de la célébration de la Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie;

b) Conférence internationale sur les femmes et l'apartheid (Bruxelles, 17-19 mai 1982);

c) Préparation de la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains;

d) Campagne internationale élargie pour la libération de Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques en Afrique du Sud;

e) Diverses autres questions entrant dans le domaine de leurs compétences.

X. Liste des déclarations publiées par le Comité spécial

281. Au cours de la période considérée, le Comité spécial a publié les déclarations suivantes :

- | | |
|-------------------|---|
| 14 septembre 1981 | Déclaration du Président déplorant l'arrivée de l'équipe de rugby sud-africaine aux Etats-Unis d'Amérique (GA/AP/1254) |
| 14 septembre 1981 | Déclaration du Président félicitant les Néo-Zélandais qui se sont opposés à la tournée de l'équipe de rugby sud-africaine (GA/AP/1255) |
| 17 septembre 1981 | Appel du Président demandant que l'on dénonce les menaces dont fait l'objet le Conseil des églises d'Afrique du Sud (GA/AP/1256) |
| 17 septembre 1981 | Déclaration du Président félicitant le Conseil oecuménique des églises d'avoir rompu ses liens avec les banques qui consentent des prêts à l'Afrique du Sud (GA/AP/1257) |
| 17 septembre 1981 | Appel lancé par le Président aux associations médicales nationales pour qu'elles s'opposent à la réintégration de l'Association médicale d'Afrique du Sud dans l'Association médicale mondiale (GA/AP/1258) |
| 24 septembre 1981 | Déclaration du Président en faveur de la Conference on Solidarity with the Liberation Struggles of the Peoples of Southern Africa (Conférence de solidarité avec les luttes de libération des peuples d'Afrique australe), tenue à New York, du 9 au 11 octobre 1981 (GA/AP/1260) |
| 2 octobre 1981 | Déclaration du Président dénonçant la décision de l'Association médicale mondiale de réadmettre en son sein l'Association médicale d'Afrique du Sud (GA/AP/1261) |
| 10 novembre 1981 | Déclaration du Président dénonçant la proclamation de l'"indépendance" du Ciskei (GA/AP/1267) |
| 11 novembre 1981 | Déclaration du Président demandant la célébration dans tous les pays du soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC) (GA/AP/1268) |
| 27 novembre 1981 | Déclaration du Président exprimant sa profonde consternation devant la mort en détention d'un prisonnier politique, M. Tshifiwa Moufhe (GA/AP/1270) |

27 novembre 1981	Déclaration du Président dénonçant l'assassinat de M. Griffith Mxenge, avocat, à Durban (GA/AP/1271)
1er décembre 1981	Déclaration du Président dénonçant la détention de syndicalistes et d'autres dirigeants en Afrique du Sud (GA/AP/1272)
8 décembre 1981	Déclaration du Président félicitant la Welsh Rugby Union (Fédération galloise de rugby) d'avoir annulé sa tournée en Afrique du Sud (GA/AP/1273)
8 décembre 1981	Appel du Président exhortant la communauté internationale à prendre des mesures pour garantir la sécurité des prisonniers politiques détenus à Robben Island (GA/AP/1274)
10 décembre 1981	Déclaration du Président condamnant l'invasion de l'Angola par l'Afrique du Sud (GA/AP/1276)
14 décembre 1981	Déclaration du Président à l'occasion de la visite du Ministre israélien de la défense en Namibie (GA/AP/1277)
16 décembre 1981	Télégramme du Président félicitant l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC) à l'occasion du vingtième anniversaire de la lutte armée en Afrique du Sud (GA/AP/1278)
8 février 1982	Déclaration du Président manifestant sa profonde consternation devant la mort en détention de M. Neil Aggett, dirigeant syndical (GA/AP/1287)
16 février 1982	Déclaration du Président exprimant sa satisfaction devant la décision adoptée par l'ACP et la CEE de soutenir l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud (GA/AP/1291)
19 février 1982	Message du Président à la Commission des droits de l'homme (GA/AP/1294)
25 février 1982	Appel du Président à la mobilisation de l'opinion publique mondiale en faveur de la libération immédiate des détenus sud-africains (GA/AP/1295)
1er mars 1982	Déclaration du Président déplorant la décision des Etats-Unis concernant l'embargo sur les armes (GA/AP/1298)
2 mars 1982	Déclaration du Président condamnant une équipe britannique de cricket pour avoir effectué une tournée en Afrique du Sud (GA/AP/1300)

4 mars 1982	Appel du Président à la célébration la plus large possible de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (GA/AP/1303)
15 mars 1982	Message adressé par le Président au Secrétaire général de l'African National Congress concernant le plastiquage des locaux de l'ANC à Londres (GA/AP/1310)
22 mars 1982	Déclaration du Président félicitant des groupes d'étudiants des Etats-Unis d'avoir organisé les "deux semaines d'action et de soutien aux mouvements de libération d'Afrique australe" (GA/AP/1315)
7 avril 1982	Appel du Président en faveur de mesures urgentes pour empêcher l'exécution imminente de trois combattants de la liberté de l'ANC (GA/AP/1326)
20 avril 1982	Message du Président adressé aux gouvernements et aux peuples des pays nordiques leur demandant d'accorder leur plein appui aux efforts déployés pour libérer l'Afrique du Sud et l'ensemble du continent africain (GA/AP/1327)
21 mai 1982	Déclaration du Président par intérim manifestant son indignation devant les tentatives des Etats-Unis de renforcer leur collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud (GA/AP/1342)
15 juin 1982	Déclaration du Président par intérim critiquant le refus des Etats-Unis de délivrer des visas aux personnes invitées par le Comité spécial ou les retards dans la délivrance de ces visas
1er juillet 1982	Appel lancé par le Président afin que des mesures concrètes soient prises pour aider les femmes opprimées d'Afrique du Sud et de Namibie (GA/AP/1353)
9 juillet 1982	Déclaration du Président relative à la grève des travailleurs des mines d'or en Afrique du Sud (GA/AP/1354)
4 août 1982	Déclaration du Président à l'occasion du vingtième anniversaire de l'arrestation de Nelson Mandela (GA/AP/1355)
6 août 1982	Déclaration du Président demandant la non-participation de scientifiques à une conférence sur la conversion du charbon à Pretoria (GA/AP/1358)

- 13 août 1982 Déclaration du Président condamnant les peines de mort imposées à trois combattants de la liberté en Afrique du Sud (GA/AP/1361)
- 17 août 1982 Appel lancé par le Président en faveur d'une action effective pour mettre un terme aux massacres d'Africains perpétrés par le régime de Pretoria (GA/AP/1362)
- 24 août 1982 Déclaration du Président demandant un appui actif pour la Conférence des parlementaires d'Europe occidentale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud (GA/AP/1364)
- 15 septembre 1982 Appel lancé par le Président pour le financement des travaux du Comité international de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie (GA/AP/1367)

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. INTRODUCTION

282. Le Comité spécial a souligné à maintes reprises que l'apartheid est un crime contre l'humanité et un problème qui concerne l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale.

283. L'apartheid est un système intolérable de domination, d'exploitation et d'humiliations imposé au nom du racisme à la grande majorité du peuple d'Afrique du Sud. Il a non seulement apporté d'immenses souffrances à ce peuple, mais a été la cause permanente de ruptures de la paix et d'actes de terrorisme et de déstabilisation commis par le régime raciste d'Afrique du Sud dans toute l'Afrique australe, en violation des principes juridiques et moraux internationaux. Il risque de déclencher un conflit beaucoup plus vaste et plus effroyable et menace le maintien de la paix et de la sécurité internationales, aussi bien que l'instauration d'une coopération internationale véritable.

284. En 1982, 30 ans se sont écoulés depuis que l'Assemblée générale a commencé d'examiner la "question du conflit racial en Afrique du Sud résultant des politiques d'apartheid du Gouvernement de l'Union sud-africaine", depuis que le régime d'apartheid, qui prit le pouvoir en 1948, entreprit d'affermir sa domination raciste en intensifiant ses actes de répression au mépris flagrant des dispositions de la Charte des Nations Unies, et depuis que le peuple opprimé a lancé la "Campagne de défi aux lois injustes", mouvement historique de résistance passive contre l'injustice.

285. Vingt ans se sont écoulés depuis que l'Assemblée générale dans sa résolution 1761 (XVII) du 6 novembre 1962, a prié les Etats Membres de prendre, individuellement ou collectivement, une série de mesures concrètes pour entraîner l'abandon de la politique d'apartheid et a créé le Comité spécial chargé de faciliter la mise en oeuvre d'une politique efficace par l'Organisation des Nations Unies.

286. L'année en cours, proclamée par l'Organisation des Nations Unies Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, marque le soixante-dixième anniversaire de l'organisation par le peuple africain d'Afrique du Sud d'un mouvement national de lutte pour ses droits inaliénables, à la suite de la venue au pouvoir dans le pays d'un régime blanc minoritaire qui s'est employé à le déposséder de ses terres et de sa liberté.

287. Ce mouvement national a été source d'inspiration pour le monde en raison de sa cause, juste autant que légitime, des sacrifices qu'il a consentis et de son plaidoyer persistant en faveur d'une politique non raciste, face aux provocations et aux attaques intolérables du régime raciste minoritaire. Il a suscité la création de mouvements nationaux dans d'autres pays africains et a considérablement influé sur les luttes pour la justice dans beaucoup d'autres continents. Il s'est fixé pour objectif la réalisation des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et mérite le respect et l'appui de tous.

288. Il y aura bientôt cinq siècles que la colonisation européenne du continent africain a ouvert une période tragique et infâme de l'histoire du monde, source d'injustices, de souffrances et d'humiliations sans nombre pour les enfants des peuples africains. Le pacte par lequel les puissances coloniales réunies à Berlin, il y a près d'un siècle, se sont partagé le sol africain a perpétué cette tragédie.

289. Nombreux sont les pays africains qui ont accédé à l'indépendance au cours des décennies passées, au prix de sacrifices énormes et grâce à la bonne volonté d'hommes et de femmes éclairés d'autres continents. C'est avec fierté que l'Organisation des Nations Unies peut rappeler le rôle positif qu'elle a joué dans ce processus historique. Aujourd'hui, la libération de l'Afrique du Sud et de la Namibie est le dernier obstacle à vaincre pour réaliser l'émancipation complète de l'Afrique et proclamer l'aube d'une ère nouvelle.

290. Dans ce contexte historique, le Comité spécial prie instamment l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale de procéder d'urgence à une évaluation sérieuse des efforts qu'elles déploient pour éliminer l'apartheid et d'adopter toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter de leurs responsabilités, en tenant compte de l'escalade des actes d'oppression et d'agression du régime raciste sud-africain et des vastes dangers que présentent la politique d'armement et le programme nucléaire d'un régime qui, plus que tout autre peut-être dans l'histoire, n'a cessé de défier la communauté internationale.

B. LE CRIME D'APARTHEID ET L'AMPLEUR DES DANGERS QU'IL PRESENTE

291. Le problème du racisme en Afrique du Sud a commencé à revêtir une forme extrêmement grave en 1948, lorsque le parti national, avocat de l'apartheid, fut élu au pouvoir cette même année grâce aux voix de la minorité blanche ayant droit de vote. Grandement influencé par l'idéologie nazie, il propagea l'idée du prétendu "péril noir" et jura d'imposer la domination raciste.

292. En dépit de ses antécédents, il réussit à s'assurer la bienveillance et l'appui des principales puissances occidentales en leur offrant sa coopération dans la "guerre froide" naissante et en participant à leurs manoeuvres destinées à empêcher la libération de l'Afrique. En donnant aux sociétés transnationales les moyens de réaliser des opérations profitables, notamment dans le cadre des mesures de répression contre les travailleurs africains, il s'assura la collaboration de puissants groupes d'intérêt.

293. Devant la mise en oeuvre du programme du régime d'apartheid, le peuple opprimé, représentant la majorité écrasante de la population, lança en 1952 la Campagne mémorable de défi aux lois injustes. La même année, à la demande d'Etats afro-asiatiques, l'Organisation des Nations Unies commença à se pencher sur le problème de l'apartheid.

294. Durant ces 30 années en dépit des efforts de la communauté internationale, l'oppression raciste en Afrique du Sud n'a cessé de croître au prix de souffrances sans nom pour la population. Quelques faits suffisent à en témoigner.

295. Au cours de ces 30 années, plus de 3 millions de Noirs ont été chassés de leurs foyers.

296. Environ 13 millions d'Africains ont été arrêtés en vertu de la loi vexatoire sur les "laissez-passer", qui restreint leur liberté de mouvement en dehors des réserves.
297. Le régime raciste s'est employé à priver 7 millions d'Africains de leur nationalité sur leur propre sol en pratiquant une politique de bantoustans qu'il poursuit encore.
298. Il a recouru aux massacres - tels que les tueries horribles de Sharpeville en 1960 et Soweto en 1976 - au cours desquels des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sans arme ont été tués ou blessés.
299. Depuis la promulgation en Afrique du Sud, en 1963, des lois sur la détention illimitée sans procès, plus de 5 000 personnes ont été détenues par la Sûreté pendant des périodes de durée variable. La torture brutale et raffinée de personnes arrêtées pour être interrogées - qu'il s'agisse de celles soupçonnées d'avoir contrevenu aux lois arbitraires du régime ou de celles considérées comme des témoins éventuels - est devenue une pratique courante à laquelle n'échappent pas les femmes et les enfants.
300. De nombreux dirigeants syndicaux (Lawrence Ndzanga, Elijah Loza, Neil Aggett, entre autres), animateurs populaires reconnus (Looksmart Ngudle, Suliman Saloojee, Caleb Mayekiso, Ahmed Timol, Joseph Moluli, Mapetla Mohapi, Wellington Tshazibane, Nanaoath Ntshuntsha, Samuel Malinga et Steve Biko) et même un dirigeant religieux (l'imam Abdullah Haron) ont été torturés à mort en prison.
301. Le régime a promulgué des mesures d'interdiction arbitraires qui ont durement frappé des milliers de personnes des deux sexes. Parmi les grands patriotes, écrivains, hommes d'église et autres, nombreux sont ceux dont les paroles ou les écrits ne peuvent être même cités en Afrique du Sud. Il n'est pas jusqu'au Chef Albert Lutuli, prix Nobel de la paix, qui n'ait été frappé d'interdiction pendant les dernières années de sa vie.
302. Devant l'accession à l'indépendance des pays africains survenue au cours des décennies passées, le régime raciste, acculé au désespoir, a redoublé ses actes d'agression pour arrêter la marche vers la liberté ou tout au moins pour s'entourer d'Etats "satellites".
303. Il a non seulement militarisé la Namibie et intensifié la guerre contre le peuple namibien et son seul représentant authentique, la South West Africa People's Organization (SWAPO), mais il a également apporté son appui aux guerres du régime illégal de Smith en Rhodésie du Sud et des colonialistes portugais en Angola contre le peuple africain.
304. En 1975-1976, il s'est livré à une invasion massive de l'Angola, puis à d'innombrables actes d'agression dans les années qui ont suivi. Depuis août 1981, il a lancé une série d'attaques de grande envergure contre ce pays dont il occupe maintenant une grande partie du territoire. Il s'est rendu coupable d'actes d'agression contre la Zambie et le Mozambique et d'actes de terrorisme, de déstabilisation et de violation de souveraineté contre virtuellement chacun des

Etats indépendants qui bordent ses frontières. Il a même participé à l'invasion criminelle des Seychelles, une république insulaire de l'océan Indien, par une bande de mercenaires.

305. L'acharnement désespéré du régime raciste, le renforcement de son appareil militaire et son programme nucléaire menacent de déclencher un conflit plus vaste aux répercussions incalculables pour la paix et la sécurité dans le monde.

C. LES RESPONSABLES DU MAINTIEN DE L'APARTHEID

306. Durant les 20 années qui se sont écoulées depuis que l'Assemblée générale a demandé aux Etats Membres de prendre des mesures concrètes, des progrès considérables ont été accomplis sur le plan de l'engagement de la communauté internationale et des efforts qu'elle a consentis.

307. De nombreux gouvernements - en particulier ceux des Etats africains non alignés et des pays socialistes - ont imposé des sanctions globales contre l'Afrique du Sud. Ces mesures, adoptées au prix de grands sacrifices pour certains pays, les pays en développement notamment, traduisent leur engagement résolu à éliminer l'apartheid et leur loyauté à l'égard de l'Organisation des Nations Unies. Dans l'exercice de leurs responsabilités vis-à-vis du peuple opprimé d'Afrique du Sud et de l'humanité, les Etats voisins de l'Afrique du Sud ont été constamment victimes de menaces, d'actes d'agression, de terrorisme et de déstabilisation de la part du régime raciste.

308. Entre-temps, le principe de sanctions contre l'Afrique du Sud a rallié une majorité de pays, y compris au sein des Etats occidentaux qui s'opposaient à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale en date du 6 novembre 1962. Plusieurs d'entre eux ont adopté des mesures partielles aux répercussions notables contre le régime d'apartheid.

309. Des gouvernements de toutes les régions du monde ont contribué à financer l'assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale.

310. Partout dans le monde s'est organisé un mouvement public contre l'apartheid puissant et hautement révélateur, qui s'est manifesté par les actions de mouvements anti-apartheid et de solidarité, d'organismes religieux, de syndicats, d'organisations de jeunes, d'étudiants, de femmes et d'autres secteurs de la population.

311. Cependant, comme on l'a déjà signalé, l'apartheid est loin d'être éliminé. Le régime de Pretoria impose l'apartheid par des moyens brutaux qui se dissimulent derrière l'écran d'une propagande destinée à faire diversion. Il a entrepris de déposséder le peuple africain de tous ses droits par le biais de la prétendue "indépendance" des bantoustans, du déplacement forcé des populations et d'autres mesures. D'ores et déjà, il a réussi à priver, grâce à sa politique machiavélique des bantoustans, près d'un tiers de la population africaine autochtone d'Afrique du Sud de ses droits dans le pays.

312. Le Comité spécial ne peut faire autrement qu'appeler de nouveau l'attention sur la responsabilité des principales puissances occidentales et d'un grand nombre de sociétés transnationales et d'autres groupes d'intérêt qui ont, au mépris de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, continué d'apporter leur collaboration à la politique d'apartheid, en fournissant un appui militaire, économique, technique et autre au régime raciste. Ce faisant, ils ont retardé le triomphe de la lutte légitime et épique que mène le peuple sud-africain pour sa liberté.

313. Plusieurs gouvernements occidentaux et celui d'Israël ont fourni au régime raciste un énorme arsenal de matériel et de techniques militaires et l'ont aidé à poursuivre son programme nucléaire. Ils ont autorisé des sociétés relevant de leur autorité à investir dans l'industrie sud-africaine de l'armement.

314. Qui plus est, ces pays - en particulier le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne et la Suisse - ont considérablement accru leurs investissements en Afrique du Sud.

315. Les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud ont fortement intensifié leurs échanges avec ce pays, rendant ainsi illusoire les sacrifices consentis par beaucoup de pays en développement.

316. L'accroissement du commerce entre l'Afrique du Sud et ses quatre principaux partenaires est particulièrement révélateur à cet égard :

Echanges entre l'Afrique du Sud et ses principaux partenaires commerciaux

(En 1962 et 1980)

(En milliers de dollars)

Pays	1962				1980				Accroissement en pourcen- tage de l'ensemble des échanges commerciaux (1962/1980)
	Importations sud- africaines	Exportations sud- africaines	Total des importations et des exportations	Importations sud- africaines	Exportations sud- africaines	Total des importations et des exportations	Importations et des exportations		
Etats-Unis d'Amérique	235 382	109 620	345 002	2 509 340	2 118 357	4 627 697	4 627 697	1 341	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	426 426	338 702	765 128	2 234 966	1 779 667	4 014 633	4 014 633	524	
République fédérale d'Allemagne	143 220	59 150	202 370	2 391 051	1 028 127	3 419 178	3 419 178	1 689	
Japon	58 044	101 346	159 390	1 659 041	1 549 994	3 209 035	3 209 035	2 013	

Note : Ces chiffres englobent l'Union douanière sud-africaine. Les statistiques pour l'Afrique du Sud ne tiennent pas compte du commerce de l'or, des armes et du pétrole.

Source : Statistiques commerciales des Nations Unies.

/...

317. Les Etats occidentaux, membres permanents du Conseil de sécurité ont empêché celui-ci de donner suite aux appels répétés, qu'en vertu de décisions adoptées à une écrasante majorité l'Assemblée générale et d'autres organes lui ont lancés, pour qu'il prenne des mesures obligatoires à l'encontre du régime raciste au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. En fait, très souvent, les demandes de l'Assemblée générale ne sont même pas examinées par le Conseil de sécurité en raison de la résistance obstinée et des menaces de veto des membres en question.

318. Ces puissances, qui se sont empressées d'appliquer des sanctions, individuellement ou collectivement, à l'encontre de plusieurs autres pays, se sont constamment opposées à ce que des mesures analogues soient prises contre le régime raciste d'Afrique du Sud et ont renforcé leur collaboration avec celui-ci. Alors qu'elles ont aidé l'Afrique du Sud dans les efforts que celle-ci déploie pour subvenir à ses propres besoins en matière d'armements et de marchandises stratégiques, ces puissances prétendent qu'elles ont peu d'influence sur ce pays.

319. Les gouvernements, les sociétés transnationales et les autres intérêts qui apportent un appui au régime d'apartheid dans le domaine militaire et dans d'autres domaines et qui le protègent contre toute action impérative menée en vertu de la Charte des Nations Unies ont une grande part de responsabilité dans les crimes dont ce régime s'est rendu coupable à l'égard des peuples d'Afrique du Sud et d'autres pays africains.

320. Ainsi qu'il est dit dans la Déclaration de Paris sur des sanctions contre l'Afrique du Sud (A/36/319-S/14531) :

"La collaboration politique, économique et militaire continue de certains Etats occidentaux et de leurs sociétés transnationales avec le régime raciste d'Afrique du Sud encourage celui-ci à persister dans son attitude d'intransigeance et de défi à l'égard de la communauté internationale et constitue un obstacle important à l'élimination du système inhumain et criminel d'apartheid en Afrique du Sud et à l'accession du peuple de Namibie à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale."

321. Le peuple opprimé d'Afrique du Sud et ses amis ont été amenés de se demander, devant les divergences entre les déclarations et les actes de certaines puissances occidentales si la politique de ces puissances était exempte de racisme, si elles ne se souciaient pas avant tout des centaines de millions de dollars de bénéfices que leur rapportait chaque année l'exploitation de travailleurs noirs traités comme des esclaves, et si leurs gouvernements étaient véritablement disposés à rompre les liens étroits et fraternels qu'ils avaient noués avec les dirigeants sud-africains à une époque où une grande partie de l'Afrique était soumise à leur domination coloniale.

322. L'attitude égoïste et à courte vue d'une petite minorité d'Etats, en particulier des principales puissances occidentales, a sapé l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil de sécurité, l'organisme des Nations Unies doté de la plus haute autorité, a été paralysé et, de ce fait, même ses résolutions ont été bafouées par le régime de Pretoria. Cet état de choses porte atteinte au respect de la moralité et du droit internationaux.

323. Le Conseil de sécurité s'est trouvé réduit à l'impuissance devant les actes d'agression répétés commis par le régime de Pretoria contre la Namibie, territoire pour lequel l'Organisation des Nations Unies a assumé une responsabilité particulière, et contre des Etats de première ligne, du fait de l'immunité que confère à ce régime le recours abusif au droit de veto par l'une ou plusieurs des puissances occidentales. Même l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud, mesure minimale destinée à freiner le développement des moyens de répression et d'agression du régime raciste et à protéger la vie des populations africaines et la sécurité des Etats africains, n'est pas pleinement respecté.

324. Le Comité spécial déplore la politique des puissances occidentales intéressées qui a sapé l'autorité du Conseil de sécurité et favorisé l'aggravation de la situation en Afrique australe. Il estime que tous ceux qui ont à coeur le triomphe de la liberté et l'instauration de la paix et se soucient de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies doivent examiner sérieusement la situation devant laquelle se trouve l'Organisation.

325. Le Comité spécial tient à exprimer tout particulièrement sa consternation devant la politique du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

326. Les Etats-Unis ont un rôle important à jouer, aussi bien en tant que membre permanent du Conseil de sécurité et principal partenaire commercial de l'Afrique du Sud qu'en tant que puissance susceptible de faciliter la réalisation des objectifs de l'ONU en Afrique du Sud.

327. Le Comité rappelle qu'en 1963, le Gouvernement des Etats-Unis avait annoncé un embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud avant l'adoption de la résolution 181 (1963) du Conseil de sécurité en date du 7 août 1963 et que son Représentant permanent avait donné au Comité spécial l'assurance que son gouvernement participerait aux efforts déployés en vue d'éliminer l'apartheid. Le Comité spécial a, à plusieurs reprises, exprimé sa satisfaction devant les mesures positives, bien que limitées, prises par ce gouvernement pour témoigner de l'horreur que lui inspirait l'apartheid.

328. Le Comité spécial a toutefois été obligé d'appeler l'attention sur l'accroissement considérable des échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud ainsi que des investissements américains dans ce pays depuis 1963, et sur le développement d'autres formes de collaboration.

329. Les mesures prises récemment par les Etats-Unis, non seulement montrent que ce pays n'est guère disposé à collaborer aux sanctions et aux autres efforts déployés à l'échelon international pour éliminer l'apartheid, mais dénotent une attitude nettement rétrograde :

a) Ce pays a fondé sa politique sur le principe que l'Afrique du Sud était son alliée traditionnelle sans tenir compte des liens qui existaient autrefois entre le parti au pouvoir en Afrique du Sud et le régime nazi. Il a été jusqu'à qualifier de "terroristes" les combattants de la liberté qui risquaient leurs vies dans un combat légitime pour que triomphent les principes énoncés dans la Charte et professés d'ailleurs par les Etats-Unis, tout en lançant une politique de prétendu "engagement constructif" avec le régime raciste;

b) Il a opposé son veto le 31 août 1981 à un projet de résolution du Conseil de sécurité sur l'agression de grande envergure lancée par le régime d'Afrique du Sud contre l'Angola, empêchant ainsi le Conseil de sécurité de prendre les dispositions voulues pour mettre un terme aux actes d'agression répétés de ce régime;

c) Il respecte de façon moins rigoureuse l'embargo sur les armes et sa décision antérieure de suspendre toute coopération avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire et il a renforcé ses relations avec l'Afrique du Sud dans le domaine économique et dans d'autres domaines.

330. La façon dont la délégation des Etats-Unis a voté sur les résolutions relatives à l'apartheid à la trente-sixième session de l'Assemblée générale et dont elle a expliqué son vote a été extrêmement inquiétante. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont été les seuls pays à ne voter en faveur d'aucun des 14 projets de résolution mis aux voix à l'Assemblée générale. Le Groupe de travail du Comité spécial a formulé les observations suivantes :

"Le groupe de travail note avec une préoccupation particulière l'important mouvement en arrière des Etats-Unis d'Amérique, qui apparaît dans leur opposition à la plupart des propositions soumises à l'Assemblée générale. Le fait que les Etats-Unis ont été seuls à voter contre la résolution sur les actes d'agression commis par le régime d'apartheid contre des Etats africains indépendants est révélateur. De ce fait, ils sont devenus le principal protecteur du régime d'apartheid contre toute action internationale efficace."

331. La revue Transafrica News de Washington a publié ce qui suit en juin 1982 :

"Sans aucun doute, le système sud-africain est l'antithèse la plus complète des valeurs de la démocratie américaine.

Néanmoins, le Gouvernement Reagan n'a fait qu'encourager l'intransigeance sud-africaine sur la question du partage du pouvoir en qualifiant l'Afrique du Sud de pays ami et en la traitant en alliée. Alors que la répression dans ce pays s'est considérablement aggravée au cours de l'année écoulée, les Etats-Unis ont continué à renforcer leurs liens d'amitié avec ce régime en le défendant au sein de l'Organisation des Nations Unies, en violant l'embargo obligatoire sur les armes décidé par l'Organisation, en permettant à l'Afrique du Sud d'augmenter le nombre de ses attachés militaires et de ses consulats aux Etats-Unis, en proposant de reconduire la coopération nucléaire avec ce pays, en entraînant les gardes-côtes sud-africains, en tolérant la tactique employée par les Sud-Africains pour bloquer les négociations sur l'indépendance de la Namibie, et en levant les sanctions commerciales imposées à l'encontre de l'armée et de la police sud-africaines.

Au printemps de l'année dernière, de hauts fonctionnaires américains ont informé leurs homologues sud-africains que l'évolution de la situation intérieure en Afrique du Sud ne constituerait pas une condition préalable à l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Les Sud-Africains ont été en outre avisés que les Etats-Unis s'employaient à ce qu'à l'avenir l'Afrique du Sud retrouve sa place au sein du système régional

de sauvegarde des intérêts occidentaux en matière de sécurité, et à ce qu'elle ne soit plus traitée en paria par le reste du monde."

332. Le régime sud-africain a jugé très encourageante la politique récente du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, politique qui a provoqué une grande inquiétude chez tous les adversaires de l'apartheid.

333. Le Comité spécial se voit donc obligé d'exprimer sa grave préoccupation devant les déclarations, la politique et les actes du Gouvernement des Etats-Unis. Il exhorte celui-ci à harmoniser sa politique avec celle de l'écrasante majorité des nations du monde et à coopérer, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, à une action internationale concertée visant à éliminer l'apartheid.

334. Le Comité spécial se déclare très inquiet de la collaboration des Etats-Unis et du Royaume-Uni avec l'Afrique du Sud car cette attitude a encouragé le régime de Pretoria à poursuivre ses efforts pour perpétuer et consolider l'apartheid, et a rendu extrêmement difficile la lutte légitime menée par le peuple opprimé d'Afrique du Sud.

335. Il estime que les puissances en question, tout comme la France et la République fédérale d'Allemagne, peuvent apporter une contribution capitale aux efforts que déploie la communauté internationale pour éviter l'élargissement du conflit et un surcroît de souffrances avant le triomphe inévitable de la liberté en Afrique du Sud. Il les invite à collaborer à l'application des résolutions de l'Assemblée générale.

336. Le Comité spécial a, à plusieurs reprises, appelé l'attention de l'Assemblée générale sur la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud qui constitue un grave défi à l'Organisation des Nations Unies.

337. Cette collaboration s'est grandement renforcée dans tous les domaines, y compris les domaines militaire, nucléaire et politique, depuis la visite du Premier Ministre sud-africain, M. B. J. Vorster, en Israël en 1976, année du massacre des écoliers africains à Soweto.

338. Israël est devenu, par voie de conséquence, l'un des principaux fournisseurs de matériel militaire de l'Afrique du Sud à laquelle il a livré des patrouilleurs et des missiles, au mépris total des décisions prises par l'Organisation des Nations Unies.

339. Le Comité spécial a présenté cette année un nouveau rapport spécial à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité concernant l'évolution de la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud.

340. Compte tenu de la nature et de l'ampleur de cette collaboration, qui s'est grandement renforcée alors que l'Organisation des Nations Unies s'employait activement à isoler le régime sud-africain, le Comité spécial espère que les Etats qui ont refusé de condamner le comportement et les actes du Gouvernement israélien reviendront sur leur position et le persuaderont de quitter immédiatement le camp de l'oppression raciste. Le Comité spécial envisage de prendre des mesures plus actives pour accorder la publicité voulue à cette collaboration et à son ampleur et pour promouvoir les efforts visant à y mettre un terme.

341. Comme le Comité spécial l'a fait observer depuis 1976, l'alliance virtuelle existant entre l'Afrique du Sud et Israël s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le régime d'apartheid pour créer une alliance de régimes impopulaires ne tenant aucun compte de l'opinion publique mondiale qui constituerait une deuxième ligne de défense pour l'apartheid. Le fait que l'Afrique du Sud soit dotée de la capacité nucléaire est lourd de conséquences dans un tel contexte.

342. Le Comité spécial note également avec une vive préoccupation le rapide développement de relations multiples entre le régime raciste d'Afrique du Sud et les autorités de Taïwan. Les importations de l'Afrique du Sud en provenance de Taïwan qui représentaient une valeur de 2,7 millions de rands en 1970 sont passées à 228,3 millions de rands en 1981. Pendant la même période, ses exportations à destination de ce pays sont passées de 1,4 million de rands à 192,7 millions de rands. Ces relations commerciales s'assortissent de relations sur d'autres plans, militaire, nucléaire et autres.

343. D'autre part, le Comité spécial ne peut que s'inquiéter des articles de presse faisant état des relations de l'Afrique du Sud avec plusieurs pays de l'Amérique latine, en particulier dans le domaine militaire. Il se propose de diffuser tous les renseignements pertinents dans l'espoir de persuader les gouvernements intéressés de mettre fin à ces relations.

D. L'HEURE DU CHOIX

344. Le Comité spécial a maintes fois fait valoir que les gouvernements, les organisations et les particuliers ont un choix inéluctable à faire : ils doivent choisir entre le racisme et le respect de la dignité humaine, entre la collaboration avec le régime d'apartheid et le rapprochement avec la grande majorité des gouvernements qui répudient l'apartheid, entre un passé troublé et un avenir sûr.

345. Les appels et les arguments d'ordre moral sont, toutefois, restés lettre morte dans le cas de certains gouvernements occidentaux et autres. La Déclaration de Paris sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, a donc souligné que les intérêts matériels des gouvernements intéressés exigent l'abolition de l'apartheid. On y relève notamment ce qui suit :

"La Conférence invite instamment les Etats à prendre en considération le fait que leur commerce avec les Etats indépendants d'Afrique, à lui seul - sans compter leurs échanges avec tous les pays résolus à appliquer des sanctions contre l'Afrique du Sud - est déjà bien plus important que leur commerce avec l'Afrique du Sud."

346. Dans la Déclaration de la Conférence sur le thème "Afrique australe : il est temps de choisir", tenue à Londres du 11 au 13 mars 1982 (A/AC.115/L.568), on peut lire ce qui suit :

"Les dirigeants africains, comme tous les participants à la Conférence, ont souligné que les pays occidentaux devaient sans tarder faire un choix entre la tyrannie raciste en Afrique australe et la juste lutte que menaient les mouvements de libération nationale pour instaurer une société démocratique

et non raciale, entre l'amitié et la collaboration avec le régime raciste et agressif de Pretoria et des relations fructueuses avec les Etats africains indépendants et tous les autres Etats désireux de promouvoir la libération de l'Afrique...

Il fallait les (les pays occidentaux) persuader et les presser de soutenir la cause de la liberté et de la paix en engageant une action efficace pour isoler le régime d'apartheid et appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Ils devaient faire cesser la contradiction flagrante entre l'opposition qu'ils professaient à l'égard de l'apartheid et la collaboration et la protection dont ils continuaient à faire bénéficier ce régime."

347. Le Comité spécial prend note, en l'approuvant, de l'allocution prononcée à la Conférence par M. Alex Ekwueme, vice-président du Nigéria qui a dit notamment :

"Nous autres Africains pensons que le moment est venu de ne plus tolérer l'indifférence que certains pays occidentaux manifestent à l'égard d'un problème qui nous touche de très près et de ne plus fermer les yeux dans les relations bilatérales que nous autres tenons avec ces pays sur leurs agissements en Afrique australe. En d'autres termes, nos rapports avec ces nations occidentales doivent être clairement fonction de ce qui se passe en Afrique australe."

348. Le Comité spécial estime qu'il faut rappeler aux gouvernements qui collaborent avec le régime raciste, aux sociétés transnationales désireuses de réaliser des profits grâce à l'esclavage qu'impose l'apartheid, aux sportifs, aux artistes et autres gens du spectacle qui, séduits par l'importance des sommes offertes, sont prêts à se rendre en Afrique du Sud, que les autres pays ne sauraient leur pardonner le mépris et l'hostilité dont ils feraient ainsi preuve à l'égard du peuple opprimé d'Afrique du Sud et le défi opposé aux appels lancés par l'Organisation des Nations Unies.

E. TRAVAUX DU COMITE SPECIAL

349. Depuis sa création en 1963, le Comité spécial n'a ménagé aucun effort - bien qu'entravé dans son action par l'absence de participation des Etats occidentaux et d'autres groupes d'Etats - pour s'acquitter du mandat dont l'Assemblée générale l'a investi.

350. Il n'a cessé de suivre l'évolution de la situation de l'Afrique du Sud et ses répercussions internationales et d'en tenir le monde informé. Il a entrepris ou fait effectuer de nombreuses études sur la question, délégué des missions auprès de nombreux gouvernements - notamment auprès de ceux qui s'étaient opposés aux sanctions ou à l'adoption d'autres mesures concrètes contre l'Afrique du Sud - pour les persuader de coopérer à l'application de portée internationale. Le Comité spécial a organisé ou parrainé de nombreuses conférences internationales, régionales et nationales visant à promouvoir une action concertée. Il a encouragé la création de fonds destinés à fournir une aide de caractère humanitaire, politique, éducatif et autre au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale. Il a également encouragé toute action publique contre

l'apartheid et pris de nombreuses initiatives ayant pour but d'éclairer l'opinion publique mondiale - syndicats, responsables ecclésiastiques, écrivains et artistes, sportifs et jeunes ainsi que d'autres groupes - sur les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, et d'en obtenir l'appui.

351. Grâce à son dévouement, le Comité spécial s'est assuré la coopération d'un certain nombre de gouvernements occidentaux et de secteurs importants de l'opinion publique des pays occidentaux. L'appui croissant dont il bénéficie de la part de l'Assemblée générale, le fait que la population opprimée d'Afrique du Sud et son mouvement de libération nationale apprécient de plus en plus ses efforts et la bonne volonté et la coopération dont ont fait preuve de nombreux responsables de l'opinion publique dans le monde entier ont été une source d'encouragement pour le Comité spécial.

352. Le Comité spécial est cependant très conscient de la nécessité urgente pour la communauté internationale de redoubler d'efforts. Il souhaite donc appeler l'attention sur certains des principaux faits survenus au cours de l'année écoulée et formuler diverses recommandations à l'intention de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité afin que la communauté internationale puisse prendre les mesures que réclame la gravité de la situation actuelle.

F. PRINCIPAUX FAITS NOUVEAUX SURVENUS PENDANT L'ANNEE ECOULEE

353. La situation en Afrique du Sud pendant l'année écoulée a été caractérisée par une unité d'action croissante dans la lutte menée par les différents secteurs de la population; par une intensification de la répression exercée par le régime raciste à l'égard non seulement des Noirs mais également d'un très grand nombre de Blancs démocrates qui avaient participé à la résistance; par la multiplication des prétendues réformes entreprises par le régime raciste dans le but de diviser la population opprimée et par le fait que ces "réformes" sont rejetées par la population noire. Parallèlement, le régime raciste a multiplié ses actes d'agression contre les Etats africains indépendants si bien que toute l'Afrique australe soit devenue le théâtre d'une guerre non déclarée.

354. Cette période a également été marquée par le développement impressionnant du mouvement syndical noir qui a fait preuve d'un grand courage en défendant les droits des travailleurs noirs malgré les persécutions dont les dirigeants et les adhérents ont fait l'objet. Des grèves auxquelles ont participé des dizaines de milliers de travailleurs ont été déclenchées dans plusieurs grandes industries pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail et la reconnaissance des droits syndicaux, et pour protester contre les mesures de répression.

355. Une série de grèves a contraint le régime à annuler un projet de loi (Preservation of Pensions Interest Bill) visant à empêcher les travailleurs noirs de retirer les cotisations versées au titre de la pension avant l'âge de la retraite. La coopération entre les syndicats et les collectivités africaines s'est resserrée au cours de ces grèves.

356. Le mouvement syndical noir a fait des adeptes dans le secteur de l'industrie minière.

357. Les étudiants et les collectivités noires ont continué à manifester courageusement leur opposition.

358. La commémoration de certains événements et les obsèques de martyrs ont donné lieu à des démonstrations impressionnantes de l'opposition au régime et ont fourni l'occasion de rappeler la permanence de la lutte pour la libération.

359. Le meurtre d'un médecin blanc, le docteur Neil Aggett, qui avait rempli les fonctions de secrétaire d'un syndicat, l'African Food and Canning Worker's Union, a donné lieu à une manifestation à laquelle ont participé des dizaines de milliers d'Africains. Plusieurs milliers d'entre eux ont courageusement participé à une marche à Johannesburg lors de ses obsèques en brandissant le drapeau de l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC), proclamant ainsi leur volonté de libérer leur pays et d'abolir le racisme.

360. De nombreuses manifestations ont été organisées pour la célébration des anniversaires des massacres de Sharpeville et de Soweto de 1960 et 1976 afin de rappeler des combats historiques comme, par exemple, la campagne du Pan Africanist Congress d'Azanie (PAC) et la résistance opposée par les organisations d'étudiants noirs à la discrimination en matière d'éducation.

361. La résistance armée des combattants de la liberté de l'ANC, en particulier, a pris de l'ampleur et les attaques dirigées contre le régime ont été mieux préparées. Elles ont été coordonnées avec certains événements comme la campagne contre les élections au South African Indian Council (SAIC), les grèves déclenchées dans l'industrie automobile, le boycottage des écoles, la résistance opposée au déplacement de populations, la grève destinée à protester contre l'augmentation des loyers et des transports et l'examen des propositions constitutionnelles par le Conseil du Président.

362. Ces propositions constitutionnelles prévoyaient une forme limitée de représentation politique pour les Métis et les Asiatiques et excluaient les Africains. Non seulement la majorité africaine, mais également les Métis et les Asiatiques s'y sont opposés. Le boycottage pratiquement absolu du SAIC en novembre 1981 a prouvé la cohésion croissante de la population noire et son opposition à toutes les manoeuvres du régime cherchant à la diviser au moyen de prétendues réformes.

363. La résistance accrue de la population opprimée et l'insistance des partisans de ces prétendues réformes ont provoqué une scission au sein du parti national au pouvoir en raison des divergences entre ses membres quant aux moyens de maintenir la domination raciste; le groupe dissident a fondé le parti conservateur d'Afrique du Sud.

364. L'objet des "réformes" du régime Botha était également de détourner l'attention des manoeuvres tentées pour dépouiller et opprimer la population africaine. Une pseudo-indépendance a été accordée au Ciskei en décembre 1981, dans le but de priver un million et demi d'Africains de leur citoyenneté sud-africaine. Par la suite, le régime a annoncé qu'il se proposait de céder l'Ingwavuma et le KaNgwane au Swaziland.

365. Il y a eu de nouvelles condamnations à mort en Afrique du Sud ainsi que plusieurs cas de mort en détention et les preuves abondent, de tortures infligées à des prisonniers politiques. Les tortures et la répression brutales signalées dans les bantoustans prétendument "indépendants" montrent que l'un des principaux objectifs de la bantoustanisation est d'utiliser des collaborateurs noirs pour réprimer le peuple africain.

366. Le régime a allongé la durée du service militaire obligatoire pour les Blancs et renforcé son arsenal de lois répressives.

367. La répression intérieure s'est accompagnée d'agressions à l'extérieur. Pendant toute l'année, le régime de Pretoria s'est livré à des agressions quasi continues et de grande envergure contre la République populaire d'Angola. Il a également poursuivi ses tentatives de déstabilisation au Zimbabwe, au Mozambique et au Lesotho. Des actes de terrorisme contre des membres du mouvement de libération nationale ont été commis dans tous les Etats voisins de l'Afrique du Sud.

368. Le 25 novembre 1981, un groupe de mercenaires a tenté sans succès d'envahir les Seychelles dans l'intention de renverser le gouvernement de ce pays. Le rapport du Comité du Conseil de sécurité et les témoignages des mercenaires ont démontré de manière irréfutable que l'invasion avait été organisée et lancée depuis l'Afrique du Sud, avec la complicité des autorités au plus haut niveau.

369. Cette invasion est venue confirmer le Comité spécial dans sa conviction que le régime de Pretoria est un régime terroriste qui se comporte en hors la loi, et a attiré l'attention sur la menace que l'apartheid en Afrique du Sud fait peser sur la sécurité des territoires de l'océan Indien.

370. La Réunion au sommet des Etats de première ligne, tenue à Maputo les 6 et 7 mars 1982, a publié la déclaration suivante :

"Les Etats de première ligne notent l'accroissement de l'agressivité impérialiste du régime raciste d'Afrique du Sud, instrument d'agression de l'impérialisme dans la région. L'invasion et les agressions militaires, le recours aux bandits et agents armés, les actes de sabotage et le chantage économique, les campagnes de propagande massive à des fins de subversion menées par l'Afrique du Sud, montrent qu'il existe actuellement un état de guerre larvée, provoqué et encouragé par l'Afrique du Sud...

L'occupation de certaines zones dans la partie méridionale de la République populaire d'Angola par les forces racistes de Pretoria et les tentatives en faveur des fantoches de l'UNITA visent à créer un précédent international qui pourrait être ensuite invoqué pour n'importe quel pays de la région. Les peuples africains sont en droit d'attendre une réaction vigoureuse de la part de la communauté internationale, qui se doit de condamner cette violation intolérable de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat membre de l'OUA et de l'Organisation des Nations Unies, et d'en exiger la cessation immédiate."

371. Le Comité spécial souligne que la gravité de la situation résultant de l'escalade des actes d'agression et de terrorisme du régime raciste d'Afrique du Sud appelle une action plus ferme de la part de la communauté internationale pour isoler ce régime, défendre les Etats de première ligne et mobiliser un appui plus large au mouvement de libération nationale d'Afrique du Sud.

G. REAFFIRMATION DE LA POLITIQUE ET DU ROLE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISMES APPARENTES

372. Au fil des années, l'Organisation des Nations Unies a clairement défini ses objectifs en Afrique du Sud ainsi que les moyens de réaliser ceux-ci.

373. Dès 1952 - dans la résolution 616 B (VII) du 5 décembre 1952 - l'Assemblée générale affirmait :

- "1. L'Assemblée déclare que, dans une société composée de plusieurs races, l'harmonie, le respect des droits et des libertés de l'homme et le développement pacifique d'une communauté unifiée sont le mieux garantis lorsque le système des lois et l'ensemble des pratiques visent à assurer l'égalité de tous devant la loi, sans considération de race, de croyance ou de couleur, et lorsque tous les groupes raciaux participent sur un pied d'égalité à la vie économique, sociale, culturelle et politique."

374. Dans la Déclaration sur l'Afrique du Sud - adoptée dans la résolution 34/93 O du 12 décembre 1979, l'Assemblée générale a demandé que tous les habitants de l'Afrique du Sud, quelles que soient leur race, leur couleur et leur croyance, aient la possibilité d'exercer leur droit à l'autodétermination; demandé également l'instauration d'une société non raciale garantissant la jouissance de droits égaux à tous les habitants de l'Afrique du Sud; et la mise en place d'un gouvernement démocratique en Afrique du Sud fondé sur la volonté du peuple tout entier, condition indispensable d'une paix et d'une sécurité durables en Afrique australe.

375. L'Assemblée reconnaissait par là que l'Afrique du Sud appartient à tous ses habitants. L'usurpation des pouvoirs politiques, économiques et autres par une minorité raciale, qui les a hérités de la conquête coloniale lorsque ces pouvoirs ont été transmis à la minorité d'origine européenne par les autorités coloniales, a non seulement été la source de graves injustices mais aussi d'un danger qui menace la communauté internationale tout entière.

376. L'Organisation des Nations Unies s'est engagée à aider le peuple sud-africain à parvenir à une solution juste et durable, qui ne peut être fondée que sur la reconnaissance de l'égalité entre les hommes.

377. Le régime raciste sud-africain a défié tous les appels qui le conviaient à renoncer à l'apartheid et à rechercher une solution de ce type. De surcroît, il a pris des mesures draconiennes pour consolider la suprématie et la domination des Blancs au prix d'une répression inhumaine de la grande majorité du peuple, et s'est avéré incapable de renoncer à sa politique de domination raciste.

378. Ces prétendues "adaptations" ne visent qu'à introduire des changements dont on présume qu'ils recevront l'agrément de la minorité privilégiée, tandis que se poursuivent la spoliation de la majorité africaine et l'escalade de la répression. Ces adaptations ne peuvent en aucune façon être considérées comme les signes d'une évolution positive.

379. La communauté internationale a donc le devoir d'employer les moyens dont elle peut légitimement user pour exercer des pressions sur le régime raciste illégitime d'Afrique du Sud, et de fournir toute l'assistance appropriée à ceux qui mènent une lutte légitime pour une société fondée sur les principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

380. A cet effet, le moins qu'on puisse faire est de refuser au régime raciste sud-africain les avantages de la coopération internationale tant qu'il poursuivra la politique inhumaine d'apartheid et qu'il continuera à commettre des actes d'agression. L'Assemblée générale à maintes reprises a demandé qu'une telle action soit entreprise, et que des mesures concrètes soient adoptées à cette fin, conformément au Chapitre VII de la Charte.

381. La Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, tenue à Paris en mai 1981, a clairement défini le but des sanctions contre l'Afrique du Sud. Ces sanctions ont pour but :

a) De forcer l'Afrique du Sud à abandonner sa politique raciste d'apartheid et de mettre fin à son occupation illégale de la Namibie;

b) De démontrer, par des actes, l'universalité de la répulsion qu'inspire l'apartheid et de la solidarité avec les aspirations et les luttes légitimes des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie;

c) De refuser les avantages de la coopération internationale au régime sud-africain, de façon à le contraindre et à contraindre ceux qui l'appuient à tenir compte de l'opinion mondiale, à abandonner la politique de domination raciste et à chercher une solution par voie de consultations avec les dirigeants véritables du peuple opprimé;

d) De réduire la capacité qu'a le régime sud-africain de réprimer son peuple, de commettre des actes d'agression contre des Etats indépendants et de faire peser une menace sur la paix et la sécurité internationales;

e) De priver l'apartheid d'appui économique, de façon à atténuer les souffrances des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie qui luttent pour la liberté et à promouvoir ainsi une transition aussi pacifique que possible."

382. L'Organisation des Nations Unies a également déclaré qu'elle reconnaissait la légitimité de la lutte que mènent le peuple opprimé d'Afrique du Sud et son mouvement de libération nationale, par tous les moyens à leur disposition, y compris la lutte armée, pour la liberté et la démocratie. Elle a affirmé qu'il était du devoir de la communauté internationale de leur fournir tout l'appui nécessaire et approprié dans leur lutte légitime.

383. Le Comité spécial recommande que l'Assemblée générale réaffirme la politique et le rôle de l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils ont été définis dans de nombreuses résolutions depuis la création de l'Organisation, notamment dans les résolutions adoptées à la trente-sixième session de l'Assemblée générale en 1981, et qu'elle rejette toutes les manoeuvres visant à une coopération avec le régime raciste d'Afrique du Sud.

384. Le Comité spécial souligne que l'apartheid porte atteinte aux principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies et des organisations apparentées. Il considère que l'ensemble de ces organisations devraient prendre des mesures appropriées dans leurs domaines de compétence respectifs, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

385. Le Comité spécial note avec satisfaction que de nombreuses organisations ont frappé d'exclusion le régime raciste d'Afrique du Sud et fourni une assistance humanitaire, pédagogique et autre au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale. Il tient à mentionner particulièrement les contributions appropriées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

386. Le Comité spécial note toutefois avec une profonde préoccupation que le Fonds monétaire international (FMI) continue à accorder une assistance de grande envergure au régime raciste sud-africain, malgré les résolutions de l'Assemblée générale. Il recommande une révision urgente de l'accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le FMI si ce dernier ne met pas immédiatement un terme à cette assistance.

387. Il recommande également que l'Agence internationale de l'énergie atomique et la Banque Mondiale soient invitées à envisager l'exclusion de l'Afrique du Sud ou, dans un premier temps, à suspendre tous les privilèges liés à la qualité de membre dont jouit le régime raciste d'Afrique du Sud.

388. Le Comité spécial recommande également que tous les organismes des Nations Unies prennent des mesures pour faire en sorte qu'aucun des projets qu'ils financent n'impliquent de collaboration avec l'Afrique du Sud.

H. SANCTIONS ET MESURES CONNEXES CONTRE LE REGIME RACISTE D'AFRIQUE DU SUD

389. Le Comité spécial a, depuis sa création, souligné que des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, représentaient les mesures pacifiques les plus appropriées et les plus efficaces que la communauté internationale pouvait - et devait - prendre pour garantir l'élimination de l'apartheid.

390. Le peuple opprimé d'Afrique du Sud et son mouvement de libération nationale ont constamment réclamé de telles sanctions, qui constituent la forme la plus efficace d'assistance internationale que l'on puisse apporter à leur juste lutte.

Ils reconnaissent qu'ils risquent de souffrir des conséquences d'une telle politique - particulièrement si le régime raciste cherche à faire porter à la population noire, privée du droit de vote, le poids des inconvénients entraînés par ces sanctions - mais ils se sont déclarés prêts à accepter les sacrifices susceptibles de hâter leur délivrance de la tyrannie raciste et d'apporter la justice et la sécurité aux générations futures.

391. Les arguments avancés par les principales puissances occidentales pour justifier leur opposition constante à des sanctions contre l'Afrique du Sud se sont révélés comme autant de manoeuvres dilatoires et hypocrites, d'autant plus que ces puissances ont imposé des sanctions contre d'autres pays sans même que l'Organisation des Nations Unies ait pris de décisions à cet effet.

392. Sur la recommandation du Comité spécial, l'Assemblée générale a, dans la résolution 36/172 B du 17 décembre 1981, décidé de proclamer l'année 1982 Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, pour favoriser l'adoption de mesures concrètes de la part des gouvernements en vue de mettre fin - s'ils ne l'avaient pas encore fait - à toutes les formes de collaboration avec le régime d'apartheid, et pour encourager une action plus large du public contre l'apartheid par des activités telles qu'un boycottage de la part des consommateurs, un boycottage dans les domaines sportif, culturel et universitaire, et le retrait des investissements dans les sociétés transnationales et les institutions financières qui opèrent en Afrique du Sud.

393. Comme il est mentionné dans la section II du présent rapport, le Comité spécial s'est employé activement à faire observer de façon efficace l'Année internationale. Il exprime sa profonde satisfaction pour la coopération apportée par de nombreux gouvernements, organismes et particuliers.

394. Le Comité spécial estime toutefois qu'il est essentiel de poursuivre le programme des activités de l'Année internationale au-delà de 1982. Il recommande que l'Assemblée générale prenne des dispositions à cet effet.

395. Le Comité spécial attache la plus grande importance à une action internationale visant à mettre fin aux actes continus d'agression et de terrorisme du régime raciste sud-africain, pour restaurer la paix en Afrique australe et dans les îles de l'océan Indien, assurer la sécurité des Etats indépendants de la région et épargner les vies des Africains. Il recommande que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité :

a) Mettent en garde le régime de Pretoria contre tout acte d'agression, de terrorisme et de subversion de sa part, et contre l'apport d'un appui quelconque à des mercenaires;

b) Demandent que le régime de Pretoria verse des dommages-intérêts, notamment à l'Angola et aux Seychelles, pour ses actes d'agression;

c) Demandent à tous les Etats d'assister les Etats africains indépendants dans la défense de leur pays contre les agressions et dans leurs tâches de reconstruction.

1. Embargo sur les armes et cessation de toute collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud

396. Le Comité spécial exprime sa préoccupation devant la poursuite de la collaboration de certains Etats et sociétés transnationales avec le régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire.

397. Espérant voir désormais mis en oeuvre un programme de sanctions contre l'Afrique du Sud, la communauté internationale a accueilli avec satisfaction la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité, instituant la première action concrète contre l'apartheid, à savoir un embargo obligatoire sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud.

398. Pour sa part, le Comité spécial a souligné l'importance de cette résolution, bien qu'il ait fallu plaider pendant quinze ans auprès des principales puissances occidentales pour la faire adopter et en dépit du caractère limité de ses dispositions. Il a constamment fait valoir la nécessité de contrôler effectivement la mise en oeuvre de cette résolution et de supprimer les échappatoires qu'elle comporte. Il a attiré particulièrement l'attention sur les interprétations restrictives de cette résolution par les principales puissances occidentales, qui leur ont permis de livrer à l'Afrique du Sud des équipements perfectionnés à usage militaire grâce à des exceptions arbitraires en ce qui concerne le matériel dit "mixte"; sur la poursuite des transferts de technologie et de capitaux, qui ont facilité le développement d'une industrie nationale des armements en Afrique du Sud; et sur les divers aspects de la coopération militaire. Le Comité spécial a mis l'accent sur les insuffisances de la disposition relative à la collaboration nucléaire et souligné la nécessité impérieuse de mettre totalement fin à toute collaboration de ce type. Il a demandé instamment à tous les Etats d'instituer des mesures législatives concrètes visant à appliquer l'embargo sur les armes. Il a également demandé un renforcement de cette action au moyen d'un embargo efficace sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud.

399. Depuis l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité et avec l'appui du Comité spécial, plusieurs mouvements anti-apartheid, des syndicats, des journalistes, et d'autres encore ont dévoilé une série de violations affligeantes de l'esprit et de la lettre de l'embargo sur les armements. La Campagne mondiale contre la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud, lancée avec le concours du Comité spécial, a joué à cet égard un rôle important.

400. Le Comité spécial a également organisé des séminaires et des conférences et mené des consultations entre experts pour attirer l'attention sur des mesures concrètes susceptibles de renforcer l'embargo. L'Assemblée générale a approuvé les recommandations du Comité spécial à une écrasante majorité.

401. Cependant, les principales puissances occidentales se sont opposées à tout renforcement de l'embargo, et même au contrôle effectif de son application.

402. Il convient de rappeler que, dans sa résolution 473 (1980) du 13 juin 1980, le Conseil de sécurité a prié à l'unanimité le Comité du Conseil de sécurité concernant la question de l'Afrique du Sud de recommander des mesures pour remédier à toutes les échappatoires à l'embargo sur les armes, le renforcer et le compléter. Le rapport du Comité, présenté en septembre 1980, a montré que les

principales puissances occidentales s'opposaient même à des mesures minimales à cet effet 9/. Jusqu'à présent, le Conseil de sécurité n'est pas parvenu à appliquer les recommandations du Comité; de fait, son action a été paralysée, de sorte qu'il n'exerce pratiquement plus aucun contrôle sur l'embargo sur les armes.

403. Entre-temps, l'Afrique du Sud a pu renforcer son appareil militaire et intensifier ses agressions contre les Etats voisins. Le fait que le nouveau Gouvernement des Etats-Unis, au pouvoir depuis janvier 1981, ait délibérément assoupli ses mesures d'embargo, est particulièrement inquiétant.

404. Le Comité spécial attire d'urgence l'attention sur la poursuite de la collaboration de certains Etats, sociétés et institutions avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire, et sur les dangers considérables que présente cette collaboration.

405. Il note également qu'un certain nombre de pays continuent d'accréditer les attachés militaires de l'Afrique du Sud et d'envoyer les leurs dans ce pays, refusant ainsi de répondre aux appels visant à mettre fin à ce type de relations 10/. Les Etats-Unis d'Amérique ont même accru le nombre de leurs attachés militaires en Afrique du Sud.

406. Le Comité spécial ne peut que souligner que la situation ainsi créée sape gravement l'autorité de l'Organisation des Nations Unies et trahit les engagements de la communauté internationale.

407. Cette situation est à l'origine de souffrances considérables et de nombreuses violations de la paix, et comporte le risque d'un élargissement du conflit.

408. La communauté internationale doit trouver des moyens pour démasquer toute collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud et y mettre fin.

409. Le Comité spécial recommande que l'Assemblée générale : a) autorise le Comité spécial à contrôler l'application de ses recommandations relatives à la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud et à publier toutes les informations pertinentes sur cette question; et b) prenne des mesures adéquates pour permettre au Comité spécial, parallèlement à la Campagne mondiale et avec d'autres groupes intéressés, de réaliser une large mobilisation de l'opinion publique contre toute collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud.

2. Embargo sur le pétrole contre l'Afrique du Sud

410. Au cours de l'année passée, le Comité spécial s'est attaché tout particulièrement à faire effectivement appliquer un embargo sur le pétrole contre l'Afrique du Sud, eu égard en particulier à la disposition de la résolution 36/172 G du 17 décembre 1981 concernant la convocation d'une conférence pour envisager des arrangements nationaux et internationaux dans ce but.

411. Dans le cadre de diverses missions auprès des gouvernements et au Siège, le Président du Comité spécial a eu toute une série de consultations avec des représentants de nombreux pays exportateurs de pétrole et pays assurant le transport du pétrole. Le Comité spécial se félicite des réactions positives les gouvernements intéressés.

412. Le Comité spécial espère pouvoir présenter des propositions au cours de la trente-septième session de l'Assemblée générale sur une conférence qui réunirait les pays exportateurs de pétrole, et les pays assurant le transport du pétrole qui sont acquis à un embargo contre l'Afrique du Sud et sur les réunions préparatoires nécessaires pour en garantir le succès.

413. Le Comité spécial insiste sur le fait que parallèlement aux efforts déployés en vue d'une action concertée des pays exportateurs de pétrole et des pays assurant le transport du pétrole, les Etats doivent prendre des mesures à l'échelon national pour empêcher les livraisons de leur pétrole, directes ou indirectes, à l'Afrique du Sud. Ils doivent adopter la législation et la réglementation nécessaire et pénaliser les sociétés et les autres groupes d'intérêts qui violent les embargos imposés par les Etats exportateurs de pétrole.

414. Le Comité spécial recommande que l'on demande immédiatement au Gouvernement du Royaume-Uni de cesser de livrer du pétrole du Brunéi à l'Afrique du Sud.

415. Il souligne qu'il est indispensable que le Conseil de sécurité envisage et impose un embargo obligatoire sur les livraisons de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud en vertu du Chapitre VII de la Charte. Un tel embargo est un complément essentiel de l'embargo sur les livraisons d'armes et serait très utile pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales en Afrique australe.

416. Le Comité spécial continuera, en coopération avec toutes les organisations intéressées, à encourager les parlements, les syndicats et d'autres institutions à appuyer un embargo sur les livraisons de pétrole à l'Afrique du Sud.

417. Il se propose de publier des informations sur les pétroliers et les sociétés qui participent à l'approvisionnement de l'Afrique du Sud en pétrole et en produits pétroliers de façon que les gouvernements et le public puissent prendre les mesures appropriées.

3. Autres mesures économiques

418. Le Comité spécial tient à souligner une nouvelle fois l'importance capitale de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud et recommande que l'Assemblée générale réaffirme ses résolutions sur cette question.

419. Tout en soulignant la nécessité de sanctions économiques totales contre l'Afrique du Sud, en vertu du Chapitre VII de la Charte, le Comité attire l'attention sur certaines mesures spécifiques qui viendraient s'ajouter à l'embargo sur le pétrole.

420. Il rappelle qu'à plusieurs reprises et à une majorité écrasante, l'Assemblée générale a exprimé sa conviction que le fait de mettre un terme à tous nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud et à tous nouveaux prêts financiers à ce pays marquerait un progrès important dans l'action internationale pour l'élimination de l'apartheid, étant donné que ces investissements et ces prêts encouragent et favorisent la politique d'apartheid de ce pays. Elle s'est félicitée des actes des gouvernements qui avaient pris des mesures législatives et

autres à cette fin. Elle a prié instamment le Conseil de sécurité d'examiner d'urgence la question en vue de prendre des mesures efficaces pour mettre un terme à de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud et à de nouveaux prêts financiers à ce pays.

421. Cependant, le Conseil de sécurité n'a pris jusqu'ici aucune mesure.

422. Le régime sud-africain a obtenu de certaines institutions financières étrangères des prêts importants et il chercherait à en obtenir d'encore plus considérables. Les investissements étrangers en Afrique du Sud ont beaucoup augmenté, notamment ceux réalisés par plusieurs grandes sociétés transnationales. Certains pays ont même investi dans les bantoustans prétendument "indépendants" en violation flagrante des résolutions unanimes de l'Assemblée générale.

423. Le Comité spécial réaffirme donc la nécessité d'une action urgente du Conseil de sécurité dans ce domaine.

424. En outre, il souligne qu'il importe de retirer tous les investissements étrangers dans les entreprises sud-africaines qui approvisionnent la Force de défense de l'Afrique du Sud, ainsi que les investissements dans toutes les industries stratégiques.

4. Boycottage de l'Afrique du Sud dans les domaines culturel et sportif

425. Le Comité spécial réaffirme l'importance particulière que revêtent les boycottages de l'Afrique du Sud dans les domaines culturel et sportif. Du fait qu'ils se multiplient, le régime raciste et ses défenseurs essaient d'attirer des athlètes, des équipes sportives de premier plan, de même que des artistes professionnels, en leur offrant des sommes exorbitantes.

426. Le Comité spécial note avec satisfaction que de nombreux athlètes et artistes professionnels ont repoussé ces offres. Il constate également avec une vive satisfaction que plusieurs tournées sportives et manifestations culturelles organisées secrètement par des animateurs sud-africains et d'autres nationalités ont dû être annulées à cause de l'opposition internationale qu'elles suscitaient.

427. Les initiatives prises par le peuple opprimé d'Afrique du Sud et ses organisations pour organiser des boycottages effectifs de ces manifestations malgré toutes les tentatives d'intimidation du régime raciste ont été un facteur important.

428. Le Comité spécial propose de renforcer la publicité en faveur des boycottages dans les domaines culturel et sportif; de publier les noms des athlètes, artistes professionnels et autres personnalités qui se rendent en Afrique du Sud; et d'encourager toutes actions appropriées que pourrait entreprendre la communauté internationale.

429. Il estime également que l'Organisation des Nations Unies devrait citer et remercier toutes les personnalités des milieux sportif et culturel qui ont boycotté l'Afrique du Sud et ont consenti des sacrifices pour manifester leur opposition à l'apartheid et leur solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud.

5. Autres mesures

430. Le Comité spécial note avec préoccupation le développement du tourisme en Afrique du Sud.

431. Un certain nombre d'agences de voyage, de compagnies aériennes et d'autres entités encouragent le tourisme en Afrique du Sud, en coopération avec le régime raciste. Ce régime et les institutions de l'apartheid ont persuadé certaines organisations non gouvernementales internationales de tenir leurs conférences en Afrique du Sud. Parmi les touristes, on trouve des officiers et d'autres personnalités influentes, surtout des pays occidentaux.

432. Le Comité spécial a l'intention de promouvoir en coopération avec les organisations intéressées une campagne visant à mettre fin au tourisme en Afrique du Sud afin d'informer l'opinion publique sur l'ignoble système d'apartheid et sur les conséquences du tourisme dans ce pays.

I. ASSISTANCE AU PEUPLE OPPRIME D'AFRIQUE DU SUD ET A SON MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONALE

433. Compte tenu de l'intensification de la répression en Afrique du Sud ainsi que du développement considérable de la résistance populaire, le Comité spécial souligne la nécessité d'accroître l'assistance - humanitaire, politique, en matière d'éducation, etc. - au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale. Il exprime sa satisfaction aux nombreux gouvernements, organisations et particuliers qui ont contribué à cette assistance, soit directement en faveur de mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) - à savoir l'African National Congress of South Africa et le Pan Africanist Congress of Azania - soit par l'intermédiaire des fonds des Nations Unies et d'autres fonds.

434. Le Comité spécial entend s'attacher tout particulièrement à fournir une aide au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale, et à donner une large publicité à la lutte de libération en Afrique du Sud en soulignant à quel point elle sert les objectifs de l'Organisation des Nations Unies. Il juge essentiel de dénoncer les manœuvres de certains collaborateurs de l'apartheid qui calomnient le mouvement de libération nationale pour justifier leur collaboration avec l'apartheid, que les Nations Unies ont reconnu à l'unanimité comme un crime contre la conscience et la dignité de l'humanité 11/.

435. Le Comité spécial recommande une fois encore à l'Assemblée générale de continuer à autoriser l'ouverture de crédits au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour permettre aux mouvements de libération sud-africains reconnus par l'OUA de conserver leurs bureaux à New York.

436. Le Comité spécial note avec satisfaction qu'au cours de l'année écoulée, plusieurs organismes ont rendu hommage aux prisonniers politiques sud-africains et à des dirigeants de la lutte pour la liberté en Afrique du Sud 12/. Au-delà de la juste reconnaissance des mérites des récipiendaires, ces distinctions expriment la solidarité avec tous ceux qui sont persécutés par le régime raciste parce qu'ils s'opposent à l'apartheid et luttent pour une société démocratique.

437. Le Comité spécial recommande que l'on fasse plus largement connaître la biographie et l'action des adversaires de l'apartheid et que l'on encourage les institutions appropriées à leur décerner des titres honorifiques.

438. Il suggère que tous les gouvernements envisagent de soutenir la campagne au moyen de déclarations, d'émissions radiotélévisées, de timbres spéciaux, etc., consacrés aux prisonniers politiques sud-africains.

J. INITIATIVES PRISES PAR LE COMITE SPECIAL A PROPOS DE CERTAINES
QUESTIONS QUI ONT RETENU TOUT PARTICULIEREMENT SON ATTENTION
AU COURS DE L'ANNEE ECOULEE

1. Campagne pour la libération des prisonniers politiques sud-africains

439. Au cours de l'année écoulée, le Comité spécial a redoublé d'efforts pour promouvoir la campagne en faveur de la libération de tous les prisonniers politiques en Afrique du Sud et pour l'arrêt de toute répression contre les adversaires de l'apartheid.

440. Il a apporté son soutien à la déclaration des mères pour la libération de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers politiques, encouragé à marquer le vingtième anniversaire de l'emprisonnement de Nelson Mandela, qui remonte au 5 août 1962. Il propose de lancer le 11 octobre 1982, à l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains, une plus vaste campagne pour la libération des prisonniers politiques.

441. Le Comité spécial rappelle que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont exigé à plusieurs reprises la libération de tous les prisonniers politiques en Afrique du Sud. Ils ont reconnu qu'une amnistie inconditionnelle était la condition préalable d'un règlement juste et pacifique en Afrique du Sud. La résolution 1881 (XVIII) - adoptée par l'Assemblée générale le 11 octobre 1963 par 106 voix contre une seule, celle de l'Afrique du Sud - a été marquante à cet égard.

442. Tout en saluant en Nelson Mandela un symbole de la résistance, le Comité spécial s'attachera à faire connaître le sort de tous les prisonniers politiques et personnes frappées d'interdiction, quelle que soit leur appartenance politique ou autre.

443. Il a l'intention de s'intéresser tout particulièrement aux femmes, aux enfants, aux syndicalistes et aux journalistes. Il encouragera également, en coopération avec les gouvernements et diverses organisations, une campagne mondiale pour dénoncer la torture et les mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques, le refus de leur accorder des remises de peine et les condamnations à mort prononcées contre des patriotes.

444. Le Comité spécial juge également indispensable que l'Organisation des Nations Unies redouble d'efforts pour que les combattants de la liberté qui sont pris puissent bénéficier du statut de prisonnier de guerre en vertu de la Convention de Genève pertinente.

2. Les femmes vivant en régime d'apartheid

445. Au cours de l'année écoulée, le Comité spécial a également prêté une attention particulière - conformément à la résolution 36/172 K de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1981 - au sort des femmes vivant sous le régime d'apartheid et à leur résistance héroïque contre ce système inhumain. Il a cherché à faire mieux connaître leur situation et à mobiliser une assistance accrue en faveur des femmes sud-africaines opprimées, en particulier par le biais de projets d'assistance des mouvements de libération nationale et des Etats de première ligne à l'intention des femmes et des enfants réfugiés d'Afrique du Sud.

446. Il a bénéficié du concours précieux du Comité international de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie, composé de femmes éminentes ayant de hautes responsabilités et qui a été créé avec l'appui du Comité spécial en 1981.

447. Le Comité spécial - en coopération avec le Comité international - a envoyé en Angola, en Zambie et en République-Unie de Tanzanie une délégation chargée de consulter les gouvernements et les mouvements de libération nationale et d'étudier les besoins en matière d'assistance. Il a organisé la Conférence internationale sur les femmes et l'apartheid qui s'est tenue à Bruxelles du 17 au 19 mai 1982, également en coopération avec le Comité international, et a pris des mesures pour favoriser l'application des recommandations de cette importante conférence.

448. A ce propos, le Comité spécial, agissant en coopération avec le Comité international, propose d'envoyer dans différentes capitales des délégations de femmes exerçant de hautes responsabilités pour faire connaître la situation et mobiliser une assistance.

449. Il recommande à l'Assemblée générale d'adopter cette proposition et d'inviter tous les gouvernements et organisations intéressés à prêter leur concours à ces délégations.

450. Le Comité spécial propose également que les programmes pertinents des organismes des Nations Unies, notamment le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme, envisagent d'accroître leur assistance aux femmes opprimées d'Afrique du Sud et de Namibie.

3. Solidarité avec le mouvement syndicaliste noir d'Afrique du Sud

451. Compte tenu de la répression impitoyable exercée contre les syndicats noirs d'Afrique du Sud et de la résistance courageuse de ceux-ci, le Comité spécial s'est également attaché en particulier à promouvoir la solidarité avec le mouvement syndicaliste noir d'Afrique du Sud.

452. Il se propose de présenter un rapport spécial à l'Assemblée générale sur cette importante question.

K. OPINION MONDIALE ET ACTION DU PUBLIC CONTRE L'APARTHEID

453. Le Comité spécial a toujours souligné l'importance d'une mobilisation, en pleine connaissance de cause, de l'opinion mondiale contre l'apartheid dans lequel il voit un grand défi moral de notre temps. Il a reconnu que les organismes publics, les organisations et les particuliers peuvent non seulement apporter une contribution directe précieuse en témoignant leur solidarité avec la lutte de libération en Afrique du Sud, mais aussi faciliter l'adoption de mesures gouvernementales et intergouvernementales. Ce genre d'action revêt une importance particulière dans les pays qui n'ont pas voulu appliquer les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies ou qui ne les ont appliquées qu'en partie.

454. Le Comité spécial constate avec une grande satisfaction que de nombreux parlementaires essaient de faire adopter des sanctions contre l'Afrique du Sud. Il est le co-organisateur d'une conférence des parlementaires d'Europe occidentale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, qui se tiendra en novembre 1982 afin de promouvoir des consultations en vue d'une action plus vaste.

455. Le Comité spécial a également trouvé très encourageantes les mesures prises par un certain nombre de gouvernements, d'autorités municipales et autres autorités locales, notamment dans les pays occidentaux, en vue d'éliminer l'apartheid. Il se félicite de ce que certaines villes du Royaume-Uni ont pris l'initiative de se déclarer "zones anti-apartheid" en adoptant des mesures concrètes.

456. Durant la présente Année internationale, le Comité spécial tient une fois de plus à noter avec satisfaction les activités de nombreux mouvements de lutte contre l'apartheid et de solidarité, organismes religieux, syndicats, organisations féminines, associations de jeunes et d'étudiants et autres groupements non gouvernementaux qui appuient activement la juste lutte du peuple sud-africain et apportent une coopération précieuse à l'Organisation des Nations Unies.

457. Ces groupes ont contribué à informer l'opinion publique des crimes commis par le régime d'apartheid et de la lutte héroïque du peuple opprimé d'Afrique du Sud; mené des campagnes visant à isoler le régime raciste sud-africain et à soutenir le mouvement de libération nationale; incité les partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud ainsi que les banques et les sociétés transnationales intéressées à cesser de collaborer avec le régime d'apartheid; et organisé des boycottages de l'Afrique du Sud dans les domaines sportif, culturel et autres pour marquer leur solidarité avec le mouvement de libération nationale.

458. Grâce à leurs efforts et à leur dévouement, la campagne contre l'apartheid est devenue l'une des campagnes mondiales les plus significatives et les plus efficaces qu'ait connues notre époque. Les progrès réalisés dans les actions internationales contre l'apartheid sont dus dans une large mesure aux activités que ces groupes entreprennent en coopération avec l'Organisation des Nations Unies.

459. L'ampleur prise par le mouvement de lutte contre l'apartheid et de solidarité mondial est un hommage rendu aux sacrifices consentis par le peuple sud-africain et à l'adhésion constante du mouvement de libération nationale aux principes des Nations Unies.

460. Le Comité spécial se sent tenu d'attirer l'attention sur le fait que d'innombrables membres de ce mouvement ont fait de gros sacrifices. Non seulement ils ont donné de leur temps et de leur énergie, mais ils ont subi des peines de prison ou risqué leur vie et leur santé à cause de leur conviction que chacun dans le monde a le devoir de se montrer réellement solidaire du peuple sud-africain opprimé.

461. Le Comité spécial rend hommage à la contribution que ces personnes apportent à la réalisation des buts des Nations Unies.

462. Le Comité spécial a, dès sa création, coopéré avec les mouvements de lutte contre l'apartheid et de solidarité et les autres organisations non gouvernementales qui sont vraiment résolus à défendre la cause de la liberté en Afrique du Sud, et les a encouragés, tout en bénéficiant grandement des rapports étroits qu'il a entretenus avec eux. Il estime que la contribution de ces organisations doit être dûment reconnue et que toutes les autres organisations non gouvernementales devraient être invitées instamment à lutter activement contre l'apartheid. Il recommande que tous les bureaux de l'Organisation des Nations Unies et les organisations rattachées à l'Organisation des Nations Unies offrent leur coopération aux organisations non gouvernementales qui s'emploient à soutenir la cause de la liberté en Afrique du Sud et intensifient leur coopération avec elles.

463. A cette fin, le Comité spécial a l'intention d'établir une liste d'organisations et de la communiquer au Secrétaire général et aux autres parties intéressées.

464. Le Comité spécial a encouragé les organisations non gouvernementales à coordonner leurs efforts en favorisant la mise en place : a) du Sous-Comité des organisations non gouvernementales sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation; b) de la Campagne mondiale contre la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud; et c) du Comité international de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie. La coopération de ces organismes lui a été très précieuse. Le Comité a également encouragé les personnes d'origine africaine à travers le monde à participer de façon concertée à la campagne pour la libération de l'Afrique du Sud.

465. Le Comité spécial se doit d'attirer l'attention sur les activités d'un petit nombre d'organisations non gouvernementales qui continuent de collaborer avec l'Afrique du Sud et même à tenir des conférences en Afrique du Sud. Il recommande à l'Organisation des Nations Unies et aux organisations qui lui sont reliées de prendre des mesures énergiques pour suspendre toute coopération avec ces organisations 13/.

L. PROGRAMME DE TRAVAIL DU COMITE SPECIAL

466. Le Comité spécial juge indispensable, étant donné la grave situation en Afrique australe, de continuer à intensifier ses activités afin de promouvoir une action unifiée de tous les gouvernements, organisations et particuliers dans le but d'éliminer rapidement l'apartheid.

467. Il propose de prêter la plus grande attention aux consultations avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales en vue de transformer le consensus qui s'est dégagé pour condamner l'apartheid en un engagement à mener une action concertée; il propose également d'encourager une action appropriée des parlements, des villes et des autorités locales, d'encourager les organismes religieux, les syndicats, les mouvements de lutte contre l'apartheid et de solidarité et les autres organisations non gouvernementales à lancer des campagnes de solidarité avec la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud; d'encourager les gouvernements, les organisations et les particuliers à aider davantage le peuple opprimé d'Afrique du Sud et son mouvement de libération nationale; et de diffuser aussi largement que possible des renseignements objectifs sur la situation en Afrique du Sud et ses vastes répercussions.

468. Le Comité spécial a souligné que le problème de l'apartheid est un grave défi moral à l'humanité. Pour relever ce défi, le Comité spécial estime essentiel de s'employer tout spécialement à encourager les écrivains et les artistes, les sportifs, les scientifiques, les dirigeants religieux et d'autres hautes personnalités à participer à un mouvement d'opinion contre l'apartheid.

469. Le Comité spécial a l'intention de marquer le vingtième anniversaire de sa création en analysant les efforts qu'il a accomplis jusqu'ici - avec la participation des gouvernements, des mouvements de libération nationale, des organisations non gouvernementales et d'autres groupements - et d'établir des plans concernant l'action future devant être menée par lui en particulier et par l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale en général.

470. Le Comité spécial propose de redoubler d'efforts en 1983 pour encourager des campagnes visant à isoler totalement le régime raciste de l'Afrique du Sud; à soutenir sans réserve la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud; à obtenir la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques sud-africains; à susciter la solidarité avec le mouvement syndicaliste noir; à boycotter les activités universitaires, culturelles et sportives parrainées par l'Afrique du Sud et à mettre fin au tourisme en Afrique du Sud; et à atteindre d'autres objectifs approuvés par l'Assemblée générale.

471. Il a l'intention en particulier :

a) D'organiser plusieurs missions auprès des gouvernements, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales;

b) D'organiser ou d'encourager des conférences, des séminaires et des consultations, de susciter une action plus vaste à l'appui des résolutions de l'Organisation des Nations Unies;

c) D'organiser ou d'encourager des expositions d'oeuvres artistiques et d'autres projets contre l'apartheid;

d) De veiller à développer les activités d'information contre l'apartheid;

e) De renforcer le suivi de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies en vue d'informer le public à la fois des progrès accomplis dans la campagne internationale contre l'apartheid et des activités des collaborateurs de l'apartheid.

472. Il envisage de convoquer en 1983, outre la conférence des pays exportateurs de pétrole et des pays transporteurs de pétrole un embargo sur les livraisons de pétrole à l'Afrique du Sud (dont il a été question plus haut) :

a) Une conférence internationale de syndicats pour des sanctions et d'autres mesures contre l'apartheid, qui serait organisée par le Groupe des travailleurs du Conseil d'administration de l'OIT avec l'appui de l'ONU;

b) Une conférence non gouvernementale internationale sur l'apartheid et la discrimination raciale, qui serait organisée par le Sous-Comité des organisations non gouvernementales sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation avec le concours et l'appui du Comité spécial;

c) Une conférence régionale latino-américaine contre l'apartheid;

d) Une conférence internationale sur des sanctions contre l'apartheid dans les sports, qui serait organisée en coopération avec le Conseil suprême des sports en Afrique;

e) Une conférence internationale sur l'alliance de l'Afrique du Sud et d'Israël, qui serait organisée par des organisations non gouvernementales avec l'appui du Comité spécial;

f) Un colloque de dirigeants religieux et de théologiens sur l'apartheid;

g) Une consultation internationale visant à promouvoir la campagne mondiale pour la libération des prisonniers politiques sud-africains;

h) Une session spéciale, à l'occasion du vingtième anniversaire du Comité spécial, sur le rôle de la solidarité et de l'action internationale visant à renforcer la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud.

473. Le Comité spécial a l'intention d'accorder une attention spéciale aux auditions de personnes participant activement à la lutte contre l'apartheid et de personnes ayant quitté récemment l'Afrique du Sud parce qu'elles étaient persécutées par le régime raciste, afin que l'opinion publique mondiale puisse avoir connaissance des témoignages apportés directement par le peuple sud-africain opprimé et ses dirigeants authentiques.

474. Il a également l'intention de contribuer efficacement à la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

475. Il demande que le montant alloué au titre des projets spéciaux soit porté à 400 000 dollars en 1983; qu'on l'autorise à solliciter et à recevoir des contributions volontaires pour ses projets spéciaux; et que le Secrétaire général soit prié de créer un fonds d'affectation spéciale auquel ces contributions seraient versées.

476. Le Comité spécial recommande que le Secrétaire général soit prié de veiller à ce que le Secrétariat prête au Comité spécial toute l'assistance dont il a besoin dans l'accomplissement de ses activités.

M. SERVICES PRETES PAR LE CENTRE CONTRE L'APARTHEID ET D'AUTRES
UNITES DU SECRETARIAT DE L'ONU

477. Pour faire en sorte que les gouvernements, les organisations et l'opinion publique soutiennent le plus largement possible la campagne internationale contre l'apartheid, le Comité spécial, avec l'approbation de l'Assemblée générale, a entrepris des activités et pris des initiatives très diverses : il rend compte de la situation en Afrique du Sud et lui donne une large publicité; diffuse des informations sur la lutte légitime du peuple sud-africain et sur les efforts déployés par les Nations Unies en vue d'éliminer l'apartheid; encourage les campagnes de désengagement à l'égard de l'apartheid et d'appui de la lutte pour la libération; et favorise l'octroi d'une assistance humanitaire, éducative et autre par l'intermédiaire de l'ONU et de divers fonds.

478. Pour s'acquitter de toutes ces tâches, le Comité spécial a besoin que le Secrétariat de l'ONU lui prête un concours efficace en ce qui concerne non seulement le service de ses réunions et de celles de ses sous-comités, groupes spéciaux et missions, mais aussi les recherches à effectuer, la publicité, la collecte de fonds, la liaison avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et l'organisation de conférences, de séminaires et d'autres événements.

479. Reconnaissant qu'il est de l'intérêt fondamental de l'ONU de lutter contre l'apartheid et donnant suite aux recommandations du Cycle d'études sur l'apartheid qui s'était tenu à Brasilia (Brésil) en 1966, l'Assemblée générale a décidé, dans sa résolution 2144 A (XXI) du 26 octobre 1966, de prier le Secrétaire général de créer, au sein du Secrétariat, un service chargé de s'occuper exclusivement de la politique d'apartheid, en consultation avec le Comité spécial. C'est ainsi que le Groupe de l'apartheid a été créé en 1966.

480. En 1975, l'Assemblée générale, approuvant les recommandations du Comité spécial, a prié le Secrétaire général de modifier le nom du Groupe de l'apartheid en l'appelant Centre contre l'apartheid et de le renforcer convenablement. En créant le Centre, l'ONU réaffirmait sa détermination de redoubler d'efforts pour éliminer l'apartheid.

481. Les travaux du Groupe de l'apartheid puis du Centre contre l'apartheid, réalisés en étroite consultation avec le Comité spécial, ont été d'une importance cruciale pour toute l'action des Nations Unies contre l'apartheid.

482. Le Comité spécial rappelle avec vive satisfaction les concours qu'il a constamment reçus du Secrétaire général et les mesures que celui-ci a prises, à la demande de l'Assemblée générale, pour renforcer le Centre de façon à lui permettre de s'acquitter des nouvelles responsabilités qui lui ont été confiées aux termes des résolutions de l'Assemblée générale et à la demande du Comité spécial.

483. Il marque son admiration pour le dévouement et l'efficacité avec lesquels le Directeur et les fonctionnaires du Centre exercent leurs fonctions et pour la coopération qu'ils prêtent sans relâche au Comité spécial.

484. Si l'on veut appliquer le plan d'action esquissé dans le présent rapport, il est indispensable de mettre à la disposition du Centre contre l'apartheid les ressources et installations supplémentaires dont il peut avoir besoin et notamment de le faire bénéficier de l'entière coopération des autres unités intéressées du Secrétariat. Le Comité spécial souligne en particulier la nécessité de recueillir et de diffuser encore plus d'informations; d'élargir et d'intensifier la liaison avec les gouvernements et les organisations gouvernementales et non gouvernementales; et de suivre de plus près la collaboration avec l'Afrique du Sud, la répression en Afrique du Sud et la campagne internationale contre l'apartheid.

485. Le Centre contre l'apartheid doit, sous la direction du Comité spécial, devenir un centre d'échange d'informations et un élément central de la campagne internationale contre l'apartheid.

486. Le Comité spécial juge indispensable :

- a) De valoriser le statut du Centre contre l'apartheid;
- b) De renforcer le bureau de liaison du Centre à Genève;
- c) De mettre à la disposition du Centre suffisamment de locaux à usage de bureaux et autres installations;
- d) De prendre les dispositions administratives voulues pour permettre au Centre d'intervenir avec souplesse et célérité pour aider le Comité spécial;
- e) De mettre à la disposition du Centre des fonds suffisants pour couvrir les frais de voyage, en particulier pour ce qui est de l'envoi de conférenciers dans le but de faire connaître au public les efforts de l'Organisation des Nations Unies contre l'apartheid.

487. Le Comité a appelé l'attention du Secrétaire général sur ces questions et espère que celui-ci prendra les mesures nécessaires, avec l'approbation de l'Assemblée générale si besoin est.

488. Le Comité spécial souligne de plus que plusieurs départements et services du Secrétariat ont un rôle à jouer dans la campagne contre l'apartheid. Il mentionne tout particulièrement à cet égard les centres d'information des Nations Unies et les autres bureaux de l'ONU à travers le monde.

489. Il prie le Secrétaire général de prendre des mesures efficaces pour veiller à ce que l'engagement ferme qu'a pris l'ONU en ce qui concerne l'élimination de l'apartheid, tâche de la plus haute priorité, se répercute dans tout le Secrétariat et les autres organes dont il guide les activités. Il recommande que tous les bureaux de l'ONU, en particulier dans les pays qui collaborent avec l'Afrique du Sud, intensifient la diffusion d'informations sur l'apartheid et coopèrent plus étroitement avec les organisations et les institutions qui s'opposent activement à l'apartheid. Il demande à être périodiquement informé des activités qu'ils mènent en explication des résolutions de l'Organisation des Nations Unies contre l'apartheid, ainsi que de leurs résultats.

N. CONCLUSION

490. Le Comité spécial a essayé, dans le présent rapport, de faire ressortir la situation extrêmement grave qui règne en Afrique australe par suite de la politique et des agissements du régime raciste d'Afrique du Sud, ainsi que le sérieux problème auquel se heurte l'Organisation des Nations Unies. L'attitude agressive du régime de Pretoria, le renforcement de sa puissance militaire, ses plans dans le domaine nucléaire et ses liens avec certains pays occidentaux ainsi qu'avec Israël et plusieurs autres régimes, créent un énorme danger.

491. Le Comité spécial estime indispensable d'intensifier les efforts de la communauté internationale pour éliminer l'apartheid et assurer par là la paix et la liberté en Afrique australe. L'action internationale doit être à la mesure du danger croissant qui existe et doit en fait témoigner de la détermination à atteindre les objectifs fixés depuis longtemps déjà par l'Organisation des Nations Unies.

492. Depuis presque vingt ans qu'il existe, le Comité spécial essaie dans l'accomplissement de son mandat de promouvoir une telle action.

493. Il a obtenu des gouvernements et des organisations intergouvernementales qu'ils coopèrent de plus en plus avec lui. Il a été grandement encouragé par la gratitude qu'ont exprimée les gouvernements et les mouvements de libération nationale et tous ceux qui sont attachés à la cause de la liberté en Afrique du Sud 14/.

494. De nombreux changements positifs se sont opérés depuis que le Comité a tenu sa première séance, le 2 avril 1963, surtout en ce qui concerne la compréhension internationale de l'apartheid et l'action internationale à l'égard de celui-ci. Mais le Comité spécial est pleinement conscient de ce que, malgré tous les efforts qu'il a déployés pendant près de deux décennies, l'apartheid est loin d'être éliminé en Afrique du Sud et en fait constitue une menace de plus en plus grave.

495. Le Comité spécial est cependant persuadé que l'ONU et la communauté internationale sont à même de mener une action décisive pour éliminer l'apartheid, crime contre l'humanité. Les gouvernements et les organisations qui sont maintenant acquis à cet objectif peuvent, en concertant leurs efforts, persuader les quelques puissances récalcitrantes et les intérêts égoïstes de cesser de soutenir l'apartheid.

496. Etant donné les efforts continus des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud pour faire obstacle à l'action impérative du Conseil de sécurité, l'Assemblée générale a l'obligation particulière d'intensifier l'action qui relève de sa compétence, en vertu de la Charte, et de contribuer à encourager l'action exercée par les Etats Membres et l'opinion publique mondiale.

497. Le Comité spécial espère ardemment que l'année 1983 - vingtième anniversaire de l'OUA et de la Journée de la libération de l'Afrique, ainsi que de sa propre création - marquera un tournant dans l'action internationale contre l'apartheid.

498. Tout en s'engageant à oeuvrer dans ce sens, il invite tous les gouvernements, toutes les organisations et tous les particuliers à coopérer avec lui.

Notes

1/ Le premier répertoire couvrait la période allant du 1er septembre 1980 au 31 mars 1981.

2/ Le rapport de la mission figure dans le document A/AC.115/L.569.

3/ Le Comité international, créé le 9 août 1981, avec l'appui du Comité spécial, comprend les membres suivants :

Président : S. Exc. Mme Jeanne-Martin Cissé, ministre guinéen des affaires sociales. Membres : Mme Coretta Scott King, Atlanta; Dr Hortensia Busi de Allende, coprésidente du Comité anti-apartheid latino-américain; Mme Krishna Sahi, membre du parlement indien; Mme Anne-Marie Lizin (Belgique), membre du Parlement européen; Mme Lajosnee Duschek, présidente du Conseil national des femmes hongroises; Mme Constance Le Duc, présidente du Département des affaires internationales, Ligue des femmes du Québec; Mme Valentina Tereshkova, présidente du Comité des femmes d'Union soviétique; Mme Freda Brown d'Australie, présidente de la Fédération démocratique internationale des femmes, Mme Edith Ballantyne, secrétaire générale de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (secrétaire du Comité international).

4/ Pour le rapport de la Conférence, se référer au document A/AC.115/L.54.

5/ Voir A/AC.115/SR.494.

6/ Le rapport de la Conférence est publié dans le document A/AC.115/L.573.

7/ Voir également la section L sur les "Consultations du Comité spécial au Siège".

8/ Les documents finals de la Conférence sont publiés dans le document A/AC.115/L.564.

9/ Le Comité spécial doit à ce propos exprimer sa satisfaction aux Etats qui ont pris des mesures positives, notamment aux Pays-Bas et au Danemark.

10/ Allemagne, République fédérale d', Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Etats-Unis d'Amérique, France, Malawi, Paraguay, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, ainsi que les autorités de Taïwan.

11/ A cet égard, le Comité spécial déplore tout particulièrement qu'un sous-comité du Sénat des Etats-Unis ait organisé une audition, en collusion avec le régime de Pretoria, pour entendre le témoignage de déserteurs des mouvements de libération et d'indicateurs de la police, dans le but de discréditer l'African National Congress d'Afrique du Sud au moment de la célébration de son soixante-dixième anniversaire.

12/ Le 17 mai 1982, Haverford College (Pennsylvanie, Etats-Unis d'Amérique) a décerné un grade honorifique à Mme Winnie Mandela, qui a courageusement combattu

l'apartheid et fait l'objet de cruelles mesures d'interdiction depuis 1963. Le 19 mai 1982, l'Université Colombia de New York a décerné un titre honorifique à Mgr Desmond Tutu, secrétaire général du South African Council of Churches. En mars 1982, on a proposé la candidature de M. Nelson Mandela au poste de recteur de l'Université de Witwatersrand, à Johannesburg. Le Comité spécial a encouragé à célébrer le soixante-dixième anniversaire de Walter Sisulu le 18 mai 1982.

13/ A ce propos, le Comité spécial attire l'attention sur la résolution 16/982 du Conseil économique et social en date du 4 mai 1982.

14/ Par exemple, M. Oliver Tambo, président de l'African National Congress of South Africa, a fait la déclaration suivante à la séance tenue par le Comité spécial le 12 janvier 1982.

"... nous tenons à saluer le Comité spécial contre l'apartheid qui a été le fer de lance du peuple sud-africain. Un grand événement s'est produit en 1962, lorsque l'Assemblée générale a décidé de créer cet organe. Nous avions alors relativement peu de partisans. Mais aujourd'hui nous sommes assurés de l'appui de la communauté internationale grâce à l'oeuvre extrêmement louable qu'accomplit le Comité."

Des sentiments analogues ont été exprimés à plusieurs occasions par des dirigeants du Pan Africanist Congress of Azania et par de nombreux autres porte-parole du peuple opprimé d'Afrique du Sud.

ANNEXE I

EVOLUTION DE LA SITUATION EN AFRIQUE DU SUD

(depuis octobre 1981)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	103
II. REPRESSION DE L'OPPOSITION A L' <u>APARTHEID</u>	104
A. Détentions, torture, assassinats, et mises en résidence forcée	104
B. Procès politiques	108
C. Prisonniers politiques et situation dans les prisons	109
D. Mesures législatives de répression	110
III. INTENSIFICATION DE LA RESISTANCE A L' <u>APARTHEID</u>	112
A. Généralités	112
B. Résistance des travailleurs	113
C. Boycottage des élections au Conseil indien sud-africain	114
D. Opposition des Eglises sud-africaines	115
E. Lutte clandestine et armée	117
IV. CONTROLE SUR LES MOUVEMENTS ET DEPLACEMENTS DE POPULATION	118
V. BANTOUSTANS	119
VI. LES PRETENDUES REFORMES DANS LE CADRE DE L' <u>APARTHEID</u>	120
VII. ACCROISSEMENT DE LA PUISSANCE MILITAIRE	122
A. Généralités	122
B. Budget de la défense	123
C. Accroissements des effectifs militaires	123
D. Acquisition de matériel militaire	123
E. Industrie de l'armement	124
F. Collaboration dans le domaine nucléaire	124

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
VIII. INTENSIFICATION DES ACTES D'AGRESSION PERPETRES CONTRE DES ETATS VOISINS	126
IX. EVOLUTION ECONOMIQUE	127
A. Généralités	127
B. Commerce	128
C. Or et autres minéraux	129
D. Investissements étrangers et prêts	130
E. Tourisme	131
F. Transports maritimes	131
G. Lignes aériennes	132
X. L' <u>APARTHEID</u> DANS LES SPORTS	133
XI. COLLABORATION CULTURELLE	134

Appendices

I. Liste des arrestations et détentions politiques	138
II. Personnes frappées d'interdiction	147
III. Chronologie des incidents ayant marqué la lutte clandestine et armée en Afrique du Sud	149

I. INTRODUCTION

Durant la période considérée, le régime raciste sud-africain a intensifié la répression de l'opposition à l'apartheid. Il a recouru sur une vaste échelle aux arrestations, à la détention et à la mise en résidence forcée ainsi qu'à diverses méthodes de torture à l'égard des détenus politiques. La mort de deux de ceux-ci soumis à la torture et l'hospitalisation de plusieurs autres aux fins de traitement psychiatrique ont soulevé des protestations du public en Afrique du Sud aussi bien qu'à l'extérieur.

Le régime d'apartheid a poursuivi ses procès politiques fondés sur des lois de sécurité arbitraires, imposant des peines sévères à des combattants de la liberté. Il a notamment traduit en justice des centaines de syndicalistes.

La situation des prisonniers et détenus politiques s'est aggravée. Outre les appels venant du pays même demandant de meilleures conditions d'incarcération et la mise en liberté de tous les prisonniers et détenus politiques, d'autres ont été lancés dans le monde entier réclamant la mise en liberté immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques en Afrique du Sud.

Le régime a proposé de nouvelles lois répressives. Il a adopté une législation contraignant les individus à se présenter devant le Conseil du Président et interdisant les appels de fonds sans audition de la partie intéressée. Il a également proposé des mesures restreignant encore la liberté de la presse et de réunion, pour pénaliser les éditeurs et pour confirmer les lois de sécurité.

En dépit des mesures répressives énoncées ci-dessus, la résistance à l'apartheid n'a fait que gagner du terrain. Les opposants du régime provenant de toutes les couches de la population ont résisté à ce système pernicieux à toutes les occasions possibles et ont fait preuve d'une conscience politique croissante.

La résistance clandestine et armée du mouvement de libération nationale a témoigné d'une détermination accrue ainsi que d'un sens nouveau de la coordination avec les autres actions de résistance de masse, y compris celles des travailleurs, des étudiants, des chefs religieux et des organisations communautaires. Dans le seul mois précédant l'anniversaire de la Journée de Soweto, neuf bombes ont explosé dans des actes de sabotage en Afrique du Sud.

Persistant dans sa politique néfaste de bantoustanisation, le régime a proclamé le Ciskei "homeland indépendant", en dépit des condamnations nationales et internationales. Il a aussi décidé de céder au Swaziland le bantoustan de Kangwana et la région d'Ingwavuma (qui fait partie de Kwa Zulu). Il a continué à contraindre par la force des Africains de quitter les zones urbaines blanches, et a promulgué l'Admission of Aliens to the Republic Act pour "déporter" dans les bantoustans ceux qui contrevenaient à la loi sur les laissez-passer.

A des fins politiques, dans le pays et à l'extérieur, le régime a proposé quelques amendements constitutionnels qui, pour l'essentiel, sont destinés à maintenir la domination et l'exploitation de la minorité blanche. Au titre de ce qu'il appelle "un partage limité du pouvoir", il a proposé d'assurer la représentation des Métis et des Asiatiques dans des chambres distinctes au Parlement, sur une base proportionnelle qui garantira une majorité aux Blancs. Ces propositions ont abouti au sein du parti

national à la dissension la plus grave depuis sa création, et à la formation du parti conservateur d'Afrique du Sud.

Les propositions en question excluait du Parlement les Africains, qui constituent la majorité écrasante de la population du pays. Le régime prévoyait des mesures qui ne donneraient aux Africains des zones urbaines que quelques droits d'intervention dans les affaires locales, à ce qui est appelé le "troisième niveau du gouvernement". Cette prétendue dispense a été fortement opposée par la population noire.

Le régime d'apartheid a renforcé ses effectifs militaires, a développé son industrie des armes et a acquis du matériel militaire. Il a bénéficié de la collaboration de certains pays dans les domaines des armements classiques et nucléaires. Il a aussi continué à commettre des actes d'agression contre les Etats indépendants voisins.

Dans le domaine économique, en raison surtout du déclin marqué des cours de l'or, les exportations de l'Afrique du Sud ont diminué, ses importations ont augmenté et son taux de croissance économique n'a pas atteint le niveau escompté par le régime. Le pays a continué d'emprunter à des institutions financières internationales et privées. Bien que le boycottage des sports soumis à l'apartheid ait continué à progresser, l'Afrique du Sud a pu attirer un certain nombre de sportifs, surtout en leur offrant de fortes sommes d'argent. De même, grâce à ce genre d'incitation financière, le régime a pu attirer un certain nombre d'artistes du monde du spectacle.

II. REPRESSION DE L'OPPOSITION A L'APARTHEID

A. Détentions, torture, assassinats et mises en résidence forcée

Qualifiant de menaces à la sécurité de l'Etat toute forme d'opposition et prétendant qu'il se trouvait confronté à une "attaque totale" des forces d'opposition à l'intérieur du pays et à l'extérieur, le régime de Pretoria a intensifié sa répression, de même que ses préparatifs militaires.

La vague de répression systématique et d'arrestations qui avait commencé en août 1981 ne s'est pas atténuée a/. En novembre 1981, des syndicalistes, des étudiants, des membres des professions libérales et des dirigeants religieux et communautaires de toutes les races ont été arrêtés sur une grande échelle. L'Organisation des juristes des droits de l'homme et d'autres organismes ont fermement condamné ces détentions.

Au cours du second semestre de 1981, 19 personnes ont été accusées d'infraction à la loi sur la sécurité intérieure. Au 24 mars 1982, on en comptait encore six qui attendaient d'être jugées; huit avaient attendu plus de trois mois chacune, de 83 à 232 jours selon les cas, avant d'être accusées ou libérées. Durant la même période, 22 hommes et femmes de moins de 18 ans avaient été détenus en vertu des lois sur la sécurité. Au 24 mars, six d'entre eux avaient été jugés pour sabotage, mais aucun n'avait été convaincu du délit dont il était accusé.

Le régime a affirmé que le pays était menacé non seulement par la lutte armée, mais aussi par la propagation d'idées qui sapient les fondements de la République.

Le Ministre de la défense a déclaré que les "organisations de première ligne" étaient utilisées par l'African National Congress pour promouvoir des désordres parmi les travailleurs.

En conséquence, le régime raciste a dirigé sa répression contre le mouvement syndicaliste noir indépendant. Des travailleurs et des dirigeants syndicaux ont été emprisonnés à cause de leurs activités syndicales. En février, presque tous les dirigeants de la South African Allied Workers Union (SAAWU), cinq membres de la General and Allied Workers Union (GAWU) et cinq membres de la Fédération nationale des travailleurs dont le siège est au Natal étaient détenus. En mars, 13 syndicalistes étaient en prison.

En avril, au cours d'une rafle menée avant l'aube, la police a détenu brièvement 11 personnes à Soweto, membres pour la plupart de la Fédération des femmes sud-africaines, notamment Mme Albertina Sisulu.

Le 2 avril, 85 personnes étaient détenues en vertu de la section 6 de la loi sur le terrorisme et sept en vertu de la section 22 de la General Law Amendment Act. Soixante des premières étaient en détention depuis plus de trois mois. De la date d'entrée en vigueur de la loi sur le terrorisme au 24 février 1982, un total de 4 094 personnes avaient été arrêtées en vertu de l'inique section 6 de cette loi. Alors que 222 personnes avaient été détenues aux termes de la même loi en 1980, leur nombre s'élevait à 320 en 1981.

En juin, la police a arrêté 250 personnes à un service funèbre célébré pour M. Joseph Mawi, et a empêché les Blancs d'assister à ses funérailles en refusant de leur délivrer des permis pour se rendre à Soweto.

Le 16 juin, Journée de Soweto, des jeunes gens et des policiers se sont affrontés à Soweto et dans d'autres parties du pays; la police a arrêté 47 journalistes blancs et a confisqué leurs laissez-passer les autorisant à entrer à Soweto. Quelques jours plus tard, la police a arrêté M. Quariash Patel et trois autres journalistes, et invoqué la clause controversée du Police Act (sect. 27C) pour interdire la publication d'informations au sujet de ces détentions b/. La Société sud-africaine des journalistes a fortement protesté contre l'invocation de cette clause.

Dans les bantoustans dits "indépendants", le régime de Pretoria s'est assuré que les autorités s'acquittaient des nouvelles fonctions qui leur avaient été attribuées pour lutter contre les soulèvements. Les autorités du Ciskei, par exemple, ont détenu des centaines de personnes, ont ouvert le feu sur une foule de syndicalistes qui revenaient d'un service funèbre, et ont recouru à des méthodes brutales pour contraindre le syndicat indépendant SAAWU, qui avait rejeté avec persistance la prétendue "indépendance" du Ciskei.

Au Venda, les autorités ont lancé une répression de vaste envergure après une attaque lancée en octobre 1981 contre le poste de police de Sibasa. En 1981, elles ont détenu 21 personnes en vertu de la section 6 de la loi sur le terrorisme. En janvier, 18 étaient encore détenues. La police a arrêté quatre ministres de l'Eglise luthérienne évangéliste. L'un d'entre eux, le Rév. T. S. Farisan, doyen de l'Eglise, a été hospitalisé, après avoir été détenu pendant un mois, avec de graves blessures causées par des tortures. Un autre ministre, Isaac Muofhe, est mort en détention à la suite de tortures c/. L'Eglise a refusé de participer aux célébrations de l'"indépendance" du Venda.

Dans leurs actions répressives, les autorités du Venda suivaient les directives de la police de sécurité sud-africaine. En février, il a été déclaré au Parlement que neuf membres de la police sud-africaine avaient été détachés au Venda en qualité de conseillers et d'officiers instructeurs. Des officiers sud-africains étaient également en activité dans les bantoustans dits "indépendants".

L'opinion publique mondiale a appris avec indignation que M. Neil Aggett, un syndicaliste, était décédé en détention le 5 février. La police a qualifié sa mort de suicide, mais des organisations nationales et internationales ont exigé une enquête. Quelque 85 000 travailleurs du pays tout entier ont participé à un arrêt de travail pour protester contre cet assassinat et contre un système de détention sans jugement.

Dans une déclaration faite à la police avant sa mort, M. Aggett avait assuré qu'il avait été torturé. Il avait également été interrogé pendant 62 heures sans interruption. Le Dr Vernon Kemp, médecin légiste, qui a procédé à l'autopsie, a témoigné le 7 juin à l'enquête que l'examen médical confirmait les plaintes de M. Aggett. En dépit de fortes objections de la police, la déclaration de M. Aggett a été admise comme preuve à l'enquête aux termes d'une décision de la Cour suprême du Transvaal.

Il y a eu un certain nombre de rapports de tortures physiques et psychologiques. Un grand nombre de détenus, surtout parmi ceux qui ont été arrêtés en novembre 1981, ont été gardés au secret pendant de longues périodes. En particulier, M. Thozamile Gqweta, président de la SAAWU, et M. Sam Kikine, secrétaire général de la SAAWU, ont été hospitalisés pour traitement psychiatrique en février-mars, ainsi que le Dr Liz Floyd et le doyen Farisani d/.

M. Alexander Mbatha, agent d'exécution pour la Conférence sud-africaine des évêques catholiques, a prétendu qu'il avait été sauvagement battu et qu'on lui avait administré des électrochocs en détention. Lui et sa femme avaient été libérés en avril, après avoir été détenus six mois aux termes de la section 6 de la loi sur le terrorisme. Sa femme avait eu une crise cardiaque et une légère attaque au cours de sa détention.

L'électrochoc, l'asphyxie, la station debout imposée, la privation de sommeil, les coups, l'empoisonnement et de longues périodes d'incarcération au secret sont parmi les méthodes de torture utilisées. S'élevant contre ces méthodes, l'Association sud-africaine de psychologie a invité les ministres de l'ordre public et de la justice à ne pas tenir compte des déclarations des détenus car elles avaient été faites sous contrainte.

Le public britannique a aussi eu un avant-goût des lois de sécurité sud-africaines lorsque, en janvier, M. Steve Kitson est allé rendre visite à son père, M. David Kitson, prisonnier politique en Afrique du Sud. Alors qu'il était auprès de celui-ci, il a été arrêté et soumis à des interrogatoires brutaux et à des tortures par la police qui voulait des informations sur les rapports de sa mère avec l'ANC. Le lendemain du jour où il a quitté l'Afrique du Sud, sa tante, Mme Jean Weinberg, a été trouvée assassinée.

M. Griffith Mxenge, juriste et membre de l'ANC, a été assassiné en novembre 1981. L'ANC affirme que c'était là un autre assassinat politique perpétré par les agents du régime d'apartheid. Le Comité des juristes pour les droits civils au titre de la loi, de Washington, D.C., a envoyé des notes de protestation aux autorités d'Afrique du Sud et des Etats-Unis.

Le 4 juin, M. Petrus Nyaose, représentant de l'ANC au Swaziland, et sa femme ont été tués par une bombe qui a explosé dans leur voiture. L'ANC a qualifié leur mort d'assassinat politique et en a accusé le régime sud-africain.

Le régime a continué à recourir aux mises en résidence forcée pour réprimer l'opposition à l'apartheid. Le 19 février, 82 personnes étaient dans ce cas en Afrique du Sud aux termes de la loi sur la sécurité intérieure, et 29 autres avaient quitté le pays. En solidarité avec les condamnés à la résidence forcée et les détenus, M. Brian Bishop, président de la Ligue des droits civils, a invité tous les Sud-Africains à vivre comme eux pendant une semaine à partir du 24 mai 1982. On trouvera à l'appendice I une liste des condamnés portant sur la période considérée.

Pour prévenir la diffusion de critiques de l'apartheid, le régime a interdit des publications et a soumis des journalistes à des persécutions et des détentions, en particulier des journalistes noirs. En avril, une interdiction permanente a été imposée au SASPU-National, le principal journal universitaire du pays e/. Le même mois, une interdiction a été imposée au Work in Progress, journal universitaire, qui se spécialise dans les questions de détention, de travail et de procès politiques f/.

La vague de répression systématique a été condamnée en Afrique du Sud aussi bien qu'à l'extérieur. Le Comité d'aide aux parents de détenus, qui comprend des membres de toutes les races, a recueilli et diffusé des informations sur la situation des détenus. Le Comité a des chapitres dans tout le pays. Ceux-ci organisent des protestations publiques hebdomadaires, des réunions et des délégations auprès du Ministre des prisons. Le Comité a demandé la mise en liberté de tous les détenus politiques et l'abrogation des lois sur la sécurité. Son appel a recueilli un vaste soutien auprès des organisations nationales et internationales. Ses demandes sont fondées sur la Déclaration de Tokyo, adoptée par l'Association médicale mondiale en 1975, qui énonce des directives à l'intention des médecins qui traitent des détenus et des prisonniers. La Conférence sud-africaine des évêques catholiques a déploré les détentions sans procès et a déclaré sa solidarité avec le Comité.

A l'échelon international, de nombreux appels ont été lancés pour qu'il soit mis fin à la répression contre le peuple opprimé d'Afrique du Sud. Pour ne mentionner que quelques exemples, en octobre 1981, une veillée a été organisée à Londres en vue d'obtenir la mise en liberté du syndicaliste, Oscar Mpetha. Au Royaume-Uni, également, le Président de "South Africa - The Imprisoned Society" (SATIS) a lancé un appel au régime sud-africain pour qu'il remette en liberté deux membres de l'ANC qui avaient été faits prisonniers lors d'une incursion de l'Afrique du Sud au Mozambique en 1981. Aux Pays-Bas, plusieurs Eglises, syndicats et partis politiques ont organisé des démonstrations de protestation contre les détentions sans procès en Afrique du Sud.

En outre, la Confédération internationale des syndicats libres, l'Organisation internationale du Travail et la Fédération internationale des employés, techniciens et cadres (Genève) ont invité l'Organisation des Nations Unies à s'occuper de la question de la détention des syndicalistes, tandis que le Président de l'AFL-CIO, Lane Kirkland, a envoyé un télégramme au premier ministre Botha qualifiant les détentions de sérieuses violations des droits syndicaux.

Le 25 février, la Commission des droits de l'homme a adopté une résolution invitant l'Afrique du Sud à permettre à une mission de l'Organisation des Nations Unies de procéder à une enquête sur les conditions carcérales dans le pays. Elle a aussi demandé que le régime mette un terme aux tortures et aux mauvais traitements des détenus politiques en Afrique du Sud et en Namibie.

B. Procès politiques

Des centaines de personnes, particulièrement des syndicalistes, ont fait l'objet de procès politiques en vertu des lois arbitraires relatives à la sécurité.

En septembre 1981, E. B. Khumalo et trois autres combattants de la liberté ont été condamnés à des peines de prison allant de 10 à 16 ans. Ils ont été inculpés et jugés en vertu de la loi sur le terrorisme et de la loi sur les organisations illégales.

Le 30 octobre 1981, 76 travailleurs africains ont été traduits en justice, tandis qu'en décembre 1981, plus de 140 syndicalistes ont comparu devant les tribunaux en vertu du Rioutous Assemblies Act (loi sur les réunions séditeuses).

En février, le Ministre de la police a annoncé que 21 procès pour atteinte à la sûreté étaient en instance et que l'instruction de 12 autres était terminée. Des articles de presse ont révélé que le régime projetait une série de procès pour tenter d'attirer l'attention sur un prétendu lien entre l'ANC et les syndicats et qu'il cherchait à regrouper en un seul délit de conspiration un certain nombre d'actions anti-apartheid, telles que boycottages par les consommateurs, manifestations le jour de la Fête nationale, activités syndicales et actes de sabotage, et à les réprimer à ce titre.

En avril, deux combattants de la liberté, T. S. Mogoerane et J. S. Mosololi, ont comparu devant le tribunal; ils étaient accusés de trahison à propos d'attaques dirigées contre des postes de police à Orlando, Moroka et Wonderbom Port. A la mi-juillet, le procès durait encore. Trois autres combattants, P. N. Maqubela, B. R. Maqhutyana et S. Mtumelelo, ont comparu à propos d'explosions qui avaient eu lieu dans des immeubles de Durban.

Au cours du même mois, la Cour d'appel a maintenu la condamnation à mort prononcée contre trois membres de l'ANC, N. J. Lubisi, P. T. Mashigo et N. Manana. Le 9 avril, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté une résolution dans laquelle il demandait au régime sud-africain de commuer ces peines de mort. Le Conseil a aussi prié instamment tous les Etats et organisations d'user de leur influence pour sauver la vie de ces trois combattants de la liberté. Le 3 juin, cédant aux pressions nationales et internationales, le régime a commué leur peine en emprisonnement à vie.

Le procès interminable d'Oscar Mpetha, dirigeant syndicaliste âgé et de 18 autres personnes s'est poursuivi à la Cour suprême du Cap. Ils étaient accusés de meurtre et de "terrorisme" en liaison avec la mort de deux Blancs pendant les incidents de Crossroads, en août 1980. L'état de santé de M. Mpetha s'est sérieusement détérioré pendant sa longue détention. En raison de sa mauvaise santé, il a été dispensé d'assister aux séances en février.

En mai, M. Thozamile Gqweta, M. Sam B. Kikine et M. Sisa J. Njikelana, trois dirigeants de la South African Allied Workers' Union, ont comparu brièvement devant le tribunal en vertu de la loi sur le terrorisme. Ils n'ont pas été poursuivis.

Trois membres de l'ANC, F. S. Sithole, J. Ngcobo et T. Mtenyane, ont été condamnés à une peine de prison le 8 juillet par le Tribunal régional de Durban pour avoir contrevenu à la loi sur le terrorisme. Ils ont été condamnés à un total de cinq ans de prison ferme chacun, sous l'inculpation d'incitation à quitter l'Afrique du Sud pour aller acquérir un entraînement militaire et de conspiration en vue de commettre des actes de sabotage et de violence dans la République.

Dans d'autres procès en vertu de la loi sur le terrorisme, le régime a imposé des peines sévères, surtout dans les affaires où les accusés étaient inculpés d'activités "subversives". Un dirigeant du South African Youth Revolutionary Council, K. S. Seathlolo, a été condamné en mars à 10 ans de prison et un autre, M. M. Loate, à cinq ans, en vertu de la loi sur le terrorisme. Sept témoins qui avaient refusé de témoigner à ce procès se sont vu infliger des peines allant jusqu'à 18 mois de prison. L'un de ceux qui ont été condamnés à 18 mois de prison, le journaliste Thami Mazwai, avait passé cinq mois en réclusion, pendant lesquels il avait été brutalisé par la police g/.

Les procès politiques ont également révélé que la police se livrait à des voies de fait et que la torture était pratiquée dans les prisons. Au procès de M. Mpetha, les témoins à charge ont affirmé qu'ils avaient été intimidés par la police. Plusieurs d'entre eux ont dit qu'ils avaient fait leurs déclarations sous contrainte et qu'ils avaient été brutalisés par la police. Au cours de leur procès en vertu de la loi sur la sécurité intérieure, trois étudiants de l'université du Witwatersrand ont témoigné qu'ils avaient été violemment maltraités par la police de sécurité.

C. Prisonniers politiques et situation dans les prisons

La communauté internationale a maintes fois exprimé sa profonde préoccupation à l'égard des prisonniers politiques en Afrique du Sud et de leur situation et demandé leur libération.

En mars, le lord Maire de Glasgow, M. Michael Kelly, et le Comité spécial contre l'apartheid ont publié une déclaration signée par plus de 1 400 maires de villes du monde entier, qui appelaient le régime de Pretoria à libérer immédiatement et sans conditions tous les prisonniers détenus en vertu des lois d'apartheid à cause de leurs opinions politiques et, en particulier, demandaient la libération de Nelson Mandela.

En avril, Nelson Mandela, Walter Sisulu, Raymond Mhalaba et Andrew Mlangeni, quatre dirigeants de l'ANC qui purgeaient des peines de prison à vie, ont été transférés de Robben Island à la prison de Pollsmoor, au Cap. Les autorités n'ont fourni aucune explication mais, à ce qu'il semble, elles pensaient que M. Mandela avait acquis une grande influence auprès des prisonniers politiques de Robben Island. Il avait organisé un programme d'éducation à grande échelle, pour ses camarades de prison.

Au cours du même mois, Govan Mbeki, prisonnier politique à Robben Island, a écrit une lettre dans laquelle il révélait que, bien que le régime ait donné une grande publicité à sa décision de permettre aux prisonniers de poursuivre des études à tous les niveaux à compter de 1982, sa demande d'inscription à une maîtrise d'économie avait été rejetée après que le régime eut modifié le règlement pertinent.

Le 14 juillet à Londres, en l'espace de 12 heures, 190 membres de tous les partis de la Chambre des communes ont signé une motion visant à faire pression sur le Gouvernement sud-africain pour qu'il libère Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques de ce pays. Cette motion était présentée par le porte-parole aux affaires étrangères du parti travailliste, M. Stanley Clinton-Davis, qui avait accompagné Mlle Amandla Kitson en Afrique du Sud au début de l'année lorsqu'elle était allée voir son père, David Kitson, syndicaliste qui purge une peine de prison de 20 ans : on l'avait accusé de sabotage et d'avoir servi les buts du communisme.

Les prisons étaient extrêmement surpeuplées. Il a également été révélé que beaucoup de prisonniers avaient été enfermés en régime cellulaire 23 heures par jour, pendant des périodes de plus de deux ans.

Selon le Ministre de la justice, au 30 mars, il y avait à Robben Island 368 prisonniers purgeant des peines pour atteintes à la sûreté de l'Etat et 201 pour d'autres crimes. Dans cette dernière catégorie, cinq avaient moins de 18 ans.

D. Mesures législatives de répression

Powers and Privileges of the President's Council Act (No 103) (loi sur les pouvoirs et prérogatives du Conseil du Président) de 1981, publiée au journal officiel le 6 novembre 1981, déclare délit punissable le fait de ne pas comparaître devant le Conseil malgré une sommation à cet effet. Le but réel de cette loi est d'obliger les opposants au régime qui ne croient pas à l'utilité du Conseil à comparaître devant cette institution.

La Fund-raising Second Amendment Act (loi portant deuxième amendement aux dispositions relatives aux appels de fonds), publiée au journal officiel le 9 octobre 1981, autorise le Ministre de la santé, des affaires sociales et des pensions à interdire à toute organisation de faire des appels de fonds, sans même avoir entendu la partie intéressée. Cette loi visait des organisations telles que la Federation of South African Trade Unions et le South African Council of Churches, qui critiquent sévèrement l'apartheid.

Le Parlement a adopté une nouvelle législation sur la sécurité, fondée sur les recommandations de la Commission Rabie pour les lois sur la sécurité. Les nouvelles mesures visaient à réunir les lois existantes relatives à la sécurité (une douzaine) en une seule, l'International Security Act de 1982 (No 74 de 1982), qui est entrée en vigueur le 2 juillet 1982. La nouvelle loi reprend toutes les dispositions les plus rigoureuses des lois sur la sécurité qui existaient alors, en conservant les dispositions qui prévoient la détention indéfinie sans jugement et sans appel.

L'Association des sociétés de droit et le Conseil général du barreau, l'un et l'autre d'Afrique du Sud, ont déclaré en mai que les mesures de sécurité intérieures proposées n'assuraient pas des sauvegardes effectives contre l'injustice et les abus. Les mesures se sont heurtées à l'opposition d'autres organisations, dont les Juristes pour les droits de l'homme.

Le Parlement a aussi promulgué la Protection of Information Act (loi sur la protection de l'information) (No 84 de 1982) élargissant la définition de l'information qui ne peut pas être divulguée. Cette loi se substitue à l'Official Secrets Act (loi sur les secrets d'Etat) de 1969 et à la section 10 de la General Law Amendment Act de 1972. Elle a été adoptée pour "assurer la protection contre la divulgation de certaines informations". Entre autres choses, la loi interdit l'obtention ou l'élaboration de documents ou d'informations relatifs à la défense de la République, toutes questions militaires ou de sécurité ou la prévention ou la répression du terrorisme, dans le dessein de les divulguer à un Etat étranger, une organisation hostile et d'autres institutions ou personnes.

L'Intimidation Act (loi sur l'intimidation), No 72 de 1982, qui fait un délit d'exercer des pressions sur quiconque pour l'amener à "adopter ou abandonner un point de vue particulier", risque d'affecter les campagnes communautaires menées par solidarité avec les syndicats noirs. Formulée en termes vagues, la loi a déjà été utilisée dans des grèves récentes à Durban, où des syndicats ont été condamnés en vertu de ses dispositions. Elle prévoit un maximum de 10 jours de prison.

Le Parlement a voté la Co-operation and Development Amendment Act (loi portant amendement aux dispositions relatives à la coopération et au développement) qui exige le secret dans les affaires intéressant les Africains. Il a aussi voté la Demonstration in or near Court Buildings Prohibition Act (loi sur les manifestations dans les palais de justice ou à proximité) (No 71 de 1982) qui interdit toute démonstration et tout rassemblement dans un rayon de 500 mètres autour des palais de justice sous peine d'un emprisonnement d'un an. Il a d'autre part voté la Nuclear Energy Act (loi sur l'énergie nucléaire) (No 92 de 1982) qui impose de nouvelles restrictions à la presse en interdisant la publication d'informations relatives aux réserves de minerais contenant des matières fissiles et aux licences et installations nucléaires. Parallèlement, le Parlement a débattu des mesures figurant dans le projet d'amendement relatif à l'enregistrement de la population qui exigeraient que l'on prenne les empreintes digitales de tous les Sud-Africains. Toutes ces mesures violent les libertés individuelles et limitent la liberté de la presse.

La Fédération internationale des journalistes a lancé au mois de mai une mise en garde contre l'application des propositions de la Commission Steyn qui prévoyait des contrôles rigoureux de la presse et a condamné la répression des journalistes en Afrique du Sud.

Le Parlement a examiné en juin une autre mesure rétrograde tendant à réviser la réglementation relative aux laissez-passer. Le projet de loi intitulé Orderly Movement and Settlement of Black Persons Bill, connu également sous le nom d'Influx Bill, décuplerait le montant de l'amende infligée aux employeurs d'Africains, donnerait aux ministres des pouvoirs extraordinaires pour déplacer sommairement des établissements africains et interdirait aux Africains de passer la nuit sans autorisation dans les zones réservées aux Blancs, rendant ainsi nécessaires des rafles nocturnes en masse. Ce projet a pour but de remplacer la loi sur les zones urbaines de 1945 et de contrôler plus étroitement la vie des Africains dans les agglomérations. Le projet a été renvoyé en juillet à une commission d'enquête parlementaire pour examen et rapport, en même temps que le Black Communities Development Bill (projet de loi sur le développement des communautés noires). Des commentaires devaient être présentés à la fin d'août 1982.

Le 2 juin, le Ministre de l'intérieur a fait voter à la hâte par le Parlement le projet d'amendement relatif à l'enregistrement des journaux (Registration of Newspapers Amendment Bill) pour donner au gouvernement le pouvoir légal d'annuler l'enregistrement des journaux. En vertu de la nouvelle Registration of Newspapers Amendment Act (loi portant modification des dispositions relatives à l'enregistrement des journaux) (loi 98 de 1982) qui a été promulguée le 30 juin au journal officiel et qui modifie la loi sur l'enregistrement des journaux et imprimés et la loi sur les publications, tous les journaux et publications sont tenus d'être enregistrés auprès d'un organe de contrôle et sont soumis à son pouvoir disciplinaire. Ne pas obéir entraînerait l'annulation de leur enregistrement par proclamation. Pour être enregistré à nouveau, il faut l'approbation du Ministre de l'intérieur. Le projet de loi a été voté malgré la vive opposition de tous les journalistes sud-africains et de leurs associations. La loi entrerait en vigueur à une date qui doit être fixée par le Président de la République, lequel pourrait fixer des dates différentes pour ses différentes dispositions.

III. INTENSIFICATION DE LA RESISTANCE A L'APARTHEID

A. Généralités

La résistance à l'apartheid s'est intensifiée au cours de l'année passée. Des travailleurs, des étudiants, des dirigeants religieux, des journalistes, des intellectuels et d'autres personnes ont manifesté davantage leur opposition à l'apartheid.

Des rassemblements de masse ont eu lieu lors des funérailles de militants politiques et de diverses commémorations qui ont été l'occasion d'une mobilisation politique. Ceci a été le cas lors des funérailles du Dr Aggett, de l'anniversaire du massacre de Sharpeville, de l'exécution du combattant de la liberté Solomon Mahlangu et de la cérémonie d'inauguration de la stèle funéraire de Mangaliso Sobukwe, dirigeant du PAC.

Des manifestations de militants ont eu lieu dans les tribunaux où se déroulaient des procès politiques ou à proximité. Les spectateurs ont entonné des chants de liberté, scandé des slogans de libération et brandi leur poing levé en même temps que les accusés à la lecture de la sentence.

Il y a eu un mouvement de résistance de masse contre les conditions de logement effroyables, contre les loyers et le prix des transports. Près de 2 000 habitants de Mitchells Plain ont protesté contre la hausse exorbitante des loyers. Plus de 33 300 personnes ont signé une pétition contre la hausse des loyers dans toute la partie occidentale de la province du Cap.

Le Comité des Dix de Soweto, le Mouvement Inkatha et d'autres organisations africaines ont constitué un Comité de vigilance des banlieusards pour lutter contre la hausse du prix des transports annoncée par la Compagnie d'autobus Putco.

Les femmes ont participé activement à ces luttes communautaires. Lors d'une réunion convoquée par la Fédération des femmes d'Afrique du Sud en octobre 1981, les résidents de Soweto ont décidé de s'organiser contre les hausses inacceptables des loyers. Les femmes ont également été à la tête des manifestations contre les expulsions et les déplacements forcés de population, par exemple, lors de l'affaire du camp de squatters de Nyanga.

Les étudiants ont continué de critiquer le système d'enseignement de qualité inférieure réservé aux Noirs. Ils ont boycotté les cours, convoqué des réunions pour soutenir la campagne menée contre la tenue des élections au Conseil indien africain et manifesté leur solidarité en bien d'autres occasions. Il convient de noter que les étudiants démocrates blancs ont joué un rôle de plus en plus actif dans l'opposition aux lois relatives à la sécurité et ont apporté leur soutien aux travailleurs en grève et aux résidents des villes protestant contre la hausse des loyers et du prix des transports.

En mai, près de 500 étudiants de l'Université de Fort Hare (université africaine) ont empêché le Chef Lenox Sebe et son entourage d'assister à la cérémonie de remise des diplômes. La police du Ciskei a abattu deux étudiants et en a arrêté 25 autres.

Le Comité de soutien aux parents des détenus a organisé un certain nombre de manifestations, de rassemblements et de veillées pour faire connaître le sort des détenus et prisonniers politiques. Il a reçu un vaste soutien national et international. En mars, il a lancé une campagne nationale dans le cadre de la Semaine des détenus afin d'attirer l'attention sur le sort de plus de 200 détenus politiques emprisonnés en vertu des lois relatives à la sécurité.

B. Résistance des travailleurs

Les travailleurs noirs n'ont pas seulement exigé des salaires accrus et de meilleures conditions de travail, mais ont également remis en cause les principes mêmes du système d'apartheid. Le mouvement des syndicats noirs indépendants, qui est devenu un moyen d'atteindre des objectifs sociaux et politiques plus larges, a vu ses effectifs s'accroître de façon impressionnante. La police a périodiquement détenu des syndicalistes sans procès, perquisitionné dans leurs locaux et interdit leurs réunions.

Bien que la législation du travail limite strictement le droit de grève et qualifie de délit les grèves "illégalles", le nombre des grèves a beaucoup augmenté. La plupart des grèves étaient "illégalles" et elles ont été l'occasion d'interventions policières plus nombreuses; les tensions se sont accentuées dans les usines. En 1981 il y a eu plus de grèves industrielles que jamais (283 grèves et 59 arrêts de travail).

Les grèves et arrêts de travail ont touché en 1981 297 sociétés et 92 842 travailleurs dont 84 706 étaient des Africains et le reste des métis et des Asiatiques, ce qui représente un accroissement de 50 p. 100 par rapport à 1980. Ces chiffres ne tiennent pas compte des autres formes de résistance des travailleurs, telles que les grèves du zèle et le refus de faire des heures supplémentaires.

De vastes mouvements de grève ont eu lieu dans l'industrie du sucre, de la métallurgie, de l'habillement et de l'automobile, motivées surtout par des revendications salariales, des licenciements et la reconnaissance des syndicats. Rien qu'en octobre 1981, les conflits ont touché plus de 20 000 travailleurs dans une quarantaine de sociétés. La question de la caisse de retraite des travailleurs a également suscité de nombreuses grèves h/. Beaucoup d'autres visaient à obtenir la reconnaissance des syndicats.

Les syndicats noirs indépendants ont donc vu leurs effectifs s'accroître. La Fédération des syndicats sud-africains représente 95 000 membres contre 60 000 en 1980. Elle est majoritaire dans 387 usines, a obtenu 30 conventions de reconnaissance de syndicats et compte plus de 1 500 délégués syndicaux.

Le Syndicat des travailleurs unis d'Afrique du Sud (SAAWU) a connu également une croissance remarquable. Il compte plus de 75 000 membres et est le syndicat le plus important et le plus influent du Ciskei. Il a été l'une des forces dirigeantes dans le mouvement d'opposition à l'"indépendance" du Ciskei et a été sévèrement réprimé par les autorités du Ciskei.

La population noire a organisé des rassemblements et des boycottages de consommateurs en solidarité avec les travailleurs en grève, par exemple le boycottage des produits de la société Wilson-Rowntree et de la société Henkel. La police a eu recours à des mesures répressives pour empêcher cette solidarité de s'exprimer. Elle a arrêté des personnes qui lisaient des bulletins d'information sur le boycottage ou portaient des badges appelant au boycottage. Elle a menacé d'arrêter tous groupes de cinq personnes ou plus sous prétexte qu'ils constituaient des "rassemblements illégaux".

Le mouvement syndical international a fermement dénoncé la répression s'exerçant contre les syndicats noirs indépendants en Afrique du Sud.

En mai, le Conseil exécutif de la Confédération internationale des syndicats libres a adopté une résolution dans laquelle, entre autres dispositions, il déplorait la répression systématique et brutale du mouvement des syndicats noirs indépendants par le régime d'apartheid et exigeait la libération immédiate des syndicalistes détenus. Dans un télégramme adressé au Premier Ministre Botha, la Confédération internationale a énergiquement condamné l'arrestation et le harcèlement de syndicalistes noirs. Dans un autre télégramme, elle a lancé un appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il entreprenne les démarches nécessaires pour obtenir la libération de tous les syndicalistes.

Au début de juillet, après une semaine de protestation de la part des mineurs africains, 10 de ceux-ci au moins ont été tués par la police et les gardes de sécurité, beaucoup ont été blessés et arrêtés et plus de 1 000 ont été déportés vers les homelands et les Etats voisins. Les troubles ont été déclenchés par un conflit au sujet des salaires et à cause des nombreux accidents du travail imputables à l'insuffisance des mesures de sécurité. Le salaire des mineurs africains est près de sept fois moindre que celui des mineurs blancs. Les mineurs africains n'ont pas le droit de négocier leurs salaires alors que les mineurs blancs le peuvent et les emplois les mieux payés sont réservés à ces derniers.

C. Boycottage des élections au Conseil indien sud-africain

Le 4 novembre 1981, la communauté indienne a manifesté catégoriquement son refus du Conseil indien sud-africain (SAIC), en boycottant l'élection des membres de cette institution d'apartheid : le mouvement d'opposition au Conseil avait lancé un appel à toutes les forces démocratiques pour qu'elles organisent des formes efficaces de protestation et refusent de participer à ces institutions, sous le slogan "voter pour le Conseil, c'est voter pour l'apartheid".

Dans sa campagne contre les élections, le Comité anti-SAIC avait obtenu le soutien de syndicats, d'écoles, d'organismes religieux, d'organisations communautaires et autres. Il avait organisé des rassemblements de protestation et des réunions interraciales. A l'une de ces réunions, Mme Albertina Sisulu, dirigeante de la Fédération des femmes d'Afrique du Sud, actuellement interdite, et de la Ligue des femmes de l'ANC, et épouse du dirigeant de l'ANC, Walter Sisulu, qui est en prison, a déclaré : "Nous devons nous unir pour combattre ces organismes fantoches car notre solidarité même constitue une menace pour le Gouvernement."

Le pourcentage extrêmement bas (10,5 p. 100) de participation électorale est imputable au fait que le Conseil est considéré par la population comme un facteur de division, destiné à détourner l'attention de la question essentielle : la nécessité d'instaurer un système de gouvernement véritablement représentatif issu du suffrage universel des adultes. Il est également considéré comme un moyen de perpétuer et de légitimer l'apartheid, en contradiction totale avec le désir de la population de voir régner la justice, la liberté et l'égalité dans le pays.

Le boycottage massif des élections a été salué de toutes parts comme une manifestation indéniable d'unité entre toutes les forces démocratiques d'Afrique du Sud et a démontré que, malgré les efforts du régime pour diviser la population en groupes raciaux et ethniques, celle-ci était plus unie que jamais dans sa lutte contre l'apartheid. Cependant, malgré le caractère non représentatif de ces élections, le régime raciste a reconnu le Conseil nouvellement élu comme le seul organe représentatif de la communauté indienne.

D. Opposition des Eglises sud-africaines

Les Eglises d'Afrique du Sud ont continué de résister résolument à l'apartheid et d'apporter leur soutien aux adversaires de cet odieux système, malgré les mises en garde du régime qui leur a rappelé à maintes reprises que les Eglises ne devaient pas s'occuper de politique.

Le Conseil des Eglises d'Afrique du Sud (SACC) a appuyé la campagne de boycottage des élections au Conseil indien africain et a fourni une assistance financière aux squatters de Nyanga lorsque ceux-ci ont été expulsés de force du quartier par la police. L'évêque Desmond Tutu, Secrétaire général du SACC, a déploré la prétendue "indépendance" du Ciskei, la qualifiant de frauduleuse et fallacieuse.

En octobre 1981, l'Assemblée générale de l'Eglise presbytérienne a demandé aux pasteurs de passer outre à la loi sur les mariages mixtes et d'ignorer l'interdiction qui leur est faite de citer des discours et des écrits lorsqu'ils prêchent en chaire. Elle a engagé les paroissiens presbytériens à organiser des manifestations pacifiques contre l'apartheid, les employeurs à reconnaître les syndicats représentatifs, qu'ils soient enregistrés ou non, et a lancé un appel au régime pour qu'il améliore la législation du travail afin de permettre que l'on puisse apporter une assistance financière, matérielle et autre aux travailleurs en grève.

L'Eglise méthodiste a demandé que tous les Sud-Africains bénéficient de la même citoyenneté, que la réglementation relative aux laissez-passer soit abrogée, qu'il soit mis fin aux déportations forcées et que soit instauré un système d'éducation commun à tous. Dans un rapport établi en octobre et présenté au Synode de l'Eglise anglicane, cette dernière a recommandé que l'on soutienne les mouvements de guérilla en Afrique australe. Elle a recommandé de retirer l'argent investi dans des compagnies liées à l'Afrique du Sud et de soutenir les objecteurs de conscience et le mouvement international visant à interdire aux sportifs sud-africains de participer à des compétitions i/. En juin, le Synode de l'Eglise méthodiste d'Afrique australe a lancé l'idée d'une convention nationale rassemblant des représentants de toutes les races pour élaborer un système qui rende leurs droits de l'homme à tous les Sud-africains.

L'Eglise catholique a critiqué la loi sur les mariages mixtes et a déclaré que les prêtres devaient marier les gens sans tenir compte de la couleur de leur peau. En réponse à un appel lancé pour aider d'urgence les millions de travailleurs migrants, la Conférence des évêques catholiques a demandé l'adoption d'une Charte des droits des travailleurs.

En mai, le Synode de l'archidiocèse catholique de Durban a exprimé son soutien au Conseil des Eglises d'Afrique du Sud et qualifié son oeuvre de prophétique.

M. Allan Boesak, membre de la Nederduitse Gereformeerde Kerk (Eglise réformée néerlandaise), a déclaré en avril que l'Afrique du Sud était incontestablement le pays le plus raciste du monde. Dans un document présenté à l'Alliance réformée mondiale, il a déclaré que le régime imposait par la violence une idéologie d'apartheid contraire à l'enseignement chrétien.

Aux Pays-Bas, le Synode de la Gereformeerde Kerk (Eglise réformée) a adopté le 21 avril une résolution rejetant tous liens directs avec l'Eglise réformée néerlandaise blanche d'Afrique du Sud. Le Synode a ainsi signifié à cette dernière que le soutien qu'elle apportait à l'apartheid était inadmissible. Il a également demandé de retirer tous les investissements néerlandais d'Afrique du Sud ainsi que boycotter les fruits d'Afrique du Sud et le tourisme dans ce pays, et exprimé son soutien des sanctions contre le régime d'apartheid dans le domaine pétrolier.

Par ailleurs, les Eglises réformées de la République fédérale d'Allemagne ont rompu le dialogue avec l'Eglise réformée néerlandaise d'Afrique du Sud jusqu'à ce que cette dernière rejette l'apartheid.

Dans une lettre publiée le 8 juin dans le journal officiel de l'Eglise réformée néerlandaise, Die Kerkbode, 123 pasteurs de cette Eglise originaires de toutes les régions d'Afrique du Sud ont déclaré qu'il n'y avait rien dans la Bible qui justifie la politique raciale du gouvernement. Ils ont condamné les fondements mêmes de la philosophie de l'apartheid. Ils ont également rejeté le système des bantoustans et le fondement racial des nouvelles propositions constitutionnelles. La presse a qualifié cette lettre de document historique. L'Eglise réformée néerlandaise compte officiellement plus de 1,5 million de Blancs, soit le tiers de la population blanche sud-africaine.

E. Lutte clandestine et armée

La lutte clandestine et armée s'est poursuivie avec détermination malgré l'escalade de la répression menée par le régime d'apartheid. Les combattants de la liberté ont opéré avec maîtrise, s'attaquant principalement aux commissariats de police, aux institutions d'apartheid et aux installations militaires. La synchronisation et la chronologie des événements démontrent que de plus en plus ces opérations ont été menées en coordination avec la résistance des étudiants, des travailleurs et d'autres couches de la population. On trouvera dans l'appendice 3 la chronologie des incidents ayant marqué la lutte clandestine et armée en Afrique du Sud au cours de la période considérée.

La coordination des activités devient évidente si l'on rapproche par exemple le fait que des bombes bourrées de tracts ont explosé quelques heures avant les funérailles de M. Aggett et qu'une bombe puissante a explosé en janvier, dans les bureaux de l'administration du Rand occidental, situés dans le quartier est d'Orlando, après que le régime eût annoncé que les loyers et le prix des transports allaient augmenter. Par ailleurs, la veille de l'anniversaire du massacre de Sharpeville, une bombe a explosé dans le tribunal de Langa, au Cap, où d'innombrables infractions à la réglementation relative aux laissez-passer sont jugées chaque année.

En un mois seulement, de la mi-mai à la mi-juin 1982, il y a eu neuf attentats à l'explosif. Tous ont été attribués à l'ANC ou revendiqués par lui et ont eu lieu en liaison avec l'anniversaire de la Journée de Soweto (Journée des héros) le 16 juin. Selon la police de sécurité, les combattants de la liberté de l'ANC ont conduit 60 attaques en 1981, contre 19 en 1980 et 12 en 1979.

A mesure que le mouvement de libération nationale progressait dans sa lutte, le régime a intensifié sa répression brutale à son encontre. Le 14 mars, une bombe a fait de sérieux dégâts dans les locaux du siège de l'ANC à Londres. L'ANC a dénoncé la responsabilité du régime sud-africain dans cet incident. Un certain nombre d'organisations, notamment le British Council of Churches (Conseil des Eglises de Grande-Bretagne) et le British National Union of Students (syndicat national des étudiants de Grande-Bretagne), ont condamné cet attentat à la bombe et se sont engagés à fournir un soutien matériel à l'ANC.

IV. CONTROLE SUR LES MOUVEMENTS ET DEPLACEMENTS DE POPULATION

En dépit de sa propagande concernant des "réformes", le régime a continué à appliquer rigoureusement les lois relatives aux laissez-passer et à mener une guerre impitoyable contre les Africains sans abri vivant dans les zones attribuées aux Blancs. On se rappellera qu'à la suite du rapport de la Commission Riekert, le régime a renforcé les contrôles à l'égard des travailleurs africains en ce qui concerne tant leur liberté de déplacement que leur droit de s'organiser.

Ignorant les appels et les condamnations nationaux et internationaux, le régime a continué à procéder à des déplacements massifs de population et à effectuer des descentes dans les camps de squatters. Il a fait appliquer les lois relatives à l'"immigration" (loi sur l'admission des étrangers dans la République) et a sommairement "expulsé" les contrevenants aux lois sur les laissez-passer vers les bantoustans, traitant ainsi en étrangers les Africains vivant dans les zones urbaines en situation prétendument illégale.

En septembre 1981, quelque 2 520 Africains qui se rendaient au Cap ont été arrêtés à des barrages routiers et "expulsés" vers le Transkei. Durant le second semestre de 1981, quelque 3 410 Africains ont été expulsés par la force du Cap, d'Alexandra, de Germiston, de Johannesburg et de Durban vers les bantoustans. Au cours de la même période, 30 534 hommes et 7 265 femmes ont été arrêtés par la police pour des infractions relatives aux laissez-passer et au contrôle sur les mouvements.

Le 8 mars, 56 squatters de la région de Manga, pour la plupart des femmes et des enfants, ont entamé une grève de la faim dans la cathédrale Saint-George du Cap pour exiger le droit de résider légalement dans la région du Cap. Des dirigeants religieux, les chefs de l'opposition et des dirigeants noirs ont lancé des appels au nom des squatters. Ayant reçu après 23 jours de jeûne l'assurance que le ministre les rencontrerait, les squatters ont mis fin à leur grève, mais le ministre a annoncé, à la consternation de la communauté internationale, qu'il ne pouvait leur garantir qu'ils pourraient rester au Cap.

Le régime a maintenu son contrôle absolu sur les conseils d'administration, dont les responsables ont effectué des descentes et procédé à des arrestations. La nouvelle réglementation issue des recommandations de la Commission Riekert sur la main-d'oeuvre africaine a permis de renforcer la réinstallation des Africains sans emploi dans les bantoustans.

L'afflux de travailleurs africains vers les zones blanches est l'aboutissement de la politique déconsidérée de bantoustanisation. Après trois décennies d'application de cette politique qui devait constituer la solution finale au problème de la structure raciste de la société, 13 p. 100 seulement du revenu des bantoustans sont produits sur place et ces bantoustans ne peuvent fournir un emploi qu'à 28 p. 100 de la main-d'oeuvre arrivant chaque année sur le marché du travail. L'augmentation du chômage à grande échelle et le caractère très limité des ressources des bantoustans ont pour effet cumulatif d'aggraver la misère et la famine et de pousser leurs victimes à chercher du travail dans les zones blanches.

V. BANTOUSTANS

Le régime raciste a persisté dans sa politique de bantoustanisation. Le 4 décembre 1981, il a déclaré le bantoustan pauvre du Ciskei "homeland indépendant", en dépit des condamnations et protestations nationales et internationales. Le Ciskei est donc devenu le quatrième homeland à se voir octroyer cette "indépendance" factice. L'enquête de la Commission Quail avait révélé que 90 p. 100 des personnes interrogées étaient opposées à cette indépendance et se prononçaient pour le système "à chacun une voix" dans une Afrique du Sud indivisible.

Le 15 décembre 1981, le Conseil de sécurité a publié une déclaration dans laquelle il condamnait "la prétendue proclamation d'indépendance" du Ciskei et la déclarait "totalement nulle et non avenue". Le Conseil déclarait également que cette action de l'Afrique du Sud était destinée à diviser et à spolier le peuple africain et à créer des Etats clients placés sous sa domination afin de perpétuer l'apartheid. Il demandait à tous les gouvernements de refuser de reconnaître sous quelque forme que ce soit les bantoustans prétendument indépendants, de s'abstenir d'avoir des rapports quels qu'ils soient avec eux et de ne pas accepter les documents de voyage délivrés par eux.

Le Ciskei a une superficie de 8 300 kilomètres carrés, dont 47 p. 100 sont livrés à l'érosion et 37 p. 100 au surpâturage. Il a une densité de population élevée, le chômage, la misère et la malnutrition y sont extrêmes. Sur 800 000 habitants, quelque 158 000 travailleurs n'ont pas d'"emploi rémunéré".

Du fait de la prétendue "indépendance" de quatre bantoustans - Transkei, Bophuthatswana, Venda et Ciskei -, neuf millions d'Africains sont devenus des étrangers dans leur propre pays.

En juin, le régime a annoncé son intention de céder au Swaziland le bantoustan du Kangwane et la région côtière d'Ingwavuma (bantoustan du Kwazulu). A cette fin, le 18 juin il a aboli par proclamation l'Assemblée législative du Kangwane sans consulter les 750 000 habitants de ce bantoustan et en dépit des objections de tous les Africains. Cette transaction devrait donner à l'Afrique du Sud une zone tampon entre la province du Natal et le Mozambique. Elle privera environ un million d'Africains de leur citoyenneté sud-africaine j/.

Les assemblées législatives du Kwazulu et du Kangwane se sont opposées à cette décision. L'Assemblée législative du Kangwane a décidé de passer outre au décret gouvernemental qui la dissolvait. Entre-temps, la police de sécurité a commencé à perquisitionner chez les chefs de ce bantoustan.

Parallèlement, la Cour suprême de Durban a jugé le 25 juin que la décision du gouvernement de séparer du Kwazulu la région d'Ingwavuma était illégale car on n'avait pas organisé de consultations suffisantes avec le Conseil des ministres du Kwazulu.

Le 28 juin, le gouvernement a promulgué une autre proclamation pour réaffirmer son contrôle. Deux jours plus tard, la Cour suprême du Natal a déclaré à l'unanimité cette deuxième proclamation nulle et non avenue. Le gouvernement a cependant annoncé qu'il faisait appel de cette décision. La cause serait à nouveau entendue le 2 août.

A la mi-juillet, l'African National Congress a publié une déclaration dans laquelle il disait qu'il examinait le projet de transaction territoriale avec le Gouvernement du Swaziland en vue de parvenir à un accord dans l'intérêt du peuple africain et conformément à la Charte des Nations Unies et à la Charte de l'Organisation de l'unité africaine.

En raison du manque d'intérêt dont fait preuve le régime de la minorité à l'égard des besoins fondamentaux des Africains, le pays a été victime d'épidémies de choléra et de poliomyélite. L'épidémie de choléra s'est déclarée dans des zones de l'est du Transvaal dépourvues d'assainissement et d'eau sous conduite et a rapidement gagné le Reef et le Natal. Entre août 1981 et mai 1982, 185 personnes environ sont mortes et 46 200 ont reçu des soins, rien que dans le Natal et le Kwazulu.

L'épidémie de poliomyélite s'est répandue au cours du deuxième trimestre de cette année et a surtout sévi à Gazankulu, dans le sud-est du Transvaal, où, à la mi-juillet, 200 enfants étaient en traitement et un certain nombre d'autres étaient décédés, et dans le prétendu "homeland indépendant" du Venda. Au 20 juillet, cinq personnes étaient mortes de la polio à Pretoria, où beaucoup d'autres étaient en traitement. En tout, 264 personnes ont été atteintes de polio et en sont mortes.

VI. LES PRETENDUES REFORMES DANS LE CADRE DE L'APARTHEID

Pour apaiser les revendications nationales et internationales de changement véritable, le régime de Pretoria s'est essayé à des remaniements constitutionnels de façade. En même temps, il a insisté sur le fait que les principes fondamentaux de l'apartheid n'étaient nullement remis en cause.

Le Conseil du Président, qui est en place depuis janvier 1981 et au sein duquel les Africains ne sont pas représentés, a recommandé d'octroyer aux Métis et aux Asiatiques - mais non aux Africains - une certaine représentation au Parlement. Là-dessus, le régime a décidé que le Parlement serait composé de trois chambres, réservées respectivement aux Blancs, aux Métis et aux Asiatiques. Les élections législatives se feraient sur la base de listes électorales distinctes. Le principe "à chacun une voix" ne serait pas retenu. Les projets de loi devraient être adoptés par consensus par les commissions mixtes des trois chambres avant d'être déposés au Parlement. De plus, l'appartenance au Parlement et au gouvernement reposerait sur la règle de proportionnalité, ce qui assurerait en fait la domination blanche.

Ce type de "partage du pouvoir" s'est heurté à une vive opposition de la part du Progressive Federal Party officiel et de la communauté noire. Une coalition de plus en plus large d'organisations civiques, de comités d'action, de groupements de jeunes et de syndicats a résolument rejeté les nouvelles propositions constitutionnelles dans lesquelles ils ne voyaient qu'un moyen de diviser la population et de perpétuer l'apartheid.

Le Conseil du Président a par ailleurs proposé que le pays soit gouverné par un pouvoir exécutif non parlementaire, dirigé par un président élu au suffrage indirect et un cabinet nommé. Le président serait élu par le Parlement, tandis que le cabinet serait nommé par le président et ne serait pas responsable devant le Parlement. Derrière cette proposition, bien des gens ont vu poindre la dictature.

Ces propositions n'ont pas encore été appliquées. En dépit du fait qu'elles maintiendraient les Métis et les Asiatiques sous la domination blanche, elles ont d'ores et déjà entraîné une grave scission au sein du parti national et entraîné la création d'un parti conservateur d'Afrique du Sud, dont les membres s'opposent à tout ce qui, de près ou de loin, peut ressembler à un "partage du pouvoir".

En raison de leur refus d'appuyer la proposition du premier ministre Botha concernant "un partage limité du pouvoir", 16 membres ont été exclus du parti le 3 mars. Peu après, 14 autres ont été exclus de la section du Transvaal du parti.

Ces exclusions ont entraîné la démission de M. Treurnicht et de M. Hartzenberg de leur poste au cabinet et ont suscité au sein du parti une scission extrêmement grave, qui ébranle une unité qui semblait sans fissures. Le 20 mars, M. Treurnicht a créé le parti conservateur d'Afrique du Sud.

Le parti conservateur rejette le partage du pouvoir sous quelque forme que ce soit et préconise une politique de développement et d'autodétermination séparés pour chaque groupe de la population. Il insiste pour que les Métis et les Asiatiques n'exercent aucun droit politique dans la même structure politique que les Blancs ou par le biais de celle-ci. Il refuse d'aller au-delà des propositions constitutionnelles de 1977 qui prévoyaient un conseil des ministres composé de représentants des Blancs, des Métis et des Asiatiques, ayant voix consultative mais sans pouvoir de décision. En ce qui concerne les Africains, le nouveau parti estime que les "Etats nationaux" des Africains doivent être amenés à l'indépendance, que leur existence politique dans les zones blanches doit se dérouler en association avec leur propre population et leurs "Etats nationaux" et que le contrôle sur les mouvements doit être effectivement appliqué.

Le régime a également promulgué une législation concernant les Africains des zones urbaines. La loi sur les autorités locales noires, qui a remplacé la loi de 1977 sur les conseils communautaires prévoit certains droits pour les citoyens africains sur le plan des affaires locales, c'est-à-dire de ce que l'on appelle "le troisième niveau d'administration en Afrique du Sud". On y annonce la mise sur pied de comités locaux, de conseils de village et de conseils municipaux pour les Africains résidant dans les zones blanches, et la suppression des conseils communautaires. Le régime compte que cette mesure fournira aux citoyens africains un moyen d'expression au sein d'un futur système confédéral général et d'un futur conseil africain qui serait consulté par le Conseil du Président.

Dans le cadre d'une autre mesure d'aménagement du système - qui ne touche nullement aux fondements de l'apartheid -, le régime a examiné au mois de juin le projet de loi sur le développement des collectivités noires concernant les citoyens africains et le regroupement de certaines lois intéressant ceux-ci.

Dans le domaine de l'éducation, en dépit de la propagande du régime sur l'amélioration de l'enseignement offert aux Noirs, le système d'enseignement séparé et de qualité inférieure réservé aux Noirs demeurera en place.

Deux commissions d'enquête ont présenté un rapport sur l'enseignement. Celui de la Commission Retief n'a pas été rendu public. Dans son rapport, présenté vers la fin de 1981, la Commission De Lange a recommandé un enseignement égal pour tous et la liberté pour les écoles publiques de décider de devenir multiraciales. Elle a également recommandé d'unifier les ministères de l'éducation, actuellement séparés sur une base raciale, en un seul ministère relevant d'un ministre d'Etat.

Outre ces recommandations, de plus en plus de voix se sont élevées, notamment celle de l'Association des chambres de commerce et de l'Université du Witwatersrand, en faveur de la création d'un ministère de l'éducation unique pour toutes les races de l'Afrique du Sud. Mais le régime n'a rien fait pour renoncer à la ségrégation et à la discrimination raciale dans l'enseignement.

VII. ACCROISSEMENT DE LA PUISSANCE MILITAIRE

A. Généralités

Le Département d'Etat des Etats-Unis a annoncé en septembre 1981 que l'on allait encore invité des officiers de l'armée sud-africaine à recevoir une formation auprès du Service de garde des côtes (Coast Guard) des Etats-Unis. Au mois de mai 1982, on ne comptait que trois sud-africains qui eussent reçu une telle formation.

Les généraux L. B. Neethling et H. V. Vorster, adjoints du Préfet de la police sud-africaine, ont participé à la conférence annuelle de l'Association internationale des chefs de police qui s'est tenue à la Nouvelle-Orléans (Etats-Unis d'Amérique) du 26 septembre au 8 octobre 1981. A la même époque, le général E. J. H. Claassen, préfet de la police des chemins de fer sud-africains, participait à la réunion du Conseil d'administration de l'Association internationale de la police des ports et des aéroports à New York.

En octobre 1981, le général Cesar Mendoza, directeur général de la police chilienne, s'est rendu en Afrique du Sud. Le Gouvernement chilien a décerné la Grand Croix du mérite du Chili au général Michael Geldenhuys, préfet de la police sud-africaine.

En décembre 1981, le Gouvernement des Etats-Unis a nommé un attaché naval à l'ambassade des Etats-Unis à Pretoria, et en 1982, un attaché de l'air.

Le Gouvernement des Etats-Unis a décidé en février d'assouplir les restrictions sur les ventes à la police et à l'armée sud-africaines, bien que l'opinion fût largement opposée à une telle mesure. Cet assouplissement ne concerne que la vente d'articles dits "à usage non militaire" tels que les hélicoptères, les avions légers, les avions de transport et les ordinateurs.

Une délégation sud-africaine dirigée par le plus haut fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, M. Brand A. Fourie, s'est rendue aux Etats-Unis en mars 1982 pour y participer à des réunions avec M. Chester A. Crocker, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines. Le général P. W. Van der Westhuizen, chef du service de renseignement de l'armée sud-africaine, qui s'était déjà rendu aux Etats-Unis en mars 1981, accompagnait M. Fourie. Selon les médias américains, cette récente visite d'une délégation sud-africaine était considérée comme venant assouplir "une pratique de longue date qui consistait à ne pas permettre à des officiers supérieurs de l'armée sud-africaine en mission de pénétrer sur le territoire des Etats-Unis" k/. Le gouvernement précédent avait non seulement réduit au strict minimum ses contacts avec les milieux militaires sud-africains, mais encore avait, entre autres, ramené sa représentation militaire à Pretoria à un seul attaché militaire.

B. Budget de la défense

Le budget de 1982-1983 prévoit un accroissement notable des crédits pour la défense. Ceux-ci représentent au total 3 milliards 68 millions de rands, soit une augmentation de 24 p. 100 par rapport au chiffre de 1980-1981 (2 milliards 485 millions).

Le budget de la défense prévoit des crédits de 1 milliard 637 millions de rands pour la défense du territoire en 1982-1983, contre 1 milliard 293 millions en 1981-1982.

C. Accroissement des effectifs militaires

L'effectif total de la force de défense sud-africaine s'est accru de 7,7 p. 100 entre 1980 et 1981, passant de 86 050 hommes à 92 700, et de 46,5 p. 100 en tout depuis 1979. Les forces armées comptaient au total 66 100 appelés en 1981, soit 150 de moins qu'en 1980. En 1981, le nombre des militaires de carrière africains et métis s'est accru de 1 000 hommes et a atteint 4 000. En 1980, les effectifs de la marine se sont accrus de 1 650 hommes, pour atteindre 6 400 et, la même année, ceux de l'armée de l'air, de 300 militaires de carrière, pour atteindre 6 300.

Le 24 mars, le régime a déposé au Parlement un projet de loi portant amendement de la loi sur la défense, aux termes duquel tous les hommes de race blanche âgés de 17 à 60 ans seraient astreints à l'instruction et au service militaires dans les unités de défense du territoire. A 60 ans, ils seraient versés dans l'armée de réserve jusqu'à l'âge de 65 ans. En outre, le projet de loi triple la durée du service militaire et astreint les hommes de race blanche qui n'ont encore jamais été conscrits à un service à temps partiel obligatoire dans les commandos. Le projet de loi a été adopté au cours de la dernière session du Parlement sud-africain, en juillet.

D. Acquisition de matériel militaire

M. Yaacov Meridor, ministre israélien des questions économiques, aurait annoncé en septembre 1981 qu'Israël espérait augmenter de plus de 2 milliards de rands ses exportations d'armes à destination de points névralgiques tels que l'Afrique du Sud et Taïwan.

Le même mois, le vice-amiral R. A. Edwards déclarait que la marine sud-africaine allait acquérir de nouveaux navires de type Corvette, qui constitueraient sa principale force d'attaque au cours des dix prochaines années. Le vice-amiral Edwards a également laissé entendre que l'Afrique du Sud pourrait un jour produire des sous-marins.

En 1981, les forces de défense sud-africaines ont acheté 200 véhicules blindés de transport de troupe Ratel. Le nombre de missiles Cactus (Crotale) est passé de 18 à 24 et d'autres armes ont été achetées. Dans le même temps, la marine a acheté un bâtiment d'attaque rapide FAC (M) de type Minister (Reshef) équipé de six missiles Skerpion (Gabriel), et deux bâtiments FAC (M) de type Dabur équipés d'un seul missile Gabriel. En outre, sept appareils FAC (M) de la classe Minister sont en construction pour la marine. L'armée de l'air a acheté 15 L-100 (Hercules), 30 Harvard T-6G et 30 Impala MB-326 M/K; 23 hélicoptères Alouette III et 13 Puma; et enfin, des missiles sidewinder et V-3 1/.

E. Industrie de l'armement

Piet Marais, directeur de l'Armaments Development and Production Corporation (ARMSCOR), a déclaré que sur les différents types de munitions dont avait besoin l'armée sud-africaine, 141 étaient produits dans le pays même. Depuis que l'ONU a décrété un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes, ARMSCOR a dépensé 628 millions de rands au total pour la production de munitions. En outre, les crédits alloués à la défense se chiffrent à 3,8 milliards de rands pour les cinq dernières années. Selon M. Marais, l'Afrique du Sud possède son propre système de manufacture d'armements et suit de près les progrès du système d'armements français.

ARMSCOR a annoncé en avril 1982 qu'elle produisait des obusiers G-5, pièce d'artillerie servie par 155 hommes. En outre, le général Magnus Malan, ministre de la défense, a déclaré qu'ARMSCOR fournissait 141 calibres et types de munitions différents aux forces armées sud-africaines. Le général Malan a affirmé que "l'Afrique du Sud ne serait affectée dans le proche avenir et pendant bien des années par aucun embargo sur les livraisons de munitions qui serait décrété à son encontre".

En octobre 1981, le premier ministre M. P. W. Botha, a inauguré à Krantzkorp (Afrique du Sud) une nouvelle usine d'explosifs et d'ergols, qui appartient à la Somchem, principal sous-contractant d'ARMSCOR pour les explosifs et les ergols. Un porte-parole du groupe Somchem a déclaré que deux pays avaient "aidé" l'Afrique du Sud à mettre en place certains processus de fabrication d'armes, sans préciser de quels pays il s'agissait.

F. Collaboration dans le domaine nucléaire

En septembre 1981, l'Electricity Supply Commission (ESCOM) (Commission de l'approvisionnement en électricité) de l'Afrique du Sud aurait livré de l'uranium naturel à l'usine d'enrichissement d'Oak Ridge dans le Tennessee (Etats-Unis d'Amérique), et un groupe de responsables sud-africains ont visité l'usine d'enrichissement de Portsmouth dans l'Ohio (Etats-Unis d'Amérique) m/.

Le même mois, un groupe d'experts des garanties nucléaires américains s'est rendu en Afrique du Sud. Selon les médias, cette visite avait pour but d'amener l'Afrique du Sud à modifier ses normes eu égard aux garanties de façon à pouvoir obtenir du combustible enrichi des Etats-Unis.

En novembre 1981, les médias internationaux ont rapporté que l'Afrique du Sud avait tourné l'embargo de 1978 et avait trouvé où s'approvisionner secrètement en uranium enrichi. Elle aurait obtenu de l'uranium enrichi d'une société suisse après qu'une controverse politique et écologique eut retardé la construction d'un réacteur nucléaire près de Bâle (Suisse). L'entreprise de construction, Kaiserangst S.A., souhaitait revendre un stock important et coûteux d'uranium enrichi qu'elle avait commandé pour le réacteur. L'uranium enrichi se trouvait en France, à l'usine d'enrichissement Eurodif, coentreprise réunissant la France, l'Italie, l'Iran, l'Espagne et la Belgique. Une société de New York (Etats-Unis d'Amérique) a acheté l'uranium enrichi et l'a revendu à l'ESCOM d'Afrique du Sud sans le déplacer de l'usine Eurodif. Ce combustible enrichi sera transformé en barres par l'Eurodif pour le réacteur de Koeberg, conformément à un contrat en vertu duquel une société franco-belge devait produire des barres de combustible pour les centrales nucléaires sud-africaines approvisionnées par la France.

D'après les médias britanniques, M. Anthony Gopsill, ancien directeur adjoint de la centrale nucléaire d'Hinckley Point dans l'estuaire de la Severn (Royaume-Uni), avait été envoyé en Afrique du Sud. Lui et 29 sujets britanniques travaillaient avec l'ESCOM en tant que conseillers de la British Electricity du Royaume-Uni. De plus, le traitement de M. Gopsill était versé par le Central Electricity Generating Board, entreprise d'Etat du Royaume-Uni.

Par ailleurs, l'ESCOM a lancé au Royaume-Uni une campagne de recrutement de techniciens des centrales nucléaires. La Commission prévoit de porter sa capacité, qui est actuellement de 19 000 mégawatts, à 35 000 mégawatts d'ici 1990.

En mai, les moyens d'information américains ont signalé que le Gouvernement des Etats-Unis "avait adopté une politique plus souple qui permettrait aux Etats-Unis d'accroître ses ventes de matières nucléaires à l'Afrique du Sud".

Le régime a proposé d'inscrire au budget de 1983 la somme de 106 171 000 rands au titre de l'Atomic Energy Research Fund (Fonds de recherche en matière d'énergie atomique). En 1981, les crédits alloués à ce fonds s'élevaient à 68 526 000 rands. De plus, selon le projet de budget pour 1983, on compte que les dépenses courantes au titre de l'enrichissement de l'uranium augmenteront de 32 p. 100, passant de 64 millions de rands à 85 millions, et le montant total des dépenses budgétaires prévues au titre des activités liées à l'uranium, de 26 p. 100, passant de 250 235 000 rands à 315 558 000. Environ 75 p. 100 des crédits qu'il est prévu d'allouer au Département des questions de minerais et d'énergie pour 1983 (477 645 000 rands) seront absorbés par les recherches sur l'uranium et les domaines connexes.

VIII. INTENSIFICATION DES ACTES D'AGRESSION PERPETRES CONTRE DES ETATS VOISINS

Au cours de la période considérée, l'Afrique du Sud a persisté dans ses agressions militaires contre des Etats voisins, en particulier l'Angola, sous prétexte, comme de coutume, de chasser de prétendus terroristes.

Débarquements de troupes aéroportées, attaques au sol, raids aériens réguliers et violation de l'espace aérien angolais se sont poursuivis, de plus en plus avant dans le pays. Les forces sud-africaines ont continué à occuper une partie de l'Angola à la frontière de la Namibie. En avril 1982, quelque 50 000 kilomètres carrés de territoire angolais étaient occupés par la force de défense sud-africaine (SADF).

En 1981, les actes d'agression perpétrés par l'Afrique du Sud contre l'Angola ont consisté en 1 651 vols de reconnaissance, 103 bombardements aériens, 50 raids, 64 débarquements de troupes aéroportées, 30 opérations de reconnaissance du terrain, 74 rassemblements de troupes, 9 bombardements terrestres et 11 opérations de pose de mines. Pour résister à l'agression sud-africaine, l'Angola a donc dû consacrer une plus grande partie de ses ressources aux dépenses militaires, au détriment de son développement économique.

Les actes d'agression aveugle commis par la SADF en Angola, et surtout l'utilisation de bombes au napalm, ont abouti à un massacre injustifiable de civils, en particulier dans les hôpitaux et les écoles, ainsi qu'à la destruction des infrastructures, causant des milliards de dollars de dommages et déplaçant plus de 160 000 personnes rien qu'en 1981.

En novembre 1981, un groupe de 100 mercenaires composé principalement d'anciens membres de la SADF est arrivé aux Seychelles par un vol régulier de la Royal Swazi National Airways. Ils ont attaqué l'aéroport international et ont pris le personnel en otage. Mis en échec par les forces de sécurité seychelloises, un groupe de mercenaires a détourné un avion d'Air India sur Durban (Afrique du Sud). Les mercenaires faits prisonniers aux Seychelles ont été traduits en justice et accusés de tentative de coup d'Etat contre le gouvernement de ce pays.

La force d'invasion mercenaire était commandée par le colonel Michael (Mike) Hoare, mercenaire bien connu des années 60. Tous les mercenaires qui sont rentrés en Afrique du Sud, à l'exception du colonel Hoare et de quatre autres, ont été relâchés après n'avoir été détenus que quelques jours. Au début, les mercenaires détenus ont été accusés d'avoir "détourné" l'avion d'Air India et ont été libérés sous caution. Plus tard, toutefois, sous la pression internationale, le régime sud-africain a inculpé tous les mercenaires, mais uniquement d'avoir "détourné" l'avion d'Air India et d'avoir mis en danger la sécurité de l'aéroport international des Seychelles.

Au cours du procès des mercenaires capturés aux Seychelles et pendant le procès de 43 mercenaires qui se déroule actuellement en Afrique du Sud, les dépositions des mercenaires comme celles des témoins ont montré que le régime sud-africain était parfaitement au courant de l'agression organisée contre les Seychelles et que cette opération avait bénéficié du plein appui des autorités concernées en Afrique du Sud.

A ce propos, le colonel Hoare a déclaré au cours de son procès en Afrique du Sud que le Cabinet sud-africain avait approuvé le plan de renverser le Gouvernement seychellois et que les services de renseignement militaire de la SADF avaient fourni aux mercenaires les armes nécessaires pour ce coup d'Etat avorté.

En juillet 1982, la justice seychelloise a condamné à mort quatre des mercenaires pour leur rôle dans la tentative de renverser le Gouvernement seychellois en novembre 1981.

IX. EVOLUTION ECONOMIQUE

A. Généralités

Le taux de croissance économique annuel de l'Afrique du Sud était de 4,5 p. 100 en 1980 et devait être moindre en 1981. Le produit national brut (PNB) réel n'a augmenté que de 1,5 p. 100 en 1981 contre 11 p. 100 en 1980, principalement en raison de la forte chute des cours de l'or. L'indice des prix de la consommation a augmenté de 15,2 p. 100 en 1981, en raison surtout des contraintes qui pèsent sur la production, de l'accroissement de la masse monétaire et des dépenses intérieures, surtout des dépenses militaires, de la dépréciation du rand et de la hausse des prix, en particulier des prix des denrées alimentaires.

Au cours du premier trimestre de 1982, le prix des marchandises, des services et des transports a encore augmenté, portant le taux d'inflation annuel à 16,5 p. 100. Inévitablement, cela a rendu la vie plus difficile encore à la majorité des Africains qui vivaient déjà en-deçà du seuil de pauvreté. Ce taux élevé d'inflation, combiné à des difficultés de la balance des paiements, a entraîné une augmentation des impôts et des taux d'intérêts : le taux de base est passé à 20 p. 100 au mois de mars.

La récession économique en Afrique du Sud s'est amorcée vers la fin de 1980, causée par la baisse des cours de l'or, par la récession en Amérique du Nord et en Europe occidentale, principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, et par la grave pénurie de main-d'oeuvre africaine qualifiée, due à la ségrégation dans l'emploi imposée par le régime d'apartheid et au manque de formation du personnel.

On prévoit que pendant l'année en cours, le déficit du commerce et des services dépassera le déficit de 1981. En mars 1982, les emprunts de l'Afrique du Sud sur les marchés financiers internationaux se seraient élevés au total à 1,1 milliard de dollars.

En outre, par suite de l'agression de l'Afrique du Sud contre des Etats africains voisins, une plus grande part de ressources a dû être affectée à la machine de guerre de l'apartheid. L'Afrique du Sud a donc été obligée d'avoir recours encore davantage aux marchés financiers internationaux pour couvrir le déficit de sa balance des paiements et, indirectement, son expansion militaire en 1981 et 1982.

B. Commerce

En 1981, les exportations de l'Afrique du Sud se sont élevées au total à 18 milliards 94 millions de rands, contre 19 milliards 847 millions en 1980, ce qui représente une baisse de 8,8 p. 100. Les importations se sont chiffrées au total à 13 milliards 440 millions de rands contre 14 milliards 288 millions l'année précédente, soit une augmentation d'environ 28 p. 100.

En 1981, la balance des opérations courantes s'est soldée par un déficit de 3 milliards 947 millions de rands alors qu'elle affichait un excédent de 3 milliards 947 millions en 1980. D'après l'Association sud-africaine pour le commerce extérieur (SAFTA), le déficit est en réalité supérieur, et se chiffre à 4 milliards 300 millions de rands. Le déficit des opérations courantes a été compensé par des entrées de capitaux d'un montant net de 1 milliard 112 millions de rands pour 1981. L'année précédente, le montant net des sorties de capitaux était de 2 milliards 299 millions de rands.

En 1981, le déficit commercial de l'Afrique du Sud s'est chiffré au total à 8 milliards 843 millions de rands, contre 4 milliards 564 millions en 1980, soit une augmentation de 93 p. 100. De plus, le montant net des paiements au titre des services et des transferts a augmenté de 25 p. 100, passant de 2 milliards 747 millions de rands à 3 milliards 442 millions.

En 1981, les exportations de l'Afrique du Sud vers l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale s'élevaient à environ 6 milliards 859 millions de rands, soit 38 p. 100 du total de ses exportations. Les importations en provenance de ces deux régions s'élevaient au total à 6 milliards 859 millions de rands, soit environ 37 p. 100 du total des importations.

En 1982, la SAFTA s'attend à une augmentation de 18 p. 100 des exportations (or non compris), qui devraient atteindre environ 11 milliards de rands, contre 9 milliards 328 millions en 1981, et une augmentation de 3 p. 100 des importations qui devraient passer de 18 milliards 171 millions de rands (1981) à 18 milliards 716 millions.

Balance des opérations courantes de l'Afrique du Sud
(Taux annuel avec ajustement saisonnier)

En millions de rands

	<u>1980</u>	<u>1981</u>
Exportations de marchandises	9 643	9 328
Montant net des sorties d'or	10 141	8 338
Importations de marchandises	- 14 007	- 18 171
Montant net des paiements au titre des services et des transferts	- 2 747	- 3 442
Déficit des opérations courantes	- 2 830	- 3 947

Source : South African Reserve Bank,
Quarterly Bulletin, mars 1982

D'après des chiffres provisoires au cours du premier trimestre de 1982, les importations se sont élevées au total à 4 milliards 818 millions de rands, soit environ 43 p. 100 de plus que pendant la même période en 1981. Les exportations se sont élevées au total à 4 milliards 534 millions de rands, soit environ 27 p. 100 de moins qu'en 1981. Le déficit commercial à lui seul pour le premier trimestre est passé de 284 à 362 millions de rands.

De janvier à mars 1982, les réserves brutes en or et en devises étrangères ont baissé de 300 millions de rands et s'élèvent maintenant à 3 milliards 453 millions de rands, ce qui est inférieur au montant des importations qui se sont élevées à 4 milliards 818 millions de rands pour la même période. Normalement, il est souhaitable que pour plus de sécurité, le niveau minimum des réserves en devises soit à peu près égal au montant des importations. En raison de la baisse des cours de l'or, la valeur marchande des avoirs en or de la Reserve Bank a diminué de 139 millions de rands et s'élève à 2 milliards 776 millions de rands.

Afin d'augmenter ses réserves en devises, l'Afrique du Sud a reçu en février du Fonds monétaire international une ligne de crédit de 223 millions de rands.

C. Or et autres minéraux

En 1981, les exportations en minéraux de l'Afrique du Sud, or compris, se sont chiffrées à 12 milliards 655 millions de rands, contre 13 milliards 204 millions en 1980, ce qui représente une diminution de 11,7 p. 100.

En 1981, la production d'or sud-africaine a diminué de 3 p. 100, passant de 21 670 000 onces en 1980 à 21 120 000 onces.

En 1980, le cours de l'or était d'environ 613 dollars l'once, il est tombé à 460 dollars en 1981 et a continué à fléchir jusqu'à 325 dollars l'once au cours du premier trimestre de 1982.

Environ 80 p. 100 de l'or continue à être exporté via Londres et Zurich. Les exportations se sont élevées au total à 8 milliards 557 millions de rands en 1981, soit une baisse de 17,6 p. 100 par rapport aux 10 milliards 370 millions de l'année précédente. Toutefois, en raison de la baisse du cours de l'or, les ventes de Krugerrands ont porté au total sur 3 500 000 onces en 1981 contre 3 100 000 en 1980. En 1979 et 1980, l'industrie de l'or fournissait 17,6 p. 100 du produit intérieur brut (PIB) et 45 p. 100 des recettes d'exportation en 1980. En 1981, l'or est resté l'élément principal des recettes d'exportation globales, constituant 47 p. 100 des recettes d'exportation et 68 p. 100 des recettes d'exportation de minéraux.

La production de charbon est passée à 130 millions de tonnes en 1981, contre 115 millions de tonnes en 1980. La valeur totale des exportations de charbon n'a augmenté que de 700 000 rands et est passée à 29,9 millions.

En octobre 1981, le Département de l'énergie du Kentucky (Etats-Unis) a annoncé que la South African Oil, Coal and Gas Corporation Ltd., (SASOL) avait réussi à gazéifier le charbon à forte teneur en soufre du Kentucky occidental dans son usine de Sasolburg en Afrique du Sud. Le procédé SASOL serait utilisé par la Tri-State Synfuels Company, coentreprise de la Texas Eastern Corporation de Houston (Texas) et de la Texas Gas Transmission Corporation de Owenborough (Kentucky), dans leur complexe du Kentucky occidental, dont la valeur s'élevait à 4 milliards de dollars.

La production de diamants est passée de 8 420 000 carats en 1980 à 9 525 876 carats en 1981. Toutefois, sa valeur totale a baissé de 560 millions de rands en 1980 à 340 millions en 1981.

D. Investissements étrangers et prêts

En 1981, les entrées nettes de capitaux en Afrique du Sud ont représenté au total un montant de 1 milliard 122 millions de rands, il s'agissait principalement des emprunts nets contractés à l'étranger par les sociétés publiques et, dans une proportion moindre, par le gouvernement central et le secteur bancaire. En 1980, le montant net des sorties de capitaux s'est élevé au total à 2 milliards 299 millions de rands, constitués en grande partie par les revenus des investissements des compagnies étrangères.

En 1981-82, les institutions financières internationales privées ont continué à collaborer avec l'Afrique du Sud. On sait de source sûre qu'en 1981 l'Afrique du Sud a emprunté à court terme sur les marchés financiers internationaux environ 2 milliards de rands, soit le triple de ce qu'elle avait emprunté en 1980 (632 millions de rands).

Depuis le début de 1982, l'Electricity Supply Commission d'Afrique du Sud (ESCOM) et la South African Railways and Harbours (SAR and H) négocieraient des emprunts sur le marché international se chiffrant au total à 1 milliard de dollars. Le groupe bancaire Indo-Suez, qui a son siège en France, rassemblait les capitaux nécessaires à l'avance d'un prêt de 250 millions d'Eurodollars à l'ESCOM, qui vient s'ajouter à 250 millions de dollars de crédits acheteurs, soit au total 500 millions de dollars. Récemment, l'ESCOM a annoncé des plans d'investissement d'un montant de 5 milliards de rands pour deux nouvelles centrales.

L'Anglo-American Chemical Industries (AECI) d'Afrique du Sud chercherait à emprunter à moyen terme 100 millions de dollars, Citicorp (Etats-Unis) étant le principal bailleur de fonds. Outre l'emprunt de Soweto garanti par le Gouvernement sud-africain (160 millions de dollars), SAR and H prévoit de renouveler son emprunt de 67 millions de marks et la Standard Bank Import and Export Finance Company a contracté un emprunt à trois ans d'un montant de 50 millions de francs suisses pour le compte de SAR and H. Par ailleurs, selon des sources financières londoniennes, il existait plusieurs emprunts garantis par le Gouvernement allant de 39 à 50 millions de dollars et de nombreuses entreprises semi-publiques telles que l'ARMSCOR cherchaient également à réaliser des emprunts sur les marchés financiers internationaux.

En avril, l'ESCOM a annoncé ses plans d'investissement pour deux nouvelles centrales. On s'attend donc à ce qu'elle cherche à contracter de nouveaux emprunts sur les marchés financiers internationaux pour couvrir une partie de ses investissements.

E. Tourisme

Au cours des dix premiers mois de 1981, 697 228 touristes ont visité l'Afrique du Sud. Environ 49 p. 100 venaient d'Europe occidentale, 11,5 p. 100 d'Amérique du Nord et du Sud et 3 p. 100 de Nouvelle-Zélande et d'Australie. En 1981, le tourisme a rapporté à l'Afrique du Sud 550 millions de rands.

En 1981, environ 33 160 demandes de visas pour l'Afrique du Sud ont été déposées aux Etats-Unis contre 28 896 l'année précédente. Le nombre des visas d'affaires est passé de 6 314 à 7 531, soit une augmentation de 19 p. 100, et celui des visas touristiques de 22 525 à 25 627, soit une augmentation de 14 p. 100. La South African Tourist Corporation (SATOUR) prévoit jusqu'en 1986 un accroissement annuel de 12 p. 100 du nombre des touristes américains rentrant en Afrique du Sud.

F. Transports maritimes

En octobre 1981, Bulkcharters, compagnie sud-africaine spécialisée dans le transport maritime de cargaisons en vrac, a annoncé qu'elle avait commandé deux vraquiers coûtant 46 millions de rands. Ceux-ci doivent être construits au Japon et entrer en service au début de 1983.

Le même mois, Rennies Shipping of South Africa a élargi ses opérations au Canada, offrant un service d'exportation combiné par air et par mer entre l'Afrique du Sud et le Canada.

G. Lignes aériennes

Au mois de septembre 1981, United Airlines (UA), la plus grande compagnie aérienne intérieure des Etats-Unis, a lancé une importante campagne de vente et de promotion en Afrique du Sud pour les touristes sud-africains se rendant aux Etats-Unis.

En juin, Pan American World Airways (Pan Am) des Etats-Unis a repris ses vols à destination de l'Afrique du Sud. Elle avait suspendu ses vols hebdomadaires sur l'Afrique du Sud en 1979 pour des raisons économiques.

Récemment, la South African Airways (SAA) a vendu ses neuf Boeing 727 à des compagnies américaines et a commandé 13 nouveaux Boeing 735 et deux Boeing 747 aux Etats-Unis ainsi que deux Airbus A300 à l'Europe occidentale, le coût total de l'opération étant de 446 millions de rands.

X. L'APARTHEID DANS LES SPORTS

Au cours de la période considérée, les organisations sportives sud-africaines ont poursuivi leurs efforts en vue de rompre leur isolement international. Dans le cadre d'une campagne dotée d'un financement important et bien organisée, l'Afrique du Sud et ses partisans ont continué à multiplier les contacts en organisant des tournées à l'étranger, en invitant des équipes étrangères en Afrique du Sud et en organisant des matches de boxe, des tournois de golf, de squash, de tennis et d'autres compétitions en Afrique du Sud.

D'une part, de nombreux gouvernements ont pris des mesures énergiques, soit en annulant les tournées d'équipes ou de personnalités sportives sud-africaines qui étaient prévues dans leur pays, soit en faisant pression sur leurs équipes nationales pour les persuader de ne pas se rendre en Afrique du Sud. En revanche, certains gouvernements occidentaux, peu désireux de se conformer à leurs engagements internationaux, ne sont pas intervenus dans les relations avec l'Afrique du Sud dans le domaine des sports.

Si le boycottage de l'Afrique du Sud dans les matches de cricket s'est poursuivi avec l'appui total de l'immense majorité des pays et des joueurs du Commonwealth, les médias ont signalé, en mars, que 15 joueurs britanniques de premier plan, appartenant à diverses équipes locales, devaient participer à une série de matches internationaux en Afrique du Sud pendant la saison de cricket en cours. Les joueurs auraient été attirés par des cachets élevés allant de 30 000 à 50 000 livres sterling et même plus dans certains cas. Néanmoins, en dépit d'incitations financières alléchantes, beaucoup de joueurs de premier plan, y compris M. Ian Botham, ancien capitaine de l'équipe britannique de cricket, ont refusé de jouer en Afrique du Sud.

La Fédération britannique de cricket (British Test and County Cricket Board) a demandé aux 15 joueurs en question de ne pas se rendre en Afrique du Sud, attirant leur attention sur les répercussions fâcheuses que pourrait avoir une telle initiative, telles qu'une éventuelle annulation des tournées que les équipes nationales indienne et pakistanaise devaient effectuer au Royaume-Uni pendant la saison de cricket de 1982. La Fédération a averti les joueurs qu'une annulation de ces tournées aurait des conséquences financières désastreuses pour les clubs de cricket et, partant, pour les joueurs.

A ce propos, les dirigeants des fédérations indienne et pakistanaise de cricket ont averti la Fédération britannique de cricket que les tournées des équipes indienne et pakistanaise seraient annulées si un seul des joueurs susmentionnés participait à la tournée en Afrique du Sud prévue en mars 1982.

En mars, les Gouvernements barbadien et jamaïcain ont informé le West Indies Cricket Board of Control qu'ils n'autoriseraient aucun des joueurs susmentionnés à venir participer dans leur pays à des matches de cricket ou de tout autre sport.

Le 8 mars, M. Paul Stephenson, membre du British Sports Council, a démissionné de cet organe, jugeant que Mme Margaret Thatcher, premier ministre britannique, n'avait pas condamné assez fermement l'initiative des joueurs de cricket britanniques d'effectuer une tournée en Afrique du Sud.

Le British Test and Country Cricket Board a décidé au printemps 1982 d'interdire aux 15 joueurs participants à cette tournée de disputer des matches internationaux pendant trois ans.

Les athlètes et joueurs sud-africains ont continué à participer, à titre personnel, à des compétitions régionales privées, principalement en Amérique du Nord et en Europe occidentale. Néanmoins, la plupart des sociétés d'athlétisme et organisations sportives internationales ne permettent plus à l'Afrique du Sud de participer aux compétitions qu'elles organisent.

La World Boxing Association, dont les comités comprennent encore de nombreux Sud-Africains, continue, en dépit des décisions de l'Assemblée générale et des organisations sportives internationales et régionales, à organiser, favoriser et obtenir la participation de l'Afrique du Sud à des manifestations internationales de boxe, ainsi que la participation étrangère à des compétitions en Afrique du Sud.

XI. COLLABORATION CULTURELLE

Au cours de la période considérée, les incitations financières ont continué à attirer en Afrique du Sud, toutes sortes d'artistes de réputation mondiale, de groupes vocaux, de chanteurs folk, etc.

La plupart des représentations ont lieu à Sun City, capitale de la prétendue République du Bophuthatswana, devant des publics paraît-il multiraciaux. Néanmoins, le prix élevé des billets, qui atteint parfois 75 rands ou plus, interdit en pratique aux Sud-Africains noirs d'y assister. De plus, le boycottage efficace organisé par le mouvement de libération limite le nombre des Sud-Africains noirs qui assistent à ces représentations. Les artistes se produisent donc, en dépit des affirmations contraires, devant des publics composés en grande majorité de Sud-Africains blancs.

En octobre 1981, l'Université de Georgie (Etats-Unis) a annulé les concerts que devaient donner les Petits Chanteurs de Drakensberg (Afrique du Sud) sur le campus de l'Université. Aussi bien l'Union des étudiants noirs que l'Union des étudiants africains de cette université s'opposaient à ce concert, au motif qu'autoriser ce groupe à se produire revenait, pour l'Université, à accepter officiellement la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud.

Toutefois, en dépit des protestations, les Petits Chanteurs de Drakensberg se sont produits au College d'Augusta, en Georgie. Les protestations émanaient des membres de la Southern Christian Leadership Conference, de la National Association for the Advancement of Coloured People, et des membres du Georgia Black Legislative Caucus.

En octobre 1981, l'Associated Actors and Artists of America, association qui compte 240 000 membres, a décidé de boycotter l'Afrique du Sud.

En avril, les 16 membres du Choeur masculin de Caldicot, au Pays de Galles (Royaume-Uni), qui s'étaient produits en 1981 en Afrique du Sud sous le nom de "Jones Boys" Choir, ont dissout leur groupe après avoir été identifiés par des militants de la campagne anti-apartheid au Royaume-Uni. Le Conseil du Comité de Gwent (Pays de Galles) envisageait d'interdire la fréquentation de ses locaux aux organisations ayant des "liens avec l'apartheid", dont le Choeur masculin de Caldicot.

Notes

a/ Voir à l'appendice I la liste des arrestations et détentions politiques.

b/ M. Patel et M. Soni ont été libérés le 20 juillet.

c/ Lors de l'enquête sur la mort de M. Muofhe, le magistrat a décidé, le 19 juillet, que le décès était dû à des violences contraires à la loi perpétrées par des policiers.

d/ M. Kikine a été libéré sous caution le 13 juillet 1982.

e/ Le 9 juillet, le Publications Appeal Board a levé l'interdiction.

f/ Apparemment, l'interdiction imposée au Work in Progress a été également levée.

g/ Pour plus amples informations sur les procès politiques, voir "International Defence and Aid Fund", Focus (Londres) Nos 38, 39 et 40.

h/ On se rappellera qu'en 1981 une vague de grèves sans précédent avait suivi le dépôt du projet de loi sur la préservation des intérêts, qui affectait les cotisations, les conditions de retraite et les transferts de fonds. Ce projet de loi prévoyait que les travailleurs ne seraient pas autorisés à retirer leurs cotisations de la Caisse de retraite avant d'avoir atteint l'âge de la retraite (entre 60 et 65 ans), ce qui revenait à priver les travailleurs des seules ressources dont la plupart peuvent disposer lorsqu'ils sont licenciés à la suite d'une grève. Au fur et à mesure que les conséquences de cette proposition ont été mieux comprises des travailleurs, des grèves spontanées se sont déclenchées dans tout le pays et le régime a finalement dû retirer le projet de loi en novembre.

i/ Rand Daily Mail, 28 octobre 1981.

j/ En juillet, le Ministre de la main-d'oeuvre, M. Fanie Botha, a dit qu'il serait moins onéreux pour le régime sud-africain de céder le Kangwane au Swaziland que de lui donner l'"indépendance".

k/ New York Times, 12 mars 1982.

l/ Military Balance 1981-82 (Equilibre des forces militaires, 1981-1982), Institut international d'études stratégiques, Londres, septembre 1981.

Notes (suite)

m/ En 1974, le régime sud-africain et le Gouvernement des Etats-Unis ont signé un accord concernant l'approvisionnement en uranium. En vertu de cet accord, l'Afrique du Sud devait livrer de l'uranium aux Etats-Unis, tandis que ceux-ci devaient, en retour, fournir à l'Afrique du Sud de l'uranium enrichi destiné au réacteur de recherche Safari I à Pelindaba, ainsi qu'aux installations de Koeberg dans la partie occidentale de la province du Cap. Toutefois, lorsque le Congrès des Etats-Unis eut adopté en 1978 la loi sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Gouvernement américain a décidé de suspendre toute livraison d'uranium enrichi au régime sud-africain jusqu'à ce que ce dernier consente à signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

En 1979, déjà, M. de Villiers avait déclaré que l'Afrique du Sud possédait la technologie nécessaire pour produire de l'uranium très enrichi et que le pays "pourrait en produire à l'avenir si le gouvernement en décidait ainsi". M. Ampie Roux, directeur de l'Uranium Corporation of South Africa (UCOR), a annoncé en avril 1981 que l'Afrique du Sud "finirait" par alimenter la centrale de Koeberg avec son propre combustible si les Etats-Unis "persistaient" à ne pas reprendre les livraisons prévues dans l'accord susmentionné.

APPENDICE I

LISTE DES ARRESTATIONS ET DETENTIONS POLITIQUES*

<u>Nom</u>	<u>Date approximative de l'arrestation</u>	<u>Lieu de l'arrestation</u>	<u>Remarques</u>
Albert TYULU	1er septembre 1981	Ciskei	Fonctionnaire du Ciskei.
Douglas MACU	"	"	"
P. MABECE.	"	"	"
Boyboy MPULAMPULA	2 septembre 1981	"	Membre de la South African Allied Workers Union (SAAWU). En vertu de la Proclamation R252.
Luyanda MAYEKISO	"	"	En vertu de la Proclamation R252.
Jeffrey KEYE	4 septembre 1981	Partie orientale de la province du Cap	Article 6 de la loi sur le terrorisme.
Ntombomzi BOOI	"	"	"
M. JOKA	"	"	"
Moyhose JULY	"	"	"
Eceba MAHLANGENI	"	"	"
Vuyisile KESE	"	"	"
Mzimasi VEHKILE	"	"	"
Thobile MABINJWA	"	"	"
Mncedisi MAKALINDA	"	East London	Membre de la SAAWU. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Manana MQQWETO	2 septembre 1981	Transkei	Membre du Transkei Democratic Progressive Party (TDPP). Mort en détention le 17 septembre 1981.
Frank TONGA	12 septembre 1981	East London	
Jefferson LENGANE)		
Kennedy MOKAMI)	Soweto	Membres du Congress of South African Students (COSAS).
Reginald MNGOMEZULU)		
Hanchen KOORNEHOF	12 octobre 1981	Johannesburg	Professeur. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.

Liste des arrestations et détentions politiques

<u>Nom</u>	<u>Date approximative de l'arrestation</u>	<u>Lieu de l'arrestation</u>	<u>Remarques</u>
Patience BOKALA	15 octobre 1981	Soweto	En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Ida Thokozile MOTHA	"	"	"
Simon NKODI	19 octobre 1981	Hillbrow	Membre du COSAS.
Jeremiah TILHORANE	"	-	Secrétaire chargé de la propagande du COSAS (Vaal).
Meshack MOREMEDI	20 octobre 1981	Soweto	Libéré le 23 octobre 1981. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Dudu MBATHA (2 ans)	"	"	"
Alex MBATHA	"	"	"
Khosi MBATHA	"	"	"
Clive VAN HEERDEN	24 octobre 1981	Johannesburg	Etudiant, journaliste du <u>SASPU National</u> . En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Keith COLEMAN	25 octobre 1981	"	"
Richard MTHEMBU	28 octobre 1981	Durban	-
Ziniso MTHEMWA	"	"	-
Johnny ISSEL	3 novembre 1981	Le Cap	Employé de la Church Urban Planning Commission. En vertu de l'article 22 du General Law Amendment Act (GLAA).
Jabu NGWENYA	9 novembre 1981	Senoane	En vertu de l'article 22 du GLAA.
Mark KAPLAN	10 novembre 1981	Le Cap	Agent de la mise en valeur des ressources communautaires. En vertu de l'article 22 du GLAA.
Tshifhiwa MUOFFE	"	Venda	Dirigeant de la Black People's Convention (BPC). Mort en détention le 12 novembre 1981.
Humbulani MAREMA	"	"	-

Liste des arrestations et détention politiques

<u>Nom</u>	<u>Date approximative de l'arrestation</u>	<u>Lieu de l'arrestation</u>	<u>Remarques</u>
Simon NESISWA)			
Dickson RALUSHAI)	10 novembre 1981	Venda	Anciens dirigeants de la BPC.
Gabriel MALAKA)			
Cleopus MULAUDZI	"	"	-
Ramano TSCHIKORORO	"	"	-
Shonisani TSHIVHASE	"	"	-
Mme N. MUKHESI	"	"	-
Révérend T. D. FARISANI	19 novembre 1981	"	Doyen de l'Eglise luthérienne à Sibasa.
Quatre personnes non identifiées	24 novembre 1981	"	-
Révérend Frank CHIKANE	20 novembre 1981	Soveto	Ministre de l'Apostolic Faith Mission. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Thandi MBATHA	23 novembre 1981	"	-
Monty MARSOO	"	"	Ancien syndicaliste.
K. CHETTY	"	Durban	Etudiant en médecine du Natal.
Don SOCIKWA	"	"	"
Jongitamba TYENI	"	East London	En vertu de la Proclamation R252.
Boyce MELITAPA	18 novembre 1981	"	"
Samson DUBE	"	"	"
Michael PACE	24 novembre 1981	Durban	Etudiant. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Movendry REDDY	"	"	"
Patrick MAQUEBELA	"	"	Juriste. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Morris SMITHERS	"	Johannesburg	Agent communautaire rural.
Cecil SOLS	26 novembre 1981	"	Cadre de l'association Youth Christian Students (YCS).
Oupa MASUKU	"	"	Membre du COSAS.

Liste des arrestations et détentions politiques x

<u>Nom</u>	<u>Date approximative de l'arrestation</u>	<u>Lieu de l'arrestation</u>	<u>Remarques</u>
Emma MASHININI	26 novembre 1981	Johannesburg	Secrétaire générale de la Commercial, Catering and Allied Workers Union (CCAWU). En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Sam KIKINE	27 novembre 1981	Durban	Secrétaire général de la SAAWU. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Samson NDOU	"	"	Président de la General and Allied Workers Union (GAWU). En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Rita NDZANGA	"	Johannesburg	Secrétaire administrative de la GAWU. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Neil AGGETT	"	"	Secrétaire de l'African Food and Canning Workers Union (AFCWU) au Transvaal. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme. Mort en détention le 5 février 1982.
Nicholas HAYSON	"	"	Chercheur au Centre d'études juridiques appliquées. Membre du Detainees' Parents Support Committee (DFSC) - Comité de soutien aux familles de détenus). En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Firoz CACHALLA	"	"	En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme. Egalement frappé d'interdiction.
Cedric MAYSON	"	"	Ancien dirigeant du Christian Institute. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Pravin GORDHAM	"	Durban	Cadre du Natal Indian Congress (NIC). En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.

Liste des arrestations et détentions politiques

<u>Nom</u>	<u>Date approximative de l'arrestation</u>	<u>Lieu de l'arrestation</u>	<u>Remarques</u>
Debbie ELKON	27 novembre 1981	Johannesburg	Etudiante. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Merle FAVIS	"	Durban	Rédacteur en chef du South African Labor Balletin (SALB). En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Liz FLOYD	"	Johannesburg	Employée de l'Industrial Aid Society. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Renée ROUX	"	-	Ancien chercheur au South African Institute of Race Relations (SAIRR). En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Yunus MAHOMED	"	Durban	Cadre du NIC. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Colin PURKEY	"	-	Ancien étudiant. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Mary NTSEKE	"	-	Secrétaire au GAWU.
Prasa NAIDOO	"	-	Militante de la campagne contre le South African Indian Council (SAIC).
Rashaka RATSHITANGA	29 novembre 1981	Venda	En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Révérénd MAHAMBWA	"	"	Pasteur de l'Eglise luthérienne. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Phulelane NGCUKA	20 novembre 1981	Durban	Avocat. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Thozamile GQWETA	8 décembre 1981	East London	Président de la SAAWU. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Sisa NJIKELANA	"	"	Vice-Président de la SAAWU. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.

Liste des arrestations et détentions politiques

<u>Nom</u>	<u>Date approximative de l'arrestation</u>	<u>Lieu de l'arrestation</u>	<u>Remarques</u>
Eric MUYONGA	10 décembre 1981	East London	Secrétaire de la Section d'East London de la SAAMU.
Trois personnes présumées membres de l'ANC	15 décembre 1981	Natal	Prétendue découverte d'une cache d'armes.
Alfred KGAMARE	18 décembre 1981	Mamelodi	Membre du COSAS.
Deux personnes présumées membres de l'ANC	28 décembre 1981	Pretoria	A la suite d'une attaque armée contre un poste de police à Pretoria.
Liston NTSHONGWANA	31 décembre 1981	Transkei	-
Johannes MANUEL	2 janvier 1982	Le Cap	-
Esther LEVITAN	5 janvier 1982	Johannesburg	Membre du Black Sash. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Shirish KAMABHAI	"	"	Membre de l'Indian Youth Congress. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Muyisile MOKHELENI	6 janvier 1982	"	Poète, frappé d'interdiction.
Révérend N. P. PHASWANE	"	Venda	Pasteur de l'Eglise luthérienne. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Steven KITSON	7 janvier 1982	Pretoria	En vertu de l'article 22 du GLAA. Libéré le 12 janvier 1982.
Michael JENKIN	8 janvier 1982	Johannesburg	En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Kathy HUNTER	"	"	-
Daphne SMITH	"	"	-
Ralph WORTLEY	"	"	-
Révérend P. PHOSISHA	10 janvier 1982	Venda	Pasteur de l'Eglise luthérienne.
Frank ANTHONY	"	Le Cap	-
Roger GALANT	12 janvier 1982	"	Etudiant. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Julian SAULS	"	"	"

Liste des arrestations et détentions politiques

<u>Nom</u>	<u>Date approximative de l'arrestation</u>	<u>Lieu de l'arrestation</u>	<u>Remarque</u>
Isaiah MONONLAT	20 janvier 1982	Johannesburg	Chargé de cours. Organisateur de la campagne contre le SAIC.
Frederick HENDRICKS	22 janvier 1982	Le Cap	Enseignant.
Isaac NGCOBO	31 janvier 1982	Johannesburg	Trésorier de la SAAWU.
Oscar LEEKLOANE	11 février 1982	-	-
Jack MKUSELI	12 février 1982	East London	En vertu de la Proclamation R252.
Mthuthuzeli MADALANI	15 février 1982	Semaoane	Etudiant. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Sannah RADEBE	"	"	-
Fatima ISAACS	"	Le Cap	-
Zandisili MUSI	16 février 1982	Krugersdorp	-
Mandla SELEWANE	23 février 1982	Middleburg	-
Mary MTSEKE	2 mars 1982	Johannesburg	Secrétaire générale de la GAWU.
Elliot SHABANGU	"	"	Membre de la GAWU.
Solly PHOLOTO	"	"	"
Matthews OLIPHANT	13 mars 1982	"	Secrétaire général de la National Federation of Workers. En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.
Mosika TATSA	22 mars 1982	"	"
Ebrahim PATEL	23 mars 1982	Le Cap	Etudiant.
Armien ABRAHAMS	"	"	Membre de la Media Workers Association of South Africa (MWASA). En vertu de l'article 22 du GLAA.
Marvell MADLINGOZI	30 mars 1982.	"	Membre de la GAWU. En vertu de l'article 22 du GLAA.
Zandile MJUZANE	"	"	"
Mthuthuzeli MADALANI	10 mars 1982	-	En vertu de l'article 6 de la loi sur le terrorisme.

Liste des arrestations et détentions politiques

<u>Nom</u>	<u>Date approximative de l'arrestation</u>	<u>Lieu de l'arrestation</u>	<u>Remarques</u>
Dix personnes	20 avril 1982	Soveto	Lors des funérailles d'Elias Tsimo, dirigeant de l'ANC.
Albertina SISULU	"	"	"
Samuel NTOMBELA	22 avril 1982	-	En vertu de l'article 22 du GLAA.
David MATSOSE	"	-	"
Lucia NGONENI	"	-	"
Mfane MTSHALI	21 mai 1982	-	Président de l'Azanian National Youth Unity (AZANYU) à Krugersdorp.
Sipho MICHIGAN	"	-	Cadre de l'AZANYU.
Sipho NGCOBO	"	-	Secrétaire général national de l'AZANYU.
Deux membres de l'AZANYU	"	-	-
T. SERETLO	5 mai 1982	-	-
S. NTOMBELA	"	-	-
S. MAJOLA	"	-	-
M. BOLOKO	"	-	-
Phillip DLAMINI	1er juin 1982	-	Ancien secrétaire général de la Black Municipal Workers' Union.
Trois personnes présumées membres de l'ANC	8 juin 1982	-	A la suite d'attentats à la bombe dans le nord du Natal.
Boninile MORUSHE	18 juin 1982	-	Secrétaire de l'APCWU à East London.
Zodwa MAPHELA	"	-	Membre de l'APCWU.
Boy SOCI	"	-	"
Deux syndicalistes	"	-	Membres de l'APCWU.
Deux cent cinquante personnes	13 juin 1982	-	Lors des funérailles du dirigeant syndicaliste Joseph Mavi.

Liste des arrestations et détentions politiques^x

<u>Nom</u>	<u>Date approximative de l'arrestation</u>	<u>Lieu de l'arrestation</u>	<u>Remarques</u>
Quariash PATEL	24 juin 1982	-	Journaliste du <u>Daily News</u> à Durban. Membre de la <u>MWASA</u> .
Vas SONI	"	-	Préparateur d'épreuves au <u>Post</u> à Durban. Membre de la <u>MWASA</u> .
Joe THEOLOE	"	-	Ancien journaliste du <u>Sowetan</u> . Membre de la <u>MWASA</u> .
Joyce MOKHESI	27 juin 1982	-	Cadre de la <u>CCAWU</u> .
Mathata TSEDU	"	-	Membre de la <u>MWASA</u> .
Moeketsi Ali MPHEKI	Fin juin 1982	-	Etudiant de Dube. En vertu du <u>GLAA</u> .
David THANDANI	9 juillet 1982	Ciskei	Section d'East London de la General Workers Union.
Wilson PANTI	15 juillet 1982	Transkei	Avait également été détenu par la police sud-africaine au début de juillet.

^x Cette liste est incomplète, étant établie principalement à partir d'articles de presse, qui sont soumis à une censure rigoureuse, et des informations partielles fournies par les autorités.

PERSONNES FRAPPEES D'INTERDICTION

COLEMAN, Keith

Etudiant. Ancien rédacteur en chef du SASPU National, le plus important journal étudiant d'Afrique du Sud. Frappé d'interdiction pour deux ans le 7 avril.

GASA, Siponono David

Ancien directeur de l'Association des résidents d'Umlazi. Frappé d'interdiction pour cinq ans le 15 janvier.

GORDHAM, Pravin

Dirigeant du Natal Indian Congress. Frappé d'interdiction pour trois ans en mai.

HAYSON, Nicholas

Juriste. Spécialisé dans le droit du travail. A travaillé pour le Centre d'études juridiques appliquées. Frappé d'interdiction pour trois ans le 5 avril.

JOHNSON, David

Etudiant. Président de la Société des étudiants noirs de l'Université du Witwatersrand. Frappé d'interdiction pour cinq ans le 11 janvier. Troisième dirigeant de la Société à faire l'objet d'une mesure d'interdiction.

KADLINGOZI, Maxwell

Syndicaliste. Président de la Motor Assemblers and Component Workers Union of South Africa (MACWUSA). Frappé d'interdiction pour deux ans le 30 mars.

MAKANDA, Dumile

Syndicaliste. Frappé d'interdiction pour deux ans le 1er avril.

MAQINA, Rév. Mwzandile

Frappé d'interdiction pour trois ans par la police de sécurité de Port Elizabeth le 16 juin. Son premier arrêté d'interdiction (cinq ans) avait expiré le 31 mars 1982.

MADELA, Winnie

Frappée d'interdiction pour cinq ans en décembre 1981. Il y a près de 20 ans qu'elle fait l'objet de mesures d'interdiction. Depuis 1977, elle est assignée à résidence à Brandfort, ville reculée de l'Etat libre d'Orange.

MEER, Fatima

Sociologue. Frappée d'interdiction pour cinq ans en décembre 1981. L'avait été de 1954 à 1956 et de nouveau de 1976 à 1981.

NUZAU, Zandile

Syndicaliste. Dirigeant de la section syndicaliste MACWUSA à la General Motors. Frappé d'interdiction pour deux ans le 30 mars.

KHATSHWA, Père Mangaliso Patrick

Secrétaire général de la Conférence des évêques catholiques d'Afrique australe. Frappé d'interdiction pour trois ans le 30 avril. L'avait été pour cinq ans en 1977.

PITYANA, Sipo

Syndicaliste. MACWUSA. Frappé d'interdiction pour deux ans le 30 mars.

RAKGOBIN, Mawalal

Frappé d'interdiction pour cinq ans en décembre 1981. L'avait été de 1965 à 1970 et de nouveau de septembre 1971 jusqu'en 1981.

RAHPHELE, Dr Mamphela

Frappée d'interdiction pour deux ans le 1er juin. Son précédent arrêté d'interdiction avait expiré le 31 mai. Elle est assignée à résidence à Lenyenne, près de Tzaneen.

SISULU, Albertina

Epouse de Walter Sisulu, secrétaire général emprisonné de l'African National Congress qui est une organisation interdite. A fait pour la cinquième fois l'objet d'une mesure d'interdiction le 14 juin, jusqu'au 31 mars 1984. Son précédent arrêté d'interdiction avait expiré le 1er août 1981.

SMITHERS, Maurice

Agent de développement rural. Frappé d'interdiction pour deux ans le 15 avril.

VAN HEERDEN, Clive

Etudiant. Ancien rédacteur en chef du SASPU National. Frappé d'interdiction pour deux ans le 7 avril.

WEINBERG, Sheila

Frappée d'interdiction pour cinq ans le 15 janvier.

Appendice III

CHRONOLOGIE DES INCIDENTS AYANT MARQUE LA LUTTE CLANDESTINE ET ARMEE EN AFRIQUE DU SUD

- 10 octobre 1981 : Des bombes explosent dans les locaux du Département de la coopération et du développement à Durban. (Le Département de la coopération et du développement est responsable de l'application des lois concernant les Africains.) L'explosion détruit une partie du bâtiment et provoque de sérieux dégâts dans une douzaine de magasins et d'immeubles voisins. C'est le plus grave attentat qui ait eu lieu à Durban au cours de l'année et les dégâts sont estimés à 10 millions de rands. Cinq personnes sont blessées, dont l'une grièvement. La police attribue l'attentat à l'ANC.
- 11 octobre : L'explosion d'une bombe détruit en partie les bureaux du Gouvernement du Kwa Zulu près d'Empangeni.
- 21 octobre : Une explosion au poste de transformateurs principal d'Evander met cinq éléments hors d'usage pendant plusieurs heures.
- 22 octobre : Une explosion endommage une conduite alimentant une installation d'épuration de l'eau à l'usine Secunda de SASOL-3, qui fabrique du pétrole à partir du charbon.
- 23 octobre : Une explosion se produit à un poste de transformateurs de la ville industrielle de Witbank. Un élément reste hors d'usage pendant plus d'une journée.
- 26 octobre : Le commissariat de police de Sibasa, dans le prétendu Etat "indépendant" du Venda, est attaqué à la roquette et détruit. Deux policiers y trouvent la mort et un autre est blessé. Le commissariat de police se trouve à 4 km environ des bâtiments officiels de la capitale du Venda, Thoyo-ya-Ndou, et en face de l'"ambassade" sud-africaine.
- 29 octobre : Panne d'électricité dans une grande partie du Natal. Un porte-parole de la Commission responsable de l'approvisionnement en électricité déclare que celle-ci procède à une enquête et n'exclut pas la possibilité d'un sabotage.
- 1er novembre : Une maison de Jeppes Reef, près de la frontière avec le Swaziland, qui servait de logement à la Force de défense sud-africaine, est entièrement détruite par une attaque à la grenade et à la roquette. Deux membres de la Force de défense, qui se trouvaient à l'intérieur, réussissent à s'échapper. L'attentat est attribué à l'ANC.

- 3 novembre : Des bombes explosent dans le bâtiment du Département des affaires intérieures de Durban, en signe évident de protestation contre les élections du 4 novembre au Conseil indien sud-africain (SAIC). Le bâtiment abrite le siège du SAIC. L'explosion cause des dégâts importants. Un policier et un gardien de nuit reçoivent des soins pour blessures légères.
- 12 novembre : Quatre explosions endommagent deux éléments d'un poste de transformateurs du complexe industriel de Rosslyn, près de Pretoria. Plusieurs faubourgs de Pretoria sont victimes d'une panne d'électricité.
- 1er décembre : Des guérilleros font sauter un dépôt de pétrole près de Germiston.
- 9 décembre : Une explosion cause des dégâts importants aux bureaux du Département de la coopération et du développement au Cap, ainsi qu'à deux tribunaux (bantous) qui sont administrés par le Département. La police n'exclut pas le sabotage. L'ANC revendique la responsabilité de l'explosion.
- 15 décembre : Quatre explosions provoquent des dégâts importants dans un poste de transformateurs électriques de Pretoria. D'après un porte-parole de l'Electricity Board, neuf faubourgs de Pretoria sont affectés par la panne d'électricité.
- 26 décembre : Des combattants de la liberté lancent une attaque à la roquette, à la grenade et au fusil contre le commissariat de police de Wonderboom Poort à Pretoria, tuant un policier et blessant quatre autres personnes. Le commissariat subit d'importants dégâts.
- 31 décembre : A la suite des récents attentats armés de Pretoria et des environs, la police, à la recherche de guérilleros urbains noirs, saisit une cache d'armes et d'explosifs et arrête deux hommes. Les armes saisies comprennent un lance-roquettes, cinq fusils d'assaut AK-47 et des grenades.
- 7 janvier 1982 : Une bombe puissante explose dans les bureaux de l'administration du Rand occidental dans le quartier est d'Orlando. Aucun blessé n'est signalé. La police attribue la responsabilité de l'explosion à des saboteurs.
- 20 janvier : La police annonce qu'elle a découvert plusieurs caches de mines-ventouses, d'armes d'origine étrangère et de grenades à main dans des régions isolées du Transvaal oriental et du nord du Natal. Elle a également arrêté trois membres présumés de l'ANC à la suite d'attaques armées dans le nord du Natal.

- 12 février : Trois bombes à tracts explosent à Johannesburg, quelques heures avant les funérailles du dirigeant syndicaliste Neil Aggett. Elles éparpillent des tracts à la gare centrale, à l'Université du Witwatersrand et devant les bureaux du Rand Daily Mail. Les tracts semblent avoir été rédigés par le parti communiste et l'ANC.
- 20 mars : La veille de l'anniversaire du massacre de Sharpeville, une bombe explose au tribunal (bantou) de Langa, au Cap, où d'innombrables infractions à la réglementation relative aux laissez-passer sont jugées chaque année. Il n'y a aucun blessé.
- 24 avril : Explosion de deux bombes sur une conduite d'eau à Durban. La police qualifie l'explosion d'acte de sabotage.
- 1er mai : La police capture au Transvaal quatre combattants de la liberté de l'ANC et annonce qu'elle a déjoué une "campagne de terreur" prévue pour le 1er mai, qui aurait consisté en attaques à la roquette contre des commissariats de police et des installations stratégiques. La police déclare également avoir découvert d'importants stocks d'armes (lance-roquettes, fusils AK-47 et mines-ventouses) ainsi que des documents ayant trait aux attentats prévus.
- 12 mai : Une bombe explose dans les locaux de l'administration du Rand occidental à Meadowlands, Soweto. Il n'y a aucun blessé. La police qualifie cet attentat de sabotage.
- 21 mai : Deux bombes explosent dans les locaux de l'administration de Port Natal à Pinetown et au siège régional de la Direction des affaires métisses à Durban. Il n'y a aucun blessé.
- 24 mai : A Durban, une conduite d'eau et un bureau de la municipalité sautent.
- 28 mai : Explosion de bombes sur sept réservoirs de pétrole au dépôt d'Hectorspruit, dans le Transvaal oriental. Aucun blessé n'est signalé. La police révèle que des mines-ventouses ont été utilisées, causant des dégâts importants. L'ANC revendique la responsabilité de l'attentat.
- 2 juin : Six explosions détruisent un important réservoir de mazout et des installations ferroviaires à Paulpietersburg, dans le nord du Natal. Il n'y a aucun blessé.
- 3 juin : Deux pylones sautent le long de la voie ferrée à Dube, dans le district de Soweto. Les explosions endommagent les lignes de chemin de fer de Soweto et perturbent le trafic de banlieue.
- 3 juin : La police de Durban abat deux membres présumés de l'ANC qui, selon elle, appartenaient à un groupe responsable d'une série d'attaques armées dans la région de Durban.

- 4 juin : Une importante charge d'explosifs éventre le bâtiment qui abrite le Conseil du Président au Cap, tuant une personne.
- 7 juin : L'ANC revendique la responsabilité d'une série d'attentats à la bombe dans les provinces du Natal et du Transvaal. Il ajoute que les opérations sont menées à bien par les "unités du génie" de son aile militaire, Umkhonto We Sizwe.
- 19 juin : La ligne de chemin de fer du Transvaal oriental est sévèrement endommagée par l'explosion d'une bombe puissante. Deux personnes sont légèrement blessées.
- 28 juin : Une station de pompage de pétrole près de Vryheid, dans la province du Natal, est gravement endommagée par une explosion que la police qualifie d'acte de sabotage.
- 5 juillet : Une conduite d'eau sur la route de Brakpan à Dunnottar dans le Rand oriental saute. La police soupçonne l'ANC.
- Début juillet : Un homme présumé appartenir à l'ANC est arrêté dans le nord du Transvaal en possession d'un paquet de tracts de l'ANC, d'un revolver et de munitions. Selon la police, cet homme, un Sud-Africain de 24 ans qui serait revenu dans le pays après avoir reçu un entraînement à Maputo et en Angola, était allé à Pietersburg pour recruter. Plusieurs personnes qui auraient aidé le suspect sont également arrêtées.

ANNEXE II

Liste des documents du Comité spécial contre l'apartheid

- A/AC.115/L.553 Lettre datée du 13 août 1981, adressée au Président par intérim du Comité spécial contre l'apartheid par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies.
- A/AC.115/L.554 Télégrammes reçus par le Comité spécial contre l'apartheid au sujet de la barbare condamnation à mort prononcée contre trois combattants de la liberté sud-africains.
- A/AC.115/L.555 Rapport du Séminaire international sur les activités et le rôle que les organes d'information, les gouvernements, les mouvements anti-apartheid et de solidarité, et d'autres organisations peuvent déployer ou jouer pour informer l'opinion publique des crimes du régime d'apartheid et de la lutte légitime du mouvement de libération nationale d'Afrique du Sud (Berlin, République démocratique allemande, 30 août-2 septembre 1981).
- A/AC.115/L.556 Déclaration publiée le 11 septembre 1981 par des dignitaires religieux liés au National Council of Churches of Christ des Etats-Unis, sur l'invasion de l'Angola par l'Afrique du Sud.
- A/AC.115/L.557 Déclaration faite par S. Exc. M. Vladimir N. Martynenko, ministre des affaires étrangères de la République socialiste soviétique d'Ukraine au Comité spécial, le 9 octobre 1981.
- A/AC.115/L.558 "Dossier du terrorisme international auquel se livre l'Afrique du Sud" par lord Gifford.
- A/AC.115/L.559 Messages reçus à l'occasion de la Journée de solidarité et Add.1 avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud.
- A/AC.115/L.560 Déclaration faite le 29 octobre 1981 par S. Exc. M. Carlos P. Romulo, ministre des affaires étrangères des Philippines.
- A/AC.115/L.561 Lettre datée du 19 septembre 1981, adressée au Président du Comité spécial contre l'apartheid par le Secrétaire général par intérim du Comité olympique national de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour lui communiquer une déclaration du Comité olympique concernant la visite aux Etats-Unis de l'équipe sud-africaine des springbok.
- A/AC.115/L.562 Lettre datée du 1er novembre 1981 émanant du Mouvement anti-apartheid de France.
- A/AC.115/L.563 Déclaration prononcée par M. Oliver Tambo, président de l'ANC, le 12 janvier 1982.

- A/AC.115/L.564 Extraits des documents finals de la Conférence internationale de solidarité des jeunes et des étudiants avec les peuples, les jeunes et les étudiants d'Afrique australe, qui s'est tenue à Luanda (République populaire d'Angola), du 13 au 15 novembre 1981.
- A/AC.115/L.565 Votes exprimés à la trente-sixième session de l'Assemblée générale sur les projets de résolution relatifs à la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain : rapport du Groupe de travail.
- A/AC.115/L.566 Message adressé à S. Exc. M. François Mitterand, président de la République française, par le Comité spécial contre l'apartheid de l'ONU.
- A/AC.115/L.567 Messages reçus à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.
- A/AC.115/L.568 Déclaration de la Conférence sur le thème "Afrique australe : il est temps de choisir", tenue à Londres du 11 au 13 mars 1982.
- A/AC.115/L.569 Rapport de la mission du Comité spécial qui s'est rendue dans les Etats de première ligne (Angola, Zambie et République-Unie de Tanzanie).
- A/AC.115/L.570 Documents de la Conférence mondiale sur l'océan Indien en tant que zone de paix, New Delhi (Inde), 23 au 25 avril 1982. (Extraits de la Déclaration et de la résolution relatives à l'Afrique australe.)
- A/AC.115/L.571 Rapport de la Conférence internationale sur les femmes et l'apartheid, Bruxelles (Belgique), 17-19 mai 1982.
- A/AC.115/L.572 Messages reçus à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec la population en lutte d'Afrique du Sud (Journée de Soweto) (16 juin 1982).
- A/AC.115/L.573 Rapport de la Conférence régionale pour une action contre l'apartheid en Asie, Manille (Philippines), 24-25 mai 1982.
- A/AC.115/L.574 Rapport du Sous-Comité de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration avec l'Afrique du Sud.
- A/AC.115/L.575 Relations sportives entre le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud : l'application de l'Accord de Gleneagles (mémoire adressé au Ministre des sports par le Mouvement contre l'apartheid).
- A/AC.115/L.576 Rapport du Séminaire international sur l'histoire de la résistance à l'occupation, à l'oppression et à l'apartheid en Afrique du Sud (siège de l'Unesco, Paris, 29 mars-2 avril 1982).

- A/AC.115/L.577 Résolution de la session extraordinaire de l'Assemblée régionale populaire de la région nord de la République démocratique du Soudan consacrée à la mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, tenue le 2 mai 1982.
- A/AC.115/L.578 Déclaration de M. Vasant Vishnu Nevrekar (Inde), président du Groupe spécial sur les prisonniers politiques devant le Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid, le 31 août 1982.
- A/AC.115/L.579 Noms de quelques dirigeants syndicaux persécutés récemment par le régime raciste d'Afrique du Sud et renseignements succincts les concernant.
- A/AC.115/L.580 Lettre datée du 25 juin 1982, adressée au Secrétaire par l'Eglise luthérienne américaine de Pennsylvanie centrale et résolution adoptée par le Consistoire de Pennsylvanie centrale de l'Eglise luthérienne américaine à sa convention annuelle de 1982.
- A/AC.115/L.581 Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie : message (9 août 1982).
- A/AC.115/L.582 Télégramme daté du 14 septembre 1982, adressé à S. Exc. Alhaji Yusuff Maitama-Sule, président du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid, par S. Exc. N. Djoudi, secrétaire général par intérim de l'Organisation de l'unité africaine.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经营处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
